

L'ACTION

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 9 juin 1914, à 4 h. 1/2

PAR

Armand ALAVOINE

Président : M. CH. GIDE, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
ALLIX, *professeur*

PARIS

IMPRIMERIE VIELLEVILLE

54, RUE DES FRANCS-BOURGEOIS, 54

THÈSE
• POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ACTION

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 9 juin 1914, à 4 h. 1/2

PAR

Armand ALA VOINE



Président : M. CH. GIDE, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
ALLIX, *professeur*

PARIS
IMPRIMERIE VIELLEVILLE

54, RUE DES FRANCS-BOURGEOIS, 54



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ACTION

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

INTRODUCTION

Après avoir suffisamment vécu pour déplorer l'état social dans lequel nous vivons, lorsqu'on croit cependant à la possibilité *d'instaurer un milieu moins douloureux, assurant à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate à toute époque, au développement progressif de l'humanité*, et qu'on s'impose la tâche de trouver le *pourquoi* des maux présents, puis le *comment* du devenir meilleur, par l'étude du droit ; on en retire une troublante édification.

La formule régénératrice, qu'on s'était flatté de découvrir au sein des Doctrines économiques ou parmi les expérimentations qui en jalonnent l'histoire, n'y est pas révélée.

En face de cette constatation, que tant de généreux efforts du cœur et de la raison humaine se sont

heurtés à des difficultés insurmontables et sont restés pratiquement stériles, n'est-il pas vain, pour un simple étudiant, de prétendre faire œuvre personnelle utile ou simplement intéressante dans la thèse qu'il doit soutenir au terme de ses études ?

Nous en sommes persuadé.

Néanmoins, en retenant que nombre d'institutions ont échoué ou végètent à cause de l'inaptitude générale des intéressés à en jouir, de leur insuffisant *sens social* ; nous essaierons d'établir la possibilité de réaliser en France des progrès considérables par *l'action économique et sociale* d'une Institution de Prévoyance collective : *La société de secours mutuels*, préalablement régénérée.

OBJET DE CE TRAVAIL

Nous nous proposons donc, après une vue d'ensemble sur : la Prévoyance, idée générale, l'importance des œuvres de la Prévoyance collective française, la nécessité d'une éducation générale en la matière, comme facteur inéluctable de la rénovation des Sociétés de secours mutuels, d'analyser leurs fonctions aux points de vue économique, social et légal ; leur rôle éducatif accessoire, les qualités intrinsèques sans lesquelles elles ne peuvent les

remplir ; d'examiner comment elles les remplissent, c'est-à-dire leur action économique et sociale actuelle, son insuffisance et ses vices ; d'exposer les réformes capables d'assurer l'épanouissement intégral de leurs facultés, soit : dès à présent, l'exercice rationnel de leur fonction économique *d'associations d'assurances mutuelles*.

Dans l'avenir, le plein développement de leur rôle complémentaire, celui *d'instrument d'initiation au progrès social*.

A ce sujet, nous verrons, en effet, que *régénérée* et transformée uniquement en association d'assurance mutuelle, ou *Coopérative d'assurance contre la maladie*, la Société de secours mutuels sera l'institution naturellement la plus apte à l'accomplissement de cette fonction sociale *éducative* ; l'école préparatoire de solidarité où s'ébaucheront *les êtres sociaux* désormais capables d'utiliser les instruments de progrès, *plus complexes*, que le principe d'association a mis aux mains du prolétariat ; qu'elle *contribuera* ainsi fondamentalement au succès des moyens d'émancipation les plus décisifs dont disposent les travailleurs ; associations professionnelles et coopératives. D'une manière plus générale, nous soutiendrons cette conviction dominante qui est fermement la nôtre : *l'avenir de la Démocratie est étroitement lié au développement de la vraie mutualité*.

Enfin nous croirions manquer à notre devoir le plus élémentaire si nous commençons ce travail sans présenter aux éminents professeurs qui ont dirigé nos études à la Faculté de Droit, l'expression de notre sincère reconnaissance.

Reims, le 25 janvier 1914.

PREMIÈRE PARTIE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA PRÉVOYANCE

CHAPITRE PREMIER

LA PRÉVOYANCE, NÉCESSITÉ SOCIALE

Utilité et portée de ces considérations. — La Société de secours mutuels n'étant qu'une des multiples créations de la Prévoyance humaine, avant de l'élire comme foyer d'éducation et d'émancipation sociales, il importe, d'une part, de considérer le contenu du sentiment individuel de Prévoyance en tant qu'idée-force génératrice de la Prévoyance collective et de la Mutualité en particulier ; d'autre part, d'examiner rapidement l'importance de ces institutions en France ; les causes générales d'affaiblissement qui y menacent la persistance du sentiment initial de Prévoyance et par suite, indirectement,

l'existence même des Sociétés de secours mutuels.

Il faut enfin proposer les remèdes capables d'y obvier.

Tout ce préambule s'impose puisque la question d'existence de l'institution qui nous occupe domine évidemment celle de son action économique et sociale.

La Prévoyance, vertu individuelle. — La Prévoyance, au sens large du mot, est universelle et aussi vieille que le monde.

Sentiment inné chez l'homme, instinct chez l'animal (1), elle sommeille dans le psychisme rudimentaire des végétaux (2), en un mot, elle est dans la nature.

Le rôle bienfaisant de cette vertu humaine ayant été vanté dans tous les temps plus éloquemment que nous ne pourrions le faire, nous nous contenterons d'en rappeler quelques définitions : Pierre Charon (3), philosophe, dans son *Traité de la Sagesse*. « La Prévoyance est un grand remède contre tous les maux, lesquels ne peuvent apporter grande altération n'y changement estant arrivés à un homme qui s'y attendoit, comme, au contraire, ils blessent et

1. La Fontaine, *la Cigale et la Fourmi*.

2. L. Bourdeau, *le Problème de la vie-symbiose des êtres vivants*, Paris, 1906. — M. Maeterlinck, *l'Intelligence des fleurs*. Paris 1907. — Claude Bernard, *la Sensibilité dans le monde animal et végétal*.

3. *De la Sagesse*, livre II, chapitre VII, p. 379, 386. Lefèvre, Paris, 1836.

endommagent fort ceux qui se laissent surprendre.

» Nous sommes moins sensibles aux coups que nous avons prévus ; un malheur que nous attendions depuis longtemps nous paraît plus supportable lorsqu'il arrive. Or, pour avoir cette prévoyance, il faut premièrement savoir que nature nous a mis icy comme en un lieu fort scabreux et où tout bransle ; que ce qui est arrivé à un autre nous peut advenir aussi, que ce qui panche sur tous peut tomber sur chacun, et en tous affaires que l'on entreprend, préméditer les inconvénients et mauvaises rencontres qui nous y peuvent advenir, afin de n'en estre surpris ».

Les auteurs contemporains qui ont étudié la matière sont très sobres dans leurs définitions.

Littre, dans la *grande Encyclopédie* : « Prévoyance, action de prévoir, faculté de prévoir, soin avec lequel on prend des mesures pour l'avenir. »

Pour M. Ch. Gide (1), la prévoyance est cette faculté qui consiste à ressentir un besoin futur comme s'il était présent.

M. Cauwès (2) : La prévoyance implique l'épargne et l'assurance « et toutes deux supposent un prélèvement sur les revenus actuels ».

M. Cheysson (3) : « La prévoyance caractérise

1. Ch. Gide, *Cours d'économie politique*, 1909, p. 761.

2. Cauwès, *Cours d'économie politique*, 3^e édition, t. III, p. 510.

3. Cheysson, *la France charitable et prévoyante*, p. XI.

l'homme debout et bien trempé ; elle respecte son indépendance et sa dignité, elle tend son ressort moral au lieu de l'énerver, elle l'associe aux efforts qui assurent la sécurité de son avenir, loin qu'il reste passif, attendant tout des autres, et rien de lui-même. C'est une vertu du père de famille, dont on ne saurait trop souhaiter et encourager la diffusion. »

Son contenu. — Nous resterons sous la saine et réconfortante impression de cette citation et nous n'insisterons pas sur la valeur morale et économique universellement reconnue de la prévoyance dans sa forme simplement individuelle, qui se ramène pratiquement à un effort *isolé* et *momentané* d'épargne ; à un acte passif de *consommation différée*.

Champ d'action de la prévoyance collective ou au second degré. — Notre but ici est d'envisager spécialement la *prévoyance collective*, c'est-à-dire les réalisations sociales de la vertu individuelle de prévoyance suggérées à l'homme par la compréhension complète de son intérêt personnel.

Dans les faits, *l'épargne associée* sous toutes ses formes solidaristes, avec les multiples affectations que commandent les divers aléas de l'existence humaine (1).

1. Nous limitons nos investigations sous la dénomination de prévoyance collective aux seules associations dans lesquelles se manifeste d'une façon prépondérante l'initiative individuelle et

Cette prévoyance au deuxième degré multipliant par sa nature les bienfaits de celle du premier degré, a conséquemment une portée morale et sociale beaucoup plus considérable.

Elle lui est si évidemment supérieure à ces points de vue, qu'il est superflu de s'y arrêter.

Mais elle a surtout une importance économique remarquable que nous devons mettre en relief pour justifier les conclusions qui suivront.

Récapitulation des résultats obtenus en France par les Institutions de prévoyance collective relatives aux individus (1) et donnant une idée d'ensemble de ce qu'y représentent comme fortune acquise et comme circulation de numéraire les diverses Institutions relatives aux individus.

le libre arbitre des contractants, l'ingérence de l'État n'y étant que secondaire.

Nous laissons au domaine de la « Prévoyance sociale » les Institutions à caractère obligatoire qui font l'objet d'une législation en prescrivant impérativement l'organisation et le fonctionnement.

1. Tableau et additions empruntés à l'ouvrage de M. Anatole Weber, *l'Enseignement de la Prévoyance* (page 31).

Classes d'Établissements	Capitaux de fonds de roulement — en millions	Circulation totale Recettes et dépenses — en millions	Nombre de prévoyants — en milliers
<i>A. — Épargne proprement dite</i>			
a) Caisses d'épargnes et Caisse nationale d'épargne.....	460	5.000	13.000
b) Sociétés de capitalisation.....	?	?	?(2)
c) Coopératives agricoles et cré- dit mutuel.....	80	116	130
d) Habitations à bon marché.....	62	88	20
<i>B. — Assurances</i>			
a) Contre la maladie.....	200	108	1.600
b) Contre la vieillesse et l'in- validité.....	260	560	1.840
c) Accidents de travail.....	380	220	1.500
d) En cas de décès.....	3.220	820	950
c) Contre le chômage.....	?	?	?(2)
Totaux.. ..	4.662	6.832	19.040

« En ajoutant aux 4.662 millions de francs qui figurent à l'actif des institutions, les 5.632 millions des déposants des Caisses d'épargne qui s'incorporent au budget de la Prévoyance, les 1.368 millions de réserves mathématiques de la Caisse nationale des retraites, on arrive au total général de 11.662 millions. D'autre part, les 6.882 millions de

1. Les chiffres précis manquant, les totaux sont minima, ce qui donne une valeur plus grande aux déductions qui suivent.

de chiffres d'affaires des institutions considérées ne comprennent ni les bilans des sociétés d'épargne, d'assurances mutuelles et de capitalisation, ni les salaires, dividendes et frais de gestion qu'on peut estimer à un milliard. Le total ainsi rectifié approcherait de 8 milliards, somme égale au budget de la France, voté en 1910.

Conclusion. — En nous en tenant à ce tableau exclusivement relatif aux individus, nous constatons que le nombre des Prévoyants français est de 19 millions, la moitié de la population française, par conséquent.

L'examen des résultats uniquement relatifs aux biens révèle, d'autre part, des chiffres aussi impressionnants. Ce qui justifie les conclusions de l'auteur mis à contribution.

« A l'heure actuelle, les institutions de prévoyance mettent en œuvre, chaque année, plus de capitaux que l'État n'en consacre à toutes ses administrations. Elles répartissent entre les deux tiers des Français les revenus produits par une fortune bien assise de 12 milliards de francs. »

La Prévoyance nécessité sociale. — Nous ajouterons même : « La place prise par la Prévoyance dans notre vie économique est telle que la prospérité générale de la France est *nécessairement* liée au progrès de ses institutions de prévoyance ».

La *nécessité* de ce progrès apparaîtra beaucoup

plus évidente, lorsqu'en fin de cette étude, nous aurons assigné à une association de prévoyance le rôle complémentaire d'instrument d'éducation sociale.

Mais ce progrès étant élevé à la hauteur d'une *nécessité sociale*, une question se présente aussitôt à l'esprit.

L'ordre des choses régnant actuellement en France dans le champ d'action de la Prévoyance que nous venons de délimiter et d'explorer, est-il propre à y assurer la *persistance* du sentiment initial de prévoyance individuelle ainsi que la *croissance socialement nécessaire* des institutions qui l'y cultivent ?

Nous allons examiner cette question.

CHAPITRE II

LES MAUX DONT SOUFFRE LA PRÉVOYANCE FRANÇAISE

Vue d'ensemble. — Malgré l'importance relative des chiffres précités, nous sommes obligé de répondre non, à la question qui précède.

En effet, indépendamment des causes particulières d'affaiblissement qui compromettent directement l'existence des Sociétés de secours mutuels et que nous retrouverons plus loin à leur sujet, *des causes générales d'ordre interne et d'ordre externe*, menacent la prévoyance française dans son ensemble et indirectement encore, par conséquent, l'avenir des Sociétés de secours mutuels.

Nous ne ferons ici qu'énumérer les *causes d'ordre interne* partiellement signalées par maints auteurs et groupées sous le titre qui les résume toutes dans l'excellent ouvrage de M. A. Weber, déjà cité (1) ; leur analyse complète sort du cadre de ce chapitre.

1. A. Weber, *Enseignement de la Prévoyance*, Paris 1911.

Ce sont notamment : l'imperfection des institutions, l'éparpillement des effectifs, l'insuffisance des cotisations des membres participants, l'exagération des frais généraux, la fragilité des bases scientifiques, l'absence de coordination entre les entreprises, l'incompétence des dirigeants, l'ignorance générale des prévoyants.

Nous développerons seulement les deux principales.

Causes générales d'affaiblissement d'ordre interne. — De cette énumération ressortent principalement deux causes générales internes d'affaiblissement de nature différente.

L'une, inhérente à la Prévoyance au deuxième degré : *l'imperfection des institutions* et l'autre, à la Prévoyance au premier degré : *l'ignorance générale des prévoyants*.

Première cause. — *L'imperfection des institutions.* — Au second degré, l'imperfection des institutions engendre de si amères et si brutales déceptions, qu'elle a quelquefois provoqué, d'une façon retentissante, l'intervention des Pouvoirs publics.

Nous faisons allusion au cas des « Prévoyants de l'Avenir », la tentative mutualiste la plus originale en même temps que l'erreur la plus colossale du XIX^e siècle en matière de Prévoyance pour la retraite.

Cette Association, formée en 1880, s'était assignée pour but immédiat la constitution de pensions de

retraites au profit de ses membres actuels et, parallèlement, nourrissait l'espoir d'éteindre le paupérisme chez les générations futures. Elle demandait pour cela à chaque adhérent une cotisation viagère de 12 francs par an, destinée à l'alimentation d'un fonds de retraite inaliénable. Telle était du moins la généreuse conception qui, selon les apôtres du système Chatelusien (1) justifiait leur titre de prévoyants de *l'Avenir*.

Une pareille entreprise, révèle si clairement l'alliage d'empirisme et de mysticisme qui caractérise la Mutualité française au xix^e siècle, que nous nous y arrêterons comme exemple typique de *l'imperfection des institutions de Prévoyance*.

La Société les « Prévoyants de l'avenir », donc, se proposait de servir à ses membres devenus créditiers après vingt années de sociétariat, une pension viagère dont le taux serait déterminé, chaque année, par la répartition du revenu de son capital de retraite.

Ce revenu devait être partagé également entre les ayants droit *sans distinction d'âge* (première particularité) ces ayants droit continuant à accroître le fonds social par leurs versements, *après* comme avant leur

1. Chatelusien, nom donné au mécanisme apporté par leur fondateur M. Chatelus aux Prévoyants de l'Avenir, pour la constitution de leurs retraites et adopté ensuite par « la France Prévoyante », « le Grain de Blé », la Boule de Neige.. etc ».

entrée en jouissance (deuxième particularité). Telles étaient les deux caractéristiques du système.

En fait, il arriva que le recrutement progressif et remarquablement intensif des vingt premières années de fonctionnement produisit l'accumulation d'un fonds de retraite de 30 millions de francs, en principal et intérêts capitalisés.

Le revenu partageable à titre de pensions, entre les ayants droit de la première série, s'éleva, par suite, à plus de un million pour l'année 1900 (première répartition). Or le nombre des parties prenantes étant nécessairement infime, moins de 300 membres, la part de chacun ressortit à plus de 3.000 francs. Résultat fabuleux eu égard à l'apport individuel total de chaque pensionné : 240 francs.

Mais déjà, il était apparu à plus d'un calculateur profane, que le miracle ne durerait pas et que les répartitions suivantes seraient progressivement moins avantageuses.

En effet, les ayants droit de la deuxième série (prévoyants de la deuxième heure) devaient venir à la seconde répartition avec ceux de la première et y arriver en plus grand nombre qu'eux. Le nombre total de ces copartageants devait augmenter sensiblement, atteindre, par exemple, 1000 têtes au lieu de 300.

En face, le fond de retraite aurait été alors uniquement accru de la dernière annuité de versements des

cotisants, par exemple 3 millions par 250.000 membres et serait devenu 33 millions.

De ce fait, le revenu partageable se serait élevé de 900.000 francs à 990.000 francs par exemple, à répartir entre les 1000 ayants droit de 1900, ce qui représente 990 francs par tête au lieu de 3000 francs obtenus en première répartition.

Et ainsi, d'année en année, automatiquement, fatalement, le taux de pension devait fléchir jusqu'à 14 ou 15 francs, selon des calculs dignes de foi, c'est-à-dire, s'abaisser à un niveau voisin de l'intérêt des cotisations versées par chacun.

Cette perspective était peu satisfaisante pour les jeunes sociétaires ainsi dépouillés au profit des anciens.

Mais les apôtres du système châtelusien ainsi qu'un certain nombre de simples adhérents militants, que leur situation matérielle privilégiée mettait au-dessus des considérations d'intérêt immédiat, restaient sourds à toute représentation, fermaient systématiquement les yeux à la lumière de l'évidence.

Il faut avoir discuté avec ces fanatiques mutualistes, pour savoir jusqu'où va leur foi aux vertus magiques de la *Mutualité*.

Ils objectaient que la peine prise par les fondateurs pour créer cette formidable association, lui assurer un essor aussi prodigieux, mettre en mains des générations futures un tel trésor, tout cela d'un façon

désintéressée, valait la récompense d'un traitement privilégié qu'ils n'avaient pas pu escompter d'ailleurs, la rapidité du développement de l'association ayant dépassé toutes les prévisions possibles.

Ils objectaient surtout : « Nous sommes et nous voulons rester « les prévoyants de *l'avenir* ».

» Nous nous contenterons donc de la retraite insignifiante qui nous est réservée, parce que nous travaillons pour enrichir nos successeurs, lesquels vivront à l'époque du relèvement automatique de la pension, et seront largement rentés.

» C'est délibérément que nous contribuons à la création d'un trésor de guerre dont nos petits neveux bénéficieront et avec lequel la misère, un jour, sera vaincue, s'ils suivent notre exemple.

» En effet, ajoutaient-ils, l'expérience enseigne qu'après un certain temps d'existence, une institution de Prévoyance est connue de la population entière du pays dans lequel elle opère, et qu'elle n'y intéresse et recrute plus dorénavant qu'un *nombre constant d'adhérents*.

» Ces adhérents par identités d'éliminations (prédécess et défaillances) se résolvent en un *nombre constant d'ayants droit*, de pensionnés, dans notre cas.

» Or, le revenu annuellement partageable entre ce *nombre constant* de pensionnés de *l'avenir*, s'accroissant sans cesse avec l'ascension de notre fonds de retraite *inaliénable et illimitable*, le taux de chaque

pension *s'accroitra automatiquement et indéfiniment* à partir du jour où notre société aura atteint son effectif maximum. »

Mais, la plupart des adhérents, dont l'ambition était moins vaste et l'intérêt personnel plus exigeant, n'étaient pas disposés aux sacrifices proposés. Ils admettaient un traitement de faveur temporaire et raisonnable pour les fondateurs, mais rien pour les générations futures dont les besoins sont actuellement inappréciables et l'existence même problématique.

Un vif mouvement d'opposition et de réforme se manifesta alors dans toutes les sections de France avant la première répartition.

Le gouvernement, en raison de l'importance des intérêts en jeu intervint, d'abord par l'arrêté du 3 avril 1900 connu sous le nom de décret Waldeck, rendu après avis du Conseil supérieur de la mutualité.

Ce décret invitait les « Prévoyants de l'avenir » à se conformer à la loi de 1898 sur les Sociétés de secours mutuels. Une loi du 3 février 1902 vint ensuite limiter à 360 francs maximum la pension individuelle.

Ce redressement statutaire a ramené, en 1907, le taux de pension à 34 francs par tête.

Mais cette association qui opère sous l'égide de la mutualité est dorénavant tenue d'en respecter la règle fondamentale.

A charges égales, avantages égaux.

Cet exemple, cependant, n'a pas été salutaire ; nous verrons plus loin que les Sociétés de secours mutuels, sous l'œil protecteur de l'État et avec son concours, s'appliquent, sous une forme nouvelle, leurs fonds commun inaliénable, à une thésaurisation également critiquable.

Ce que nous retenons seulement du cas des Prévoyants de l'avenir dans ce chapitre, c'est *l'impresion désastreuse* que produit dans le public la révélation d'une aussi grave imperfection. Elle est si évidemment nuisible à l'idée d'association et à la diffusion du sentiment initial de Prévoyance que tout commentaire, en ce sens, nous semble inutile.

Deuxième cause. — L'ignorance générale des prévoyants. — Au premier degré, l'ignorance des prévoyants, les adeptes, est peut-être plus déplorable et mérite, en tout cas, un examen de fait aussi attentif.

Tous les praticiens consciencieux ont été profondément frappés des funestes conséquences de cette ignorance et savent qu'elles atteignent surtout, hélas, ceux dont l'épargne est deux fois sacrée, parce qu'elle n'est pas seulement une part de leur superflu, mais souvent une part de leur nécessaire.

L'ignorance générale de prévoyants les livre sans défense à des apôtres mal avisés qui les poussent à employer sans discernement leur effort d'épargne,

les amène à prendre des engagements pratiquement intenable dans leur situation précaire et se résolvant en autant de pertes définitives pour eux.

Lorsqu'il a éprouvé plusieurs déboires de ce genre, le prévoyant ignorant et désabusé, se retranche dans un état d'esprit, systématiquement hostile à toute idée de prévoyance pour lui et les siens. Les blessures faites à son intérêt et à son amour-propre sont inguérissables. Elles en ont fait un *antiprévoyant irrédactable*.

Produit des deux causes générales d'affaiblissement d'ordre interne. — Un véritable ferment de *désagrégation sociale* tel est donc le produit fatal de l'ignorance combinée au premier et au second degré de *l'inéducation générale* en matière de prévoyance, pour qualifier d'un mot cette plaie de la prévoyance française.

Causes générales d'affaiblissement d'ordre externe. — *Généralités.* — Aux causes générales internes d'affaiblissement que nous venons d'examiner, s'en ajoutent d'ordre externe non moins actives.

Tout ce qui invite l'individu à un acte onéreux, de consommation immédiate quelconque, contribue évidemment à affaiblir ses facultés en matière de prévoyance, puisque l'accomplissement de l'acte provoqué diminue d'autant les moyens du prévoyant.

Ce qu'absorbe la *consommation immédiate* est perdu

pour la consommation différée, à laquelle nous avons ramené l'acte de prévoyance individuelle.

Mais ces innombrables occasions de sacrifier l'avenir au présent, qui se sont offertes à l'homme dans ses conditions d'existence les plus primitives, et se sont multipliées avec le développement du milieu complexe dans lequel il vit, sont inévitables et perpétuelles.

Elles ont été d'ailleurs jusqu'ici impuissantes à éteindre en lui le sentiment inné de la Prévoyance. Elles l'ont seulement laissé, selon la loi de sa nature, moins averti en général de ses besoins futurs que de ses besoins présents.

Aussi n'est-ce pas l'ensemble de ces faits naturels et irrémédiables que nous signalerons comme alarmants pour l'avenir de la Prévoyance au premier et au second degré et que nous classerons parmi ses causes d'affaiblissement.

Procédés de l'art commercial moderne. — Ce que nous croyons utile de signaler, ce sont certaines formes inquiétantes qu'a prise à notre époque *l'invitation à la consommation*. Ce sont les procédés suggestifs de l'art commercial moderne, en ce qu'ils s'opposent puissamment à l'expansion de l'idée-force Prévoyance, et consécutivement à la croissance socialement nécessaire de ses œuvres.

Première cause. — La provocation moderne à la consommation — Les colossales entreprises réalisées

par la concentration économique qui caractérise notre temps ont changé du tout au tout les modes d'appel à la consommation, qui, jusqu'alors faisaient normalement et passivement échec à ceux de l'appel à la Prévoyance.

A la discrète et modeste invitation de la petite boutique bien close d'autrefois, dans laquelle ne pénétrait que l'acheteur amené par tel ou tel pressant besoin, le grand magasin et le grand bazar modernes ont substitué la tapageuse et outrancière *provocation à la consommation* de leurs féériques établissements où sont accumulés tous les objets de consommation imaginables, où simples visiteuses et visiteurs peuvent entrer librement comme dans un lieu public ; où ils sont constamment attirés d'ailleurs par une savante publicité pleine d'alléchantes promesses, et retenus par de confortables attractions. De ces palais de commerce majestueusement agencés, où tout est prévu pour éveiller et captiver la curiosité, multiplier les tentations et exaspérer le désir jusqu'au besoin ; où dans une atmosphère prenante, tout concourt à métamorphoser en *acheteurs*, visiteuses et visiteurs, combien sortent sans passer à la caisse, et sans y laisser comme prix d'une acquisition frivole, la part de leurs revenus que réclamait leur devoir de Prévoyance ?

Bien peu évidemment.

Conséquence dans le cas de vente au comptant. —

Des procédés de ces puissantes entreprises commerciales qui tendent à ériger en système *la consommation immédiate à outrance* résulte seulement un accroissement factice des besoins individuels immédiats et un amoindrissement correspondant des moyens individuels de prévoyance qui peuvent ainsi se réduire *momentanément* à zéro. C'est en cela que nous les retenons parmi les causes générales d'affaiblissement d'ordre externe.

Deuxième cause. — La vente à tempérament ajoutée aux procédés précédents ou pratiquée exclusivement par voie de publicité. — Mais il y a mieux ou plus mal, et là ne se bornent pas les progrès de l'art commercial.

Pour vendre toujours davantage, pour accroître envers et contre tout *le chiffre d'affaires* la concurrence a suggéré à certaines des entreprises précitées un ultime perfectionnement, la vulgarisation du *Crédit à la consommation*.

C'est le régime de *la vente à tempérament* qui couronne l'édifice précédent.

C'est la provocation permanente et l'encouragement systématique à la *consommation anticipée, forcée*, opposée avec toutes les ressources de la publicité moderne à la *consommation différée* qui est à la base de la Prévoyance.

Conséquences. — Or, tenir ainsi constamment la population laborieuse dans les liens du *Crédit à la*

consommation, après l'y avoir attirée par les procédés suggestifs et irrésistibles dont disposent les rois du commerce ; l'accoutumer, selon le dicton populaire, à *manger son bien en herbe*, c'est non seulement la réduire à l'impossibilité *présente et future* d'être prévoyante, c'est incontestablement lui *enseigner le chemin de l'imprévoyance*.

C'est même lui ravir son indépendance : « L'homme qui est endetté appartient à ses créanciers ; l'homme qui porte sur son dos des habits qu'il n'a pas payés, ressemble à l'homme qui vit de charité, il porte une chaîne au cou (1). »

Et ce n'est pas uniquement les rabatteurs des grands magasins de vente à crédit qui vont à domicile *enseigner l'imprévoyance* ; c'est, d'autre part, la grande presse quotidienne, puissante auxiliaire des entreprises commerciales qui opèrent exclusivement par voie de publicité.

On ne peut, en effet, ouvrir un de ces journaux, sans y trouver périodiquement, en lettres flamboyantes, des appels sensationnels à la *consommation à crédit* que résume la formule décisive : « Rien à payer d'avance, livraison immédiate, tant de mois de crédit. »

S'agit-il ici d'objets de première nécessité ?

1. Ch. Gide, *la Coopération* p. 189, Paris, 1900. — *Les douze vertus de la Coopération*.

Non pas. Ce qui est offert le plus souvent, cruelle ironie, c'est le « théâtre chez soi ou le luxé à la maison » (même sans pain), pour 5 francs par mois... la part précisément que réclame le *devoir de prévoyance* de cette classe laborieuse, dont on exaspère artificiellement les besoins sans s'inquiéter de ses moyens. Il est vrai, qu'au nom de la loi, l'huissier pourra toujours forcer ceux-ci, le cas échéant. Mais alors l'œuvre démoralisatrice est aggravée ; car le débiteur imprévoyant et courroucé, rejette sur la Société toute entière la cause de son infortune. Ce en quoi il n'a pas tout à fait tort, nous le verrons bientôt.

Ce second procédé de l'art commercial moderne ou *exploitation indirecte de l'imprévoyance populaire* est donc encore, au premier chef, une cause d'affaiblissement de la prévoyance.

Nous croyons devoir ajouter « la prévoyance » étant une nécessité sociale, propager ainsi l'imprévoyance, c'est faire œuvre à la fois *démoralisatrice et anti-sociale* ; et pour ceux qui, comme nous, nient le droit à l'imprévoyance de l'homme qui vit en société civilisée, l'exploitation d'une telle œuvre est un acte absolument condamnable ; d'autant plus répréhensible que l'art de pousser à la consommation ne se borne pas à professer le mépris éclairé et à pratiquer la destruction intéressée de la vertu individuelle de prévoyance. Quand on est sur cette pente

il est difficile de s'arrêter à mi-chemin. L'excuse de la concurrence aidant, on fait pis.

Si nous n'étions pas tenus à la réserve et aux limites que nous impose la nature de ce travail, nous ferions voir, qu'en la matière, *l'immoralité*, sous des formes encore insoupçonnées du public, suit de près le mépris des vertus sociales.

Remarque sur le crédit à la consommation. — La lecture superficielle d'un traité d'économie politique permet de croire à l'étroite parenté des opérations des monts-de-piété et de celle des maisons de vente à tempérament, car elles y sont généralement exposées sous le titre commun de *Crédit à la Consommation*. Par suite, on est tenté d'excuser celles-ci par celles-là et de conclure que le même principe est à double effet ; tantôt bienfaisant, tantôt malfaisant. Cette opinion infirmerait en partie le jugement sans réserve que nous avons formulé ci-dessus contre « la vente à tempérament » en tant que « Crédit à la consommation ». Nous devons donc la réfuter. Le vocable « crédit à la consommation » cache en réalité deux opérations tout à fait différentes. Elles sont différentes, nous le savons, au point de vue juridique, la première étant un prêt sur gage et la seconde une vente. Mais elles le sont surtout au point de vue économique et social, deux exemples en feront foi.

Un bijoutier éprouve un pressant besoin d'argent

liquide, ses clients tardant à lui régler ses factures. Il porte 5.000 francs de bijoux au mont-de-piété qui lui prête 1.500 francs contre ce dépôt. Il a seulement monnayé une partie de *son avoir* ; il demeure, en définitive, créancier de son co-contractant, il ne s'est pas appauvri. Le modique coût de l'opération est le prix de l'excellent service économique, prêt, que l'institution sociale, mont-de-piété, lui a rendu en permettant cette réalisation *temporaire* d'une partie de *son patrimoine*.

Différemment, un salarié se marie sans avoir su ou pu épargner de quoi se mettre en ménage. Le fait de son mariage n'accroît ni sa vertu individuelle de prévoyance, ni sa faculté d'épargne, au contraire.

Si dans cette situation donc, il achète 500 francs de mobilier à crédit, qui en valent 150 francs, dès qu'ils lui sont livrés, il devient débiteur de 500 francs qu'il n'a pas, qu'il n'est pas certain du tout de pouvoir payer, puisque salarié, sans épargne, par hypothèse.

Il s'est *appauvri* et l'établissement de vente à tempérament lui a rendu le mauvais service économique et social d'exploiter son imprévoyance.

Au point de vue moral, le premier a disposé de son bien et cela est raisonnable puisqu'il lui appartient, le second a disposé de l'avenir et cela est insensé puisque l'avenir n'appartient à personne. C'est donc uniquement *la vente à tempérament* que

nous critiquons sous le vocable « crédit à la consommation » comme cause générale externe d'affaiblissement de la prévoyance.

Récapitulation des principaux maux dont souffre la prévoyance française. — D'après les développements qui précèdent, les maux qui affectent notoirement la prévoyance française sont de deux origines différentes :

D'une part, le fait interne de l'imperfection des institutions et de l'ignorance individuelle des prévoyants combinées ; conséquences de *l'inéducation générale* en la matière.

D'autre part, le fait externe des procédés de l'art commercial moderne.

Mais l'action anti-prévoyante d'origine externe n'a d'efficacité qu'en raison du peu de résistance qu'elle rencontre dans la population, chez laquelle le sentiment naturel de prévoyance individuelle est *insuffisamment ancré*.

C'est donc à une *éducation générale* de ce sentiment qu'il faut penser ici comme remède efficace.

Elle devra le tenir en éveil, en assurer la persistance et le développement toujours adéquat aux artifices de l'action contraire.

L'inéducation générale, plaie unique de la prévoyance française. — Le second mal dont souffre la prévoyance française, est, en définitive, assimilable

au premier, de même nature quoique d'origine et de degré différents. Il forme avec lui une seule et même plaie :

L'inéducation générale en matière de prévoyance.

CHAPITRE III

LE REMÈDE FONDAMENTAL AUX MAUX DONT SOUFFRE LA PRÉVOYANCE FRANÇAISE

L'éducation générale souverain remède. — Puisque les maux à guérir ne forment qu'une seule et même plaie, *l'inéducation générale*, le remède souverain nous semble logiquement devoir être *l'éducation générale*.

Plus précisément, la propagation de principes essentiels tirés d'une science de la Prévoyance à créer, car elle n'existe pas, et l'institution d'un enseignement public de cette science, à tous les degrés, sont les mesures qui nous paraissent s'imposer à l'attention des pouvoirs publics.

Nécessité d'un enseignement public de la Prévoyance. — Mais la logique de notre déduction suffit-elle à justifier le vœu que nous formulons ; celui-ci n'est-il pas excessif ? Le mal, par sa nature, appelant logiquement le remède éducation générale, est-ce bien à la Société qu'il appartient d'y pourvoir ?

La guérison de la plaie « inéducation générale » ,

nécessité sociale. — La Prévoyance (1), avons-nous dit, est une nécessité sociale, en raison de la place importante qu'elle a acquise dans la vie économique de notre pays.

Guérir la plaie dont elle souffre et qui menace l'existence même de certains de ces organes est donc, tout d'abord, une *nécessité sociale* qui découle de la première.

La plaie à guérir, fait social. — En outre, c'est le *fait social*, nous l'avons vu, sous quatre de ses principaux aspects, qui s'oppose à la persistance de la Prévoyance naturelle des membres de la Société et subséquemment à la croissance de ses œuvres collectives.

Retenons que le *fait social*, circonstance aggravante, menace ainsi d'épuiser à la fois deux forces vitales de la Nation ; la vertu individuelle de Prévoyance ou faculté d'épargne simple, et la tendance solidariste qu'en dégage chez le prévoyant la compréhension entière de son intérêt personnel ; car l'homme qui a su réaliser une épargne, conçoit tout naturellement, ensuite, que cette épargne *associée* lui procurera plus d'avantages que sous sa forme individuelle.

Barrer le chemin de la Prévoyance, c'est donc

1. Chapitre I, *supra*.

aussi barrer le chemin de l'Association avec tous ses bienfaits sociaux.

Des deux considérations préétablies : « guérir la plaie qui ronge la Prévoyance française est une *nécessité sociale*, cette plaie résulte du *fait social* ; nous pouvons conclure : « C'est à la *Société*, représentée par l'*État*, aux Pouvoirs publics, par conséquent, qu'il appartient en fait d'appliquer le remède indiqué par la logique : *l'éducation générale, en matière de Prévoyance*.

L'enseignement de la Prévoyance, devoir de l'État.

— Cette opinion est d'ailleurs partagée par la plupart de ceux qui ont suivi de près le mouvement de la Mutualité française, branche importante de la Prévoyance collective, dont la situation précaire et équivoque réclame impérieusement la lumière de la science.

La nécessité d'un enseignement primaire, secondaire et supérieur de la Prévoyance en France a été brillamment mise en évidence par M. Anatole Weber, dans son opuscule déjà cité *L'Eseignement de la Prévoyance*. (Une lacune des programmes universitaires) où il en trace un plan éventuel. Nous renvoyons à cet ouvrage, pour le détail de cette intéressante question, en nous associant pleinement aux conclusions de l'excellent auteur qui seront celles de notre première partie.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

» A ces faiblesses des dirigeants, à ces incompréhensions des prévoyants, à ces vices des institutions, nous ne voyons d'autre remède que de jeter des flots de lumière dans toutes les parties de l'édifice et dans l'esprit de tous ses habitants.

» Seuls, la création et le perfectionnement continuels d'une *science de la Prévoyance*, joints à l'enseignement très généralisé de notions sur les principes et les institutions, permettront d'obtenir ce résultat ».

CONCLUSIONS PARTICULIÈRES

I. — *Le pourquoi du choix « en principe » d'une association de prévoyance mutuelle, comme instrument d'initiation au Progrès social.* — Tous les hommes naissent également sujets de la maladie, de la vieillesse et de la mort, et demeurent, pendant leur vie, solidairement exposés aux conséquences économiques et sociales de ces risques. La plupart, cependant, les travailleurs salariés, sont impuissants à se défendre efficacement contre eux ; leur condition matérielle ne leur permet pas de prendre, à cet effet, les mesures que leur prévoyance individuelle peut leur dicter. Mais l'association de pré-

voyance mutuelle en partage *également* le poids entre tous ses membres et en répare matériellement les conséquences.

Elles nous apparaît ainsi comme l'expression sociale vivante, la plus rationnelle et la plus simple, de la solidarité défensive humaine, suggérée à chaque individu par l'essor du sentiment inné de son intérêt personnel.

A ce titre, elle est, évidemment, accessible à *tous* les travailleurs salariés, sans distinction de profession, de croyance religieuse et d'opinion politique. D'où la Prévoyance nous semble le chemin idéal de *l'association pour tous*, c'est-à-dire aussi de l'éducation sociale de chacun par tous et de tous par chacun (1).

C'est pourquoi, *en principe*, parmi les institutions actuelles de Progrès social, nous adopterons pour foyer d'initiation, une association de Prévoyance mutuelle contre les risques de l'existence humaine : *Une Société de secours mutuels*.

Nous verrons plus loin quelle est celle indiquée par l'expérience, comme la plus apte, *en fait*, à remplir ce rôle social fondamental et sous quelles conditions préalables.

1. Nous développons dans notre deuxième partie la portée morale et sociale considérable de cette éducation mutuelle, trop méconnue en général.

2° *L'enseignement de la prévoyance, facteur indispensable de la rénovation des Sociétés de secours mutuels.* — Dans notre introduction, nous avons subordonné l'action économique et sociale que nous attendons des Sociétés de secours mutuels à leur régénération, et nous avons indiqué, comme facteur indispensable de cette régénération, l'enseignement scientifique de la Prévoyance.

Dans notre première partie, sous le titre » *Considérations générales* », nous venons d'exposer les maux dont souffre « la Prévoyance collective française » dans son ensemble avec une insistance suffisante pour pouvoir conclure victorieusement à la nécessité de l'institution de cet enseignement comme remède fondamental. Nous pouvons, à présent dégager de nos conclusions générales ce qui concerne particulièrement les « Sociétés de secours mutuels » et pénétrer ainsi au cœur même de notre sujet.

Ses apports. — En quoi ce remède général est-il un *facteur indispensable* de la régénération des Sociétés de secours mutuels ? En quoi son influence sur leur existence peut-elle être décisive ?

Dans le fait de sa participation éventuelle à cette rénovation, par ses deux apports : *Science et nombre*.

Science. — Dans notre pensée, en effet, l'éducation générale en matière de Prévoyance, jointe à son enseignement scientifique, auront la vertu première

de porter le flambeau de la science dans toutes les parties de l'édifice mutualiste, d'en extirper *l'empirisme* et le *mysticisme* qui abâtardissent actuellement les Sociétés de secours mutuels, de les éclairer sur l'accomplissement rationnel de leur fonction spéciale « d'assurance mutuelle », nous y reviendrons dans notre deuxième partie.

Nombre. — En second lieu, ils favoriseront puissamment leur *recrutement* dans la classe laborieuse, puisque la notion de son devoir de Prévoyance lui sera inculquée en même temps que les premières notions de toutes les connaissances humaines.

Ils assureront donc l'accroissement de leur nombre et de leurs effectifs. Or, c'est de *l'accroissement du nombre* combiné avec *la lumière de la science*, que dépendent le progrès et le développement des Sociétés de secours mutuels. Nous y reviendrons plus loin, à propos de leur tâche propre, dans la propagande.

Le nombre, facteur inéluctable de l'action économique et sociale des Sociétés de secours mutuels. — Sans le nombre, elles sont vouées à l'existence trop contemplative, qui fait de certaines des sociétés d'admiration mutuelle plutôt que d'assurance mutuelle. Telle celle de Reims, le « Berceau de la mutualité » (1), cependant, en langage mutualiste,

1. Ch. Gide, *les Institutions de progrès social*, 1912, chap. III, p. 342. — La ville de Reims est une des villes de France où la mutualité est la plus ancienne. Une de ces sociétés date de 1821.

citées par M. Ch. Gide, notre éminent professeur, dans son ouvrage *les Institutions du progrès social*. Sans le nombre, leur action économique reste étroitement limitée à l'exercice défectueux de leur fonction *de fait* actuelle *d'associations mixtes d'assurances et de charité* ; leur action sociale demeure nécessairement bâtarde et négligeable, quels que soient l'abnégation et le zèle de leurs dirigeants.

Sans le nombre, enfin, elles ne peuvent être réellement un *moyen social* en même temps qu'une *fin économique*.

Par le nombre, au contraire, les Sociétés de secours mutuels peuvent devenir *l'Instrument d'initiation au progrès social* que nous allons essayer de forger.

— Combien, pense-t-on, qu'elle ralliait de membres sur les 7.000 mutualistes de Reims? — 188. — Les autres sont dispersés entre 49 sociétés, dont quelques-unes ne comptent pas 30 membres et une n'en compte que 8.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS
ANALYSE ET RÉGÉNÉRATION

CHAPITRE PREMIER

LEURS FONCTIONS OU « CE QUE DOIT ÊTRE LEUR
ACTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE »

Fonctions et action. — Dans ce premier chapitre, pour la clarté de notre analyse, nous faisons un départ qui est nécessaire, entre les *fonctions* et *l'action* des Sociétés de secours mutuels.

En effet, nous y analysons et établissons exclusivement leurs fonctions, c'est-à-dire, d'une part, la place qu'elles occupent dans notre vie économique, le rôle qui leur y échoit naturellement, qui est leur raison d'être selon la science, et leur est obligatoire.

ment assigné par la loi ; d'autre part, leur fonction sociale éducative concomitante, celle qu'implique rationnellement, que contient en puissance, leur fonction fondamentale purement économique.

Or, l'action économique et sociale des Sociétés de secours mutuels dépendant essentiellement et rigoureusement de la nature des fonctions ainsi établies, elle ne doit pas être autre chose que *l'exercice régulier* de ces fonctions.

Nous serons donc ainsi amené, par l'analyse et la fixation exclusives des *fonctions*, à l'analyse exclusive de *l'action effective actuelle*, économique et sociale, des Sociétés de secours mutuels, puis à la comparaison consécutive de ce *qu'est* cette action à ce qu'elle *doit être* ; objet du chapitre suivant.

Point de vue purement économique. — En économie politique, l'action des Sociétés de secours mutuels est classée dans la partie « Répartition » au chapitre concernant les salariés et elle a pour objet, dit M. Ch. Gide, de les *garantir* contre les risques qui menacent leur existence, notamment au point de vue maladie, le seul auquel elles aient pu faire face à présent dans une mesure suffisante et ce, par le moyen des cotisations des membres honoraires, c'est-à-dire de la charité privée et des subventions de l'État (1).

1. Ch. Gide, *Cours d'Économie politique*, 1909, p. 652.

Leur action, en matière d'assurance à long terme contre la vieillesse, par exemple, n'a pratiquement donné qu'un *résultat négligeable* quant à leur effort propre.

Elle figure encore au chapitre de l'épargne en tant qu'assurance contre la maladie.

« La forme la plus simple de l'assurance est l'*association mutuelle* ou Société de secours mutuels, c'est-à-dire l'association des intéressés versant chaque année les cotisations nécessaires pour réparer les sinistres qui se sont produits. Seulement, ce mode tient plutôt de l'aide mutuelle que de l'assurance proprement dite. Comme les risques ne peuvent pas être prévus avec une certitude absolue, d'autant moins que ces *sociétés d'assurances mutuelles* ne comptent généralement pas un très grand nombre de membres, il arrive souvent que les cotisations prévues sont insuffisantes et qu'on ne peut indemniser complètement les victimes des sinistres. D'autre part, comme les sociétés ne possèdent pas de capitaux suffisants, la garantie, pour les assurés, est très précaire » (1).

Point de vue économie sociale. — En économie sociale, les Sociétés de secours mutuels sont classées parmi les *associations ouvrières fondamentales*, dans celles de prévoyance mutuelle.

1. Ch. Gide, *Cours d'Économie politique*, 1909, p. 773.

Leur action vise principalement à procurer la *sécurité* aux travailleurs salariés, d'une part, par l'aide mutuelle en cas de *maladie* ; d'autre part, par l'*assurance* contre la *vieillesse*, ce à quoi elles ne parviennent que grâce aux cotisations de leurs membres honoraires, ainsi qu'aux subventions de l'État, et encore, dans une mesure bien restreinte, puisque la moyenne des pensions allouées par elle, ne dépasse pas 75 francs.

Dans l'ensemble des *institutions de progrès social*, elles contribuent enfin à ce progrès dans la mesure de leur importance.

« Les institutions sociales, dit M. Ch. Gide (1), sont des machines de progrès social. Sans doute, elles ne créent rien, pas plus que les machines ne créent la force, pas plus que l'échange ne crée des richesses, ni le crédit des capitaux ; mais de même que tous ces dispositifs peuvent accroître quasi indéfiniment la somme des biens disponibles, en utilisant les fonds, les capitaux et les richesses qui, sans eux, seraient restés latents, et, par le fait, inexistants, de même les institutions sociales peuvent indirectement créer, elles aussi, en faisant passer de l'état virtuel à l'état actif, des puissances de bonne volonté de *prévoyance*, d'endurance et d'amour qui, [sans elle, n'auraient jamais germé.

1. Ch. Gide, *Économie sociale ; les Institutions de progrès social*. Paris, 1912, p. 337 et 372.

» On peut compter en argent les milliards d'épargne que les sociétés de prévoyance, de *secours mutuels* ou de coopération ont fait sortir de terre, on peut évaluer, tant bien que mal les majorations de salaires que, dans nombre de cas, les syndicats ouvriers ont valu à leurs adhérents, et même indirectement à leurs non-adhérents ; mais qui pourra évaluer combien de souffrances physiques ou morales combien de réconforts aux cœurs aigris, combien de phares allumés dans la nuit, représentent les 5891 numéros catalogués dans le groupe d'économie sociale (1), quoique ce ne fût pourtant là qu'une minime partie des efforts sociaux de notre temps ».

Fonctions des sociétés de secours mutuels aux points de vue économique et social. — A ces deux premiers points de vue donc, les Sociétés de secours mutuels sont considérées comme ayant la *fonction essentielle* d'association d'assurance mutuelle, et celle *secondaire* ou *accessoire* d'instrument de *progrès social*.

Point de vue légal (Loi du 1^{er} avril 1898). — Ce troisième point de vue est le plus important puisque c'est la loi qui confère l'existence juridique aux groupements sociaux, aux personnes collectives, borne leur activité et fixe souverainement la nature

1. Exposition universelle de 1889. Ch. Gide, *Institution de progrès social*, 1912, p. 12.

de leurs *fonctions*, tandis que les sciences économiques et sociales ne font que constater et classer leur action.

Quelles sont donc, en droit, les fonctions et attributions des Sociétés de secours mutuels ? Elles font l'objet d'une législation spéciale dont nous ne reproduirons ni l'histoire, ni le commentaire qui sortent du cadre de ce travail. Nous lui emprunterons uniquement les matériaux qui nous sont indispensables. La loi fondamentale la plus ancienne de cette législation est le décret organique du 26 mars 1852 et la plus récente, celle du 1^{er} avril 1898, intitulée : *Loi relative aux Sociétés de secours mutuels* et qualifiée dans la pratique : « Charte de la Mutualité ».

Cette dernière est la refonte et la mise au point de tous les textes antérieurs sur la mutualité. Sous le titre *Dispositions communes à toutes les sociétés*, elle contient dans ses trois premiers articles, la définition des *fonctions* économiques et sociales des Sociétés de secours mutuels et de leurs caractères distinctifs.

Aussi, nous suffit-il de citer ces trois articles pour éclairer l'étude au point de vue légal.

LOI DE 1898

DÉFINITION LÉGALE DES FONCTIONS ET DES CARACTÈRES
DISTINCTIFS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Dispositions communes à toutes les sociétés

ARTICLE PREMIER. — Les Sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : *Assurer* à leur membres participants et à leur famille des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraite, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais de funérailles et allouer des *secours* aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer, au profit de leurs membres, des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

ARTICLE 2. — Ne sont pas considérées comme Sociétés de secours mutuels les associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. Les Sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

ARTICLE 3. — Les Sociétés de secours mutuels peuvent se composer de membres participants et de membres honoraires ; les membres honoraires paient la cotisation fixée ou font des dons à l'association sans prendre part aux bénéfices attribués aux membres participants, mais les statuts peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer : les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari ; les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

L'administration et la direction des Sociétés de secours mutuels ne peuvent être confiées qu'à des Français majeurs, de l'un ou de l'autre sexe, non déchus de leurs droits civils ou civiques, sous réserve, pour les femmes mariées, des autorisations de droit commun.

Les Sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Par exception, elle peuvent choisir leurs administrateurs parmi leurs membres.

Les membres du conseil d'administration et du bureau des Sociétés de secours mutuels seront nommés par le vote au bulletin secret.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres participants et honoraires de la société.

Quelle est la portée de ce texte, son sens exact ? Deux tendances se manifestent à ce sujet dans le monde mutualiste et s'y opposent deux interprétations nettement différentes.

Interprétation sentimentaliste. — L'une idéaliste,

faite d'empirisme et de mysticisme, voit dans ces institutions des œuvres de Prévoyance mutuelle à caractère essentiellement philanthropique, charitable même, collaboratrices nécessaires de l'assistance privée et publique dans une mesure indéfinie, mais devant bénéficier, en fait, d'une coopération sociale croissante (1).

La Mutualité, selon ce concept, porte en soi des vertus prodigieuses auxquelles il suffit de croire pour en éprouver les bienfaits.

Dans une conception voisine, de même tendance, on prétend par la seule diffusion de l'idée mutualiste et de ses applications, éteindre le paupérisme et résoudre la question sociale.

Dans notre première partie, sous le titre « Imperfection des institutions » nous avons mis en relief les conséquences de cet idéalisme, première manière, et de ses tentatives de réalisation, nous ne saurions trop le souligner. Voici donc en ce sens ce que le fonctionnement d'une société mutuelle « La France Prévoyante » a permis d'écrire, à M. Léon Marie.

« Si la France Prévoyante était en mesure d'obtenir un si beau résultat, elle posséderait à coup sûr la

1. Conseil supérieur de la mutualité, 9 novembre 1902. Vœu Roch « que les communes soient tenues d'inscrire obligatoirement à leur budget un crédit suffisant pour accorder aux sociétés de secours mutuels 1 franc par an et par membre » (vœu à portée purement indicative, par la modicité de ses prétentions).

pierre philosophale de la mutualité, capable de transformer le billon en or pur et ses fondateurs seraient de véritables bienfaiteurs de l'humanité. »

Cette institution, comme d'autres, a été, il est vrai, contrainte à se conformer en définitive au respect de la raison et de l'équité, en rentrant dans la légalité aujourd'hui en vigueur. Mais la tendance idéaliste dont elle s'inspirait influe encore sur l'*action* économique et sociale *actuelle* des Sociétés de secours mutuels dans toute la mesure où la loi le permet.

L'analyse de cette action nous le montrera.

Voici enfin une illustration caractéristique de l'idéalisme deuxième manière.

« *Le problème social sera résolu* lorsque les malades seront soignés, les vieillards et les infirmes entretenus, les veuves et les orphelins secourus, les misérables relevés et aidés, la santé de la race protégée, la paix nationale assurée (1). »

Il est difficile d'exprimer plus catégoriquement la liaison étroite de l'assurance et de l'assistance ainsi que sa foi en la toute-puissance de la Mutualité-assistance.

Interprétation rationaliste. — La tendance opposée ou rationaliste, se place au point de vue utilitaire. Elle prétend donner au texte sa signification

1. L. Mabillaux, novembre 1905.

exacte, en ne voyant avant tout, dans les Sociétés de secours mutuels, que des associations *d'assurances mutuelles* qui doivent s'astreindre, par conséquent, à la scrupuleuse observation de la technique de l'assurance et se contenter de garantir le risque de maladie, en renonçant aux assurances à long terme telles que la constitution des retraites pour la vieillesse.

On trouvera dans les citations prochaines l'expression de cette conception. En fait, les deux tendances contraires, idéaliste et rationaliste, se résolvent dans l'action économique et sociale *actuelle* des Sociétés de secours mutuels et y produisent *l'abâtardissement* dont nous constaterons bientôt les méfaits.

C'est pourquoi il importe, à présent, de connaître la pensée exacte du législateur ; en droit, la nature des fonctions et les caractères distinctifs qu'il a assignés à l'Institution mutualiste qui nous occupe.

Interprétation juridique doctrinale de la loi de 1898. — Cette interprétation a précisément été donnée par M. A. Deschamps, notre éminent professeur, dans son récent opuscule : *les Caractères juridiques fondamentaux de la Mutualité* (1), nous n'en connaissons pas d'autres, aussi la citerons-nous seule pour départager les préopinants. Mais à raison du caractère exclusivement juridique de cet

1. A. Deschamps. Paris, 1911.

essai doctrinal, nous n'en reproduirons que les passages concluants en rapport direct avec notre sujet. Nous croyons les résumer fidèlement ainsi :

Les Sociétés de secours mutuels sont des sociétés d'assurances, dit la loi. — « La Société de secours mutuels est avant tout un type de société d'assurance mutuelle contre les risques relatifs à la vie humaine, traditionnellement de l'homme vivant du produit de son travail.

» Quand on parle de la mutualité sans plus, on a d'ordinaire en vue cette application de l'assurance mutuelle et c'est d'elle que nous disons ici que la *mutualité est assurance* (1).

» Il n'est donc pas inutile d'exprimer avec fermeté que les sociétés de secours mutuels sont fondamentalement au regard du droit, des sociétés d'assurance mutuelle, que la mutualité est non pas assistance, mais assurance, comme toutes les autres applications du principe mutualiste. »

On se fait mutualiste pour ne pas risquer de devenir assisté.

Loin donc de relever de l'assistance, la mutualité a pour but d'en restreindre le domaine et d'y soustraire les mutualistes.

Au point de vue légal et juridique, la mutualité doit, quel que soit le sentiment qui l'anime, et de

1. A. Deschamps. Paris, 1911, p. 13.

quelque façon qu'elle s'y prenne, produire de *l'assurance* avec les *droits* et la *sécurité* que cela comporte pour l'assuré qui remplit ses obligations.

Accord du juriste et du législateur. — Ce langage du juriste est l'interprétation fidèle de la volonté initiale du législateur ainsi qu'en fait foi cet extrait du rapport présenté en 1894 à la Chambre des députés par M. Audiffred sur le premier projet à l'étude :

« Si les Sociétés de secours mutuels relèvent du sentiment qui met en jeu les plus nobles et les plus généreuses passions de l'âme humaine, la *science mathématique* doit être le *guide exclusif* lorsqu'elles déterminent les engagements qu'elles contractent ».

Accord de l'économiste du juriste et du législateur. — Jusqu'ici donc, l'économiste, le juriste et le législateur sont d'accord pour affirmer que la fonction économique des sociétés mutuelles est de mettre *l'assurance* au prix de revient, à la portée des travailleurs salariés, et qu'elles ne peuvent y arriver que si elles sont organisées sur des bases *rationnelles* et *scientifiques* qui forment la technique de l'assurance.

Opinions de commentateurs qualifiés. — « Mais l'économiste, le juriste et le législateur ne sont pas seuls de cet avis, des commentateurs qualifiés au Parlement, dans la presse, dans des ouvrages spéciaux se sont prononcés dans le même sens avec la même précision ». Le véritable but économique des Sociétés de secours

mutuels, déclarait M. Lourties, rapporteur au Sénat, dans le discours par lequel il ouvrit, le 10 février 1898 la seconde délibération sur la loi nouvelle, est de procurer aux travailleurs peu fortunés *l'assurance à bon marché*. Au fond, la seule différence qui existe au point de vue financier entre les opérations des *compagnies d'assurances* et celles des Sociétés de secours mutuels, c'est que dans ces dernières, les primes ou cotisations sont dégagées de la charge que représentent pour les compagnies les dividendes à payer aux actionnaires, les frais de gestion et d'administration... *Les Sociétés de secours mutuels sont des sociétés d'assurances.* »

La certitude, base de la mutualité. — « Certains mutualistes, écrivait M. E. Cheysson (1) répugnent à l'assimilation entre la mutualité et l'assurance. A leurs yeux, l'assurance implique une pensée de lucre et de spéculation étrangère à l'esprit de solidarité. L'essence de la Mutualité, son âme, c'est, suivant eux, le dévouement la solidarité fraternelle, l'amour. Mais il n'empêche que les institutions mutualistes sont *justiciables de l'assurance* et doivent, comme telles, être soumises à ses *règles techniques*. Il ajoutait : on connaît le rôle de l'assurance, elle répartit les mauvaises chances de la vie, elle substitue à

1. E. Cheysson, *la Coopération et la Mutualité dans la réforme sociale*, 1^{er} décembre, p. 805.

l'individu jusque-là dépendant du sort aveugle et de ses caprices, la collectivité qui obéit à des lois certaines et immuables, elles enchaînent les risques par des calculs, en un mot, elle fait de la force avec de la faiblesse et de la *certitude*, avec du hasard.

» C'est précisément ce principe qui sert de base à la Mutualité et lui donne *toute sa vertu*. »

Nous voici bien loin de la conception idéaliste évoquée au début de ce chapitre. Toute la vertu de la Mutualité tient ici non plus dans une *vague* formule *magique* mais dans la fécondité de cette *certitude* totalisatrice de hasards, c'est-à-dire dans la *précision* d'un phénomène purement *scientifique*.

Identité de l'assurance et de la mutualité. — Enfin, « la *vraie mutualité*, écrit M. Lépine (1) ne se *distingue en rien* par ses principes et ses méthodes techniques de l'*assurance* proprement dite, telles que la pratiquent les sociétés industrielles, les *Compagnies d'assurances* mutuelles ou à primes fixes. Cette *identité essentielle* de l'*assurance* proprement dite et de la *mutualité* n'est que trop méconnue ».

Ce que doit être l'action purement économique des Sociétés de secours mutuels. — De ce qui précède, il appert que les Sociétés de secours mutuels, au regard de la *Science* et du *Droit*, sont et doivent être des *sociétés d'assurances*. Nous insistons sur

1. F. Lépine, *la Mutualité*. Paris, 1903.

cette conclusion, parce que nous verrons dans le chapitre suivant ce qu'elles sont en fait. Mais avant de rechercher si l'action purement économique, réelle et actuelle, de ces sociétés est bien conforme à leur *fonction fondamentale* d'institution d'assurance telle qu'elle vient d'être établie, est bien l'*exercice régulier de leur fonction économique*, nous allons examiner le contenu de leur *fonction sociale* concomitante ; investigation nécessaire pour nous permettre de comparer ensuite *ce qu'est, en fait*, leur action *intégrale* à ce qu'elle *doit être*, c'est-à-dire la *fausse mutualité à la vraie*.

Fonction sociale éducative, accessoire des Sociétés de secours mutuels. — Nous touchons ici à l'un des points principaux de notre thèse.

En effet, dans notre introduction, après avoir attribué l'insuccès de la plupart des institutions de progrès social à l'insuffisant *sens social* des intéressés, nous avons prétendu que la Société de secours mutuels régénérée sera l'école de solidarité préparatoire où s'ébaucheront les *êtres sociaux* de l'avenir ; puis dans les conclusions particulières de notre première partie nous l'avons adoptée *en principe*, comme instrument d'initiation au progrès social, parce que nous avons reconnu en elle le type, par excellence de l'*association pour tous*, c'est-à-dire le *foyer d'éducation de chacun par tous et de tous par chacun*.

Or, c'est l'analyse de la fonction sociale des Sociétés de secours mutuels à laquelle nous allons procéder qui nous permettra de découvrir ses vertus éducatives, de justifier par conséquent nos prétentions. Nous devons examiner d'autant plus profondément ce rôle social aujourd'hui *accessoire* de l'institution qui nous occupe, que nous nous proposons de lui attribuer un caractère *prépondérant* dans nos conclusions finales.

Nous en tenant, toutefois, aux seules constatations d'une portée pratique évidente, nous glissons immédiatement sur la valeur générale du *principe d'association en soi*, comme souverainement admise. Nous avons, d'ailleurs, déjà cité les instruments fondamentaux qu'il a mis aux mains du prolétariat, véritables machines du progrès social, et leurs incommensurables bienfaits.

Retenons seulement que la Société de secours mutuels est précisément l'une de ces bienfaisantes institutions.

L'examen de son but et de son fonctionnement tels qu'ils sont prescrits dans la loi de 1898 et précisés dans les statuts des sociétés approuvées va nous révéler *les qualités morales et sociales* dont ils impliquent la pratique chez les mutualistes.

Les insociables. — Il nous apprendra si les êtres *insociables*, ou seulement *asociaux*, arrachés, nous verrons ensuite comment, à leur isolement, et incor-

porés dans la Société de secours mutuels, peuvent s'y former une *Conscience sociale*, et devenir les *êtres sociaux* que nous prétendons ébaucher.

Une parenthèse s'impose d'abord. Pour la clarté de notre développement nous devons dire que nous qualifions *êtres insociables* la majeure partie des salariés, véritables parias, qui n'éprouvent de la vie en société, que les meurtrissures du choc de continuel déboires, pour lesquels elle est une marâtre ; qui fuient donc instinctivement toute collectivité organisée, et vivent dans l'isolement en fatalistes méfiants et ombrageux.

Bien qu'on ait coutume d'écrire que l'homme est sociable par sa nature, qu'il a soif de sécurité et forme de ce chef, spontanément, la cellule sociale Famille, et les groupes supérieurs Cité et État ; il y a quelque exagération à prendre à la lettre cette affirmation. La famille, oui. Il est incontestable que l'instinct de la persistance de l'être et celui de la conservation de l'espèce, qui sont dans la nature de l'homme, l'incitent à se perpétuer et à fonder une famille. Mais quant à la cité ou à l'État, la réalité est tout autre. Dans le passé, il y est rarement entré de son plein gré, contractuellement ou délibérément. Il y a plus souvent été incorporé et maintenu par la force. Ne fût-il pas longtemps esclave, colon, serf ou sujet avant d'être libre citoyen ? Dans le présent, les iniquités sociales qu'engendre la civilisation et

paraissent être la fatale contre-partie de ses bienfaits ne tendent-elles pas à rejeter les déshérités, comme les vaincus et les mécontents, dans l'isolement moral, tout au moins familial, dans l'égoïsme à deux, dans la quiétude de l'oubli, dans l'*insociabilité*, qui revêt des aspects différents suivant les couches sociales.

Quant aux déshérités, qu'associeraient-ils d'ailleurs, leur misère ? Ils savent qu'une addition de zéros fait toujours zéro.

Cette insociabilité produit des hommes qui ne voient en leurs semblables que des frères ennemis, *êtres insociables*, trop nombreux hélas ! dans la population qui nous occupe.

Les êtres asociaux. — Nous qualifions, d'autre part, *êtres asociaux*, ceux qui sociables par nature, relativement satisfaits de leur sort, ne participent, néanmoins, volontairement, à aucune œuvre collective de progrès social, ne font aucune part effective dans leur existence au *devenir social* qui leur est indifférent ; ceux qui se cantonnent jalousement dans le cercle étroit de leur vie privée, ne voyant dans la société qu'une *juxtaposition* au lieu d'une *interpénétration* de consciences et d'intérêts, qui ignorent tout, en un mot, de la solidarité humaine, ou, lorsqu'ils ont compris la portée d'une de ses applications, sont moralement incapables de s'astreindre aux nécessités de la vie en association qu'elle implique, malgré

l'amélioration qui peut en résulter pour leur condition d'existence.

Quelles vertus morales et sociales, quel *sens social* peuvent donc retirer ces *insociables* et ces *asociaux* de leur incorporation dans la Société de secours mutuels ?

Celles qui s'y pratiquent, évidemment.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, l'examen des articles fondamentaux de la loi de 1898, relative à ces sociétés, joint à l'analyse des statuts de l'une d'elles, nous les fera connaître. La loi ne définissant pas expressément leur fonction sociale éducative, et les statuts y suppléant en précisant les détails de leur vie interne.

Détermination des vertus contenues dans la fonction sociale éducative des sociétés de secours mutuels.

Dans ce but, nous avons choisi ceux de « la Fraternelle Rémoise », société philanthropique des employés de la ville de Reims, fondée en 1876, qui ont été approuvés en 1909 et sont calqués sur le modèle annexé à la charte de 1898. Cette association compte, au 31 décembre 1912, 694 membres, hommes et femmes dont 63 honoraires seulement, ne fait pas la retraite, et à un actif de 50.000 francs en fonds de roulement et réserve.

La plus importante société française, « la Fraternelle des Employés et Ouvriers de chemins de fer », compte environ 80.000 membres. La plus petite, « l'Union des encolleurs de Reims », en compte 5. Notre choix porte par conséquent sur le *type normal*, ni nain, ni géant, des sociétés approuvées par la loi.

Suivons donc l'ordre du dispositif de ces statuts en déduisant des articles qui nous intéressent les *vertus morales* qu'ils déterminent. Nous entendons moral *lato sensu* par opposition à matériel, c'est-à-dire à portée sociale, civique, ou morale strictement individuelle.

BUT

ARTICLE PREMIER. — La Société de secours mutuels établie à Reims, sous la dénomination de « la Fraternelle Rémoise », fondée le 1^{er} février 1876, a pour but :

1^o De réunir les employés dans une association libérale qui les sauvera de l'isolement et développera chez eux les sentiments de solidarité et de bonne confraternité ;

2^o De fournir les soins médicaux et médicaments nécessaires à ses membres participants malades ou blessés et de leur procurer des emplois honorables en rapport avec leurs aptitudes,

3^o De distribuer des secours pécuniaires lorsque les économies de la société le permettront à ceux des sociétaires infirmes qui en seront jugés dignes par le conseil ;

4^o De contribuer aux frais d'inhumation de ses membres décédés.

5° Enfin d'améliorer par tous les moyens possibles la situation morale des employés : *La Société ne peut, en aucun cas, avoir d'autre but.*

A. — *Vertus morales, solidarité, dignité, bonne confraternité :*

ARTICLE PREMIER DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898. — L'article qui précède annonce une application spéciale et exclusive de l'assurance maladie, prévue par la loi du 1^{er} avril 1898 qui, dans son article premier (*supra*, définition légale) englobe les trois branches : maladie, vieillesse et décès, sous la dénomination d'association de Prévoyance mutuelle.

De cette définition *générale*, et sans revenir sur le contenu du *principe* d'association, nous déduisons :

B. — *Vertus morales.* — Fraternelle union des vivants contre les fléaux qui menacent également leur existence. Compréhension de cette souveraine solidarité humaine. Pratique de la solidarité défensive, de la Prévoyance collective et ordonnée. Épargne forcée, *provoquée* par l'engagement solennel qui est à la base, *facilitée* par le dosage et les tempéraments, *entretenue* par la crainte de perdre le fruit de celle réalisée en cessant les paiements de ses cotisations, *récompensée* par l'aide mutuelle de tous même au-delà du sacrifice individuellement consenti quand l'heure de l'adversité a sonné.

ARTICLE 2 DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898. — Un autre principe général, qui n'est pas reproduit, mais observé obligatoirement dans les statuts des sociétés qu'il concerne, est posé dans la loi de 1898 à son article 2 (voir en entier *supra*) « Les Sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous les membres participants les mêmes avantages sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés. »

Ce qui se résume, dans l'axiome mutualiste :

A charges égales, avantages égaux.

C. — *Vertu morale.* — Notion exemplaire de *justice sociale* présidant aux rapports des membres de ces libres associations. Que de forces morales déjà éveillées, mises en jeu dans ces règles générales de la vie mutualiste.

Le détail d'application va nous en révéler d'autres dans les statuts pris pour exemple.

CONDITIONS D'ADMISSION

ARTICLE 7. — Toute demande d'admission doit être faite par écrit et apostillée par trois sociétaires : *Honorabilité.*

Le candidat doit y déclarer que lui et sa femme (s'il est marié) ne sont atteints d'aucune maladie constitutionnelle ou chronique : *Sincérité.*

La demande est soumise au conseil dans sa première réunion, il est statué dans la séance suivante par un vote au scrutin et après enquête : *Justice et responsabilité.*

ADMINISTRATION

ARTICLE 8. — La Société est administrée par un conseil de 21 membres pris parmi les *membres participants* ou honoraires âgés de vingt et un ans au moins (honoraires, c'est facultatif, voir art. 2 de la loi de 1898 *supra*).

Nul ne peut faire partie du conseil s'il n'est Français, jouissant de ses droits civils et politiques.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Vertus morales. — Responsabilité, pratique de la libre discussion, de la gestion en commun, de l'habitude d'écouter la contradiction ; éducation mutuelle ; esprit d'organisation, dignité, probité, honneur et abnégation.

ARTICLE 10. — Le conseil d'administration est élu à l'assemblée générale annuelle du premier trimestre au scrutin de liste et à la majorité absolue.

Le conseil est *renouvelable* chaque année par tiers.

Vertus morales. — Apprentissage de l'exercice de la souveraineté, impartialité, discernement, éducation mutuelle, responsabilité, discipline librement consentie, alternance du rôle de gouvernant et gouverné, élévation du sens moral, formation du sens social et des mœurs démocratiques.

ARTICLE 18. — Il y aura, chaque année, dans le premier trimestre, une assemblée générale qui entendra du secrétaire

le compte rendu sommaire des séances du conseil ainsi que les rapports annuels du président et du trésorier.

Assemblée extraordinaire sur la demande du quart des sociétaires.

Vertus morales. — Sincérité, loyauté, justice, notion d'un patrimoine commun, d'une fortune collective à gérer, d'autre chose que d'un patrimoine individuel ; notion de l'importance des éléments, effort individuel, ténacité, nombre, cohésion, méthode et temps.

Indépendamment du rapport financier d'ailleurs, le président, en pratique, lit toujours un rapport moral, qui est parfois un petit chef-d'œuvre d'exaltation du devoir social de chacun et de tous.

OBLIGATIONS ENVERS LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 29. — En entrant dans la société, chaque membre contracte l'obligation morale de faire tous ses efforts pour contribuer à son développement.

Il doit proposer toutes les mesures qui lui paraissent propres à en accroître la prospérité. Il doit également faire part au conseil, aussitôt qu'il en a connaissance, des vacances d'emploi ; enfin, coopérer, de tous ses moyens, à l'intérêt commun.

Vertus morales. — Fidélité, initiative, zèle, dévouement de chacun pour tous.

OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 46. — Lors du décès d'un sociétaire, il est remis à sa famille une somme de cinquante francs pour contribuer aux frais de son inhumation.

Après cinq années de sociétariat, cette somme sera portée à cent francs.

La même somme est allouée pour l'inhumation des épouses inscrites, des veuves ou assimilées.

Les sociétaires doivent faire tout ce qui leur est moralement possible pour assister aux funérailles des membres de la société. Deux membres du conseil et trente sociétaires seront convoqués d'office, pour représenter la société.

Vertus morales. — Assistance morale, fraternelle manifestation de l'écho de la douleur de chacun dans le cœur de tous.

ARTICLE 47. — Les sociétaires se trouvant momentanément dans la gêne, par suite d'accidents, maladie ou toute autre cause honorable, peuvent adresser au conseil des demandes de secours.

Toute demande doit être ordonnancée par le conseil, toutefois, il est donné latitude individuellement à chacun de ses membres, en cas d'urgence, de venir en aide immédiatement et lorsque le secours nécessité n'excède pas une dépense de vingt francs.

ARTICLE 48. — Des secours pécuniaires peuvent être accordés aux sociétaires que leurs infirmités rendraient incapables de travailler.

L'importance de ces secours sera calculée sur la situation du fonds de réserve.

ARTICLE 49. — Le sociétaire, qui après quinze années d'association, serait, par suite d'infirmités ou de vieillesse incapable de gagner des appointements suffisants, ne paierait plus de cotisation et conserverait ses droits de sociétaire.

A soixante-dix ans, les sociétaires, même valides, jouiront, sur leur demande, du bénéfice du paragraphe précédent.

Vertus morales. — Générosité, abnégation, esprit de sacrifice des jeunes pour les vieux.

RADIATIONS. — EXCLUSIONS

ARTICLE 56. — La radiation sera prononcée :

- 1° Pour fausse déclaration dans une demande d'admission.
- 2° Pour refus de paiement d'une amende maintenue par le conseil ;
- 3° Pour abus constatés dans le service médical et pharmaceutique ;
- 4° Pour retard de paiement de trois mois.

Vertus morales. — Sincérité, discipline, loyauté et moralité sociale, respect ponctuel des engagements.

ARTICLE 57. — L'exclusion est prononcée par le conseil et sans discussion :

- 1° Contre les sociétaires frappés d'une condamnation infamante ;

2° Contre ceux qui se seraient rendus coupables d'un acte contraire à l'honneur ;

3° Contre ceux qui auraient causé aux intérêts de la société un préjudice volontaire et dûment constaté.

Vertus morales. — Honorabilité, fidélité.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

ARTICLE 58. — Tout sociétaire peut et doit proposer les modifications qu'il juge nécessaires.

Vertus morales. — Vérité et Justice.

Ce tableau, quoique substantiel n'est-il pas assez suggestif, ne parle-t-il pas suffisamment aux yeux pour prouver jusqu'à l'évidence combien de *vertus morales, civiques et sociales* sont en puissance, en exercice et en tension dans le sein d'une société de secours mutuels, combien, parconséquent son action sociale éducative est féconde et combien *elle pourrait l'être surtout, par leur pleine expansion.*

Mais, comme tout raccourci, il ne donne qu'une idée imparfaite de ce qu'il représente, et l'esquisse des vertus éparses qui animent le groupe ne révèle pas la valeur de *l'être social* supérieur engendré par la pratique de toutes ces vertus à la fois, de celui qui les incarne toutes, tels certains de leurs membres en même temps participants, dirigeants et militants,

qui sont l'âme de ces organismes sociaux, de ces petites Républiques fraternelles.

Déjà, le simple membre participant, travailleur salarié généralement, et nous entendons par là l'employé comme l'ouvrier, car la misère qui va en redingote et celle qui va en blouse c'est tout un : déjà, ce travailleur salarié diffère de son camarade qui vit dans l'isolement.

Isolement et mutualité. — Quelle différence de condition, en effet, entre celui-ci qui partage seulement son existence entre sa demeure et son magasin ou son atelier, entre sa famille et ses compagnons de travail, et celui-là qui participe en outre à la vie d'une société de secours mutuels.

Le solitaire. — Le solitaire n'a sous les yeux, dans son logis, que le spectacle déprimant de sa misère, du pesant fardeau de ses charges matérielles et morales, de son impuissance à vaincre les inextricables difficultés de son existence ; il est obsédé par la monotonie de l'effort toujours stérile, par l'effroi constant de son insécurité, la crainte permanente de la maladie, de l'accident, du chômage, de la vieillesse et de la mort qui peuvent fondre sur lui à l'improviste et désemperer son foyer.

Au magasin ou à l'atelier, des maîtres et des concurrents, la production sans trêve de richesses dont on sera privé et contre un salaire qui permet seulement de ne pas mourir de faim.

Dans la rue, sur le chemin qui conduit journellement du logis au travail et du travail au logis, l'étalage mortifiant du luxe, le triomphe insolent de l'oisiveté et de la débauche. Pas de réconfort moral.

Le mutualiste. — Quel réconfort, au contraire pour celui qui est entré dans la conjuration des vivants contre les mauvaises chances de la vie, de ceux qu'unit une même foi en leur volonté et en leur solidarité, pour assurer le triomphe définitif du bien sur le mal.

Il n'est plus seul ; à la Société de secours mutuels, chacun pour tous, tous pour chacun. Et tout au moins, au point de vue sécurité, ce dont il a le plus impérieux besoin, il a trouvé un abri. Il a mieux désormais que son infime et insuffisant patrimoine individuel, il est co-propriétaire d'un capital social qui se chiffre comme la fortune du riche, qui permet à ses coassociés, si la maladie, l'accident, le chômage, les infirmités ou un accident honorable (nous l'avons vu dans les statuts ci-dessus) vient frapper à sa porte, de lui apporter, en plus du réconfort moral de leur présence à ses côtés, de leurs consolations fraternelles, l'appui salutaire de la caisse commune.

Il y est entré la tête haute, jugé digne par ses pairs. Il y a trouvé une seconde famille, une famille d'adoption, dans laquelle tous les membres sont égaux, c'est-à-dire frères.

Grâce à elle, il ne tendra pas la main ; son effort

personnel, son respect de ses engagements envers chacun d'eux et envers tous, loyalement et *librement échangés* contre leurs mêmes obligations, lui ont donné *le droit* à l'assistance commune quand le malheur l'exigera.

Le sentiment de sa dignité, de sa responsabilité personnelle, l'ont grandi moralement et socialement. Il est désormais quelque chose de plus qu'un père de famille et un travailleur salarié.

Comme tel, il recevait seulement des ordres, il servait exclusivement les intérêts d'autrui, il n'échangeait avec ses compagnons de travail que des propos amers; il n'obtenait jamais le produit intégral de son effort.

L'éducation morale et intellectuelle mutuelle. — Comme membre de la Société de secours mutuels participant à ses délibérations, il apprend à écouter l'opinion de tous les autres, il est leur égal, leur associé, il est co-gérant du patrimoine commun; il touche ainsi du doigt la distance qui sépare le désir de sa réalisation, ses aspirations ardentes de mieux-être, discutées comme celles de tous, sont passées au crible du raisonnement, et la *condition inéluctable de l'effort personnel* à la base de tout progrès social, lui apparaît nécessairement dans toute sa force; une œuvre de *relèvement moral* s'accomplit en lui.

Il bénéficie surtout des *apports intellectuels* des mieux doués, résultat social généralement méconnu,

quoique le plus *remarquable* de ce genre d'association, car tandis que dans l'ordre *matériel* les apports individuels *s'y divisent* par leur partage entre tous ses membres, dans l'ordre *intellectuel*, les apports individuels *s'y multiplient*, puisqu'ils profitent *intégralement* à chacun (1).

Ainsi, à l'œuvre de *relèvement matériel* qui résulte de la *certitude* engendrée par l'association de hasards, réalisée dans la *vraie mutualité*, s'ajoute celle plus intensive du *relèvement moral et intellectuel* engendrée par la communion des cœurs et des intelligences dont elle est le symbole. Les mieux doués, même, pécuniairement et intellectuellement, en retirent un profit moral salubre, puisqu'ils y apprennent à bien connaître et à partager la détresse de leurs frères en mutualité, en un mot à aimer et à secourir leur prochain.

Cette heureuse concomitance de deux phénomènes, l'un économique, l'autre social, également remarquables, est très instructive, parce qu'en plus de l'harmonie du *Vrai* et du *Bien* dont elle nous offre l'exemple, elle nous révèle la *prépondérance naturelle* du rôle social de la Mutualité.

Prépondérance à retenir.

1. Dans l'assurance à forme industrielle, où l'intuitu *personnæ* n'existe pas, où il n'y a pas cohésion de personnes, mais plutôt association de capitaux, mutualité inconsciente, solidarité de fait seulement, ce profit social ne se rencontre pas, évidemment.

L'éducation mutuelle des vertus démocratiques et du sens social. — A la Société de secours mutuels, le membre participant choisit, parmi ses *égaux*, ceux qui administrent en détail les intérêts sociaux. Il peut même, par son mérite, être élevé par eux à cette dignité, véritable poste d'honneur et de probité, puisqu'on'y gère *gratuitement* le bien d'autrui.

Il sert ses propres intérêts. Il est sûr d'y recueillir le fruit *intégral* de son effort moral et matériel. Il éprouve la sensation d'une vie plus large que la sienne propre. La solidarité et l'égalité humaine naturelles lui sont fréquemment rappelées par sa participation aux soulagements des maux qui affectent ses co-associés, et devant lesquels tous se sentent égaux. Il a conscience de faire partie d'un grand Tout social avec lequel sa famille d'adoption a de nombreux contacts : Union départementale, fédération, pouvoirs publics et grâce auxquels elle peut accroître la sécurité qu'il y est venu chercher.

L'être social. — Sa *conscience sociale* s'ébauche ; il devient à la fois *sociable et social*.

LA COMPOSITION VÉRITABLE DES SOCIÉTÉS
DE SECOURS MUTUELS

Il peut paraître excessif d'accorder la valeur que nous soulignons ci-dessus à l'éducation mutuelle

morale, intellectuelle et sociale, qui s'opère au sein des Sociétés de secours mutuels dans les délibérations auxquelles donnent lieu leurs réunions et les rapports privés qui en découlent, parce qu'on a coutume de les croire exclusivement composées d'ouvriers nécessiteux et dépourvus d'instruction.

On écrit couramment, de très bonne foi, qu'on vient à la mutualité pour échapper à l'assistance publique ou privée.

La bonne foi de ceux qui écrivent ceci a été surprise ; il y a là une légende que nous voudrions contribuer à détruire.

Nous verrons plus loin, dans l'analyse de *l'action de fait* mutualiste, que ceux qui viennent actuellement à la mutualité pour échapper à l'assistance publique ou privée se trompent complètement de chemin, à de très rares exceptions près, et que ceux qui les ont précédés, loin de vouloir s'y soustraire, ont largement profité des deux et les ont toujours ardemment sollicités.

Mais dès à présent, des précisions s'imposent pour réduire à néant, au point de vue particulier de leur valeur éducative qui nous occupe, la légende relative aux éléments dont sont composées les Sociétés de secours mutuels.

On excusera cette indispensable digression et son caractère personnel. N'ayant ni le don d'ubiquité, ni les moyens matériels *d'investigation générale*, et

désireux cependant de produire des renseignements *précis, des faits* caractéristiques, à la lumière desquels nous espérons pouvoir dissiper tout malentendu sur cette question fondamentale, nous sommes obligés de citer ce que nous avons *vu* dans le milieu où nous avons vécu.

Ainsi que nous l'avons signalé dans notre première partie d'ailleurs, notre champ d'investigation est très propice à toute espèce d'observations mutualistes, puisque la ville de Reims est une des villes de France où la mutualité est la plus ancienne (1).

Ayant eu la bonne chance d'y naître donc, dans une famille de militants, nous avons eu aussi celle de sucer avec le lait, la saine doctrine mutualiste, et comme nous n'avons jamais quitté ce milieu rémois, nous avons été placé pour en observer particulièrement la composition et l'évolution.

Les renseignements qui suivent sont le fruit de cette observation.

Les membres participants des Sociétés de secours mutuels sont, en général, des citoyens qui travaillent pour gagner leur vie, mais ne sont, ni au point de vue pécuniaire, ni au point de vue intellectuel, dans l'extrême dénûment qu'on se plaît à évoquer en parlant d'eux.

1. Ch. Gide. *Les Institutions de progrès social*, p. 342. Paris 1912.

Ainsi que l'a dit M. Ch. Gide (1), notre éminent Professeur : « elles recrutent plutôt des petits commerçants, artisans, employés, agriculteurs et même modestes rentiers ».

Voilà l'exacte vérité à laquelle nous allons rendre hommage, en l'illustrant par des exemples précis.

L'association dont nous avons emprunté les statuts pour l'analyse de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels : « La Fraternelle Rémoise » a été fondée par de petits employés, mais dont certains, employés modèles d'ailleurs, sont devenus petits patrons ou chefs de service, fondés de pouvoirs, etc... sans quitter leur société, les statuts le prévoient et le permettent. Elle a recruté ensuite comme membres participants, des employés principaux de banque, de la grande industrie lainière, filature, tissage, du négoce, des chefs de service techniques, des directeurs, des inspecteurs de Docks alimentaires, des employés des maisons du commerce du Champagne, etc... En outre, de nombreux élèves de l'Ecole Professionnelle de Reims qui se sont affiliés à des sociétés diverses lorsqu'ils ont débuté dans leur carrière, comme commis ou ouvriers, sont devenus à présent chefs de caves, chefs de comptabilité, interprètes, ingénieurs, architectes, représentants de fabriques, de commerce, courtiers en

1. Ch. Gide, *Économie politique*, 1909, p. 653,

laines, en tissus, inspecteurs d'assurances, etc... et sont restés dans leur société d'origine, fondée ou gérée par leurs parents, camarades de classe ou amis, et composés, en moyenne partie d'éléments purement *ouvriers ou employés* qui n'ont pas nécessairement prospéré comme eux. Les uns, par exemple, chargés de famille et gagnant 1.200 francs par an, chiffre un peu inférieur à la moyenne dans la fabrique de Reims (industrie lainière), les autres célibataires, et gagnant 12.000 francs, chiffre inférieur au maximum, dans la même industrie est celle des vins de champagne, les deux mamelles de la cité rémoise.

En résumé, ces associations sont généralement composées d'éléments homogènes à leur origine, et très hétérogènes par la suite ; chaque individualité s'y développant différemment au gré de ses facultés particulières et indépendamment de la prospérité générale de son groupe.

De telle sorte, qu'au fur et à mesure de leur développement, les différences de valeur morale, intellectuelle et de situation matérielle des éléments qui les composent s'accusent, et que le frottement interne de ceux-ci, qui constitue leur vie sociale, a, incontestablement de ce fait, la *vertu éducative* que nous lui attribuons, à un degré qui varie évidemment avec l'intensité de cette vie, nous y revenons.

Mais, une *vertu éducative certaine, évidente*, qui

contient même en puissance des résultats merveilleux. Nous allons le prouver par un exemple très édifiant.

La société mutuelle de Prévoyance pour la retraite, fondée en 1849 à Reims, par l'épicier Lesage et un groupe d'ouvriers tisserands, qui a rallié plus de 4.000 membres participants appartenant à la classe laborieuse, tous ouvriers et employés d'origine, compte depuis dans ses rangs, des hommes qui se sont élevés, par leur travail et leur conduite, aux plus brillantes et aux plus honorables situations.

A l'honneur de notre ville natale et de la mutualité, on peut citer et on ne citera jamais trop comme exemple instructif, tel de ses membres qui y est entré simple ouvrier caviste et qui est mort, après une longue vie de labeur directeur honoraire de la célèbre maison Pommery, universellement connue, en même temps que membre participant ou honoraire de 74 sociétés locales, dont celles de secours mutuels. Enfin, adjoint, malgré lui, au maire de la ville, car élevé à cette dignité par la reconnaissance unanime et spontanée de ses concitoyens.

Véritable Providence des sociétés rémoises, modèle vivant de toutes les vertus mutualistes, ses bienfaits forcèrent l'attention des Pouvoirs publics, et lui valurent finalement, malgré sa modestie proverbiale,

la croix d'honneur au titre d'homme de bien, le seul auquel il tenait d'ailleurs (1).

L'œuvre de concorde, de relèvement moral et matériel, de progrès social, que ce mutualiste convaincu a accomplie par l'action et par l'exemple, défie toute appréciation. Voilà les travailleurs qu'on trouve dans les rangs mutualistes et l'action régénératrice contenue en puissance dans la fonction sociale éducative de la mutualité. Et ce qui est vrai pour Reims doit l'être également pour Paris, Lyon, Lille, Bordeaux, Marseille, pour la France entière, en un mot ; les mêmes causes y produisant les mêmes effets et aucune raison ne permettant de croire le contraire.

Aussi, est-il vrai de dire, qu'il y a dans la mutualité française de nombreux hommes de mérite et de grande bonne volonté, des forces sociales latentes, insoupçonnées, disons le mot, de grands citoyens capables de contribuer puissamment au relèvement du niveau moral et de la condition sociale de tous ceux qui veulent suivre leur exemple.

Que dire, en effet, en dehors des simples membres participants et indépendamment des natures d'élite que nous venons d'observer, des obscurs et vaillants pionniers qui cumulent les qualités de *participants*, *dirigeants* et *militants*. De ceux qui, dans les

1. Victor Lambert, mort à Reims en 1912.

18.000 sociétés mutuelles qui couvrent notre territoire, se sont astreints à vivre comme ont vécu leurs aînés, en prévoyants modèles, c'est-à-dire ont *tous les mois* pendant les *trente ou quarante meilleures années* de leur existence (1), *ponctuellement, obstinément retranché* de leur modique salaire, pour la Caisse mutuelle-maladie (2), pour la caisse mutuelle-vieillesse ou décès, ou la maison à crédit (3), ou même les quatre à la fois, selon leurs facultés, *tout, absolument tout* ce qui n'était pas immédiatement indispensable à leur subsistance et à celle de leur famille, afin de ne jamais rien avoir à demander, ni à leurs parents, ni à leurs concitoyens ou à l'État, ni à ceux qu'il auraient contribué à enrichir par leur travail, voulant être, à tout prix, les propres artisans de leur sécurité et de leur indépendance.

Que dire de cette ténacité, dans leur effort individuel d'émancipation, si l'on considère que, d'autre part, ils ont accordé, sans compter à la gestion des intérêts de leurs associés et à la propagande de leur idéal de solidarité, le peu de temps de loisir qui leur restait après leur dure journée de travail, se sacrifiant

1. Société de Prévoyance mutuelle pour la retraite, de Reims, fondation en 1849, cotisation de un sou par jour de vingt à soixante ans pour recevoir un franc par jour à partir de cet âge.

2. La Fraternelle Rémoise, secours maladie, fondation 1876, 1 fr. 25 par mois, célibataire; 2 fr. 50, hommes mariés.

3. L'Union Foncière, épargne mutuelle pour la propriété, fondation en 1870, la maison en vingt ans pour 40 francs par mois.

ainsi, tout entiers, à leur tâche de relèvement moral et d'émancipation sociale. Ils n'ignorent pas, cependant, ceux d'aujourd'hui, les cruelles déceptions de leurs aînés, car, nous le verrons plus loin, et nous l'avons déjà vu, l'abnégation et la bonne volonté ne suffisent pas toujours à assurer la réussite d'une pareille tâche. Quoi qu'il en soit, nous disons de ces citoyens modèles de vertus morales et civiques, qu'autour d'eux *une grande œuvre de progrès social* peut s'accomplir s'ils sont aidés comme ils doivent l'être.

*Conclusions sur la fonction sociale éducative
des Sociétés de secours mutuels*

A la question posée en tête de cette analyse : « Quelles vertus morales et sociales peuvent donc retirer les solitaires et les inaptes de leur incorporation dans cette association », nous croyons avoir complètement répondu et pouvoir conclure même, sans témérité, que *l'avenir de notre démocratie, de toute démocratie, est étroitement lié à la prospérité des Sociétés de secours mutuels*, c'est-à-dire au développement de ces vertus que nous a révélé l'analyse de leur fonction sociale éducative. Nous le pouvons d'autant mieux que nous n'avons pas le privilège de cette opinion.

Elle a déjà été formulée dans quelques thèses les plus récentes sur la matière, par certains publicistes qualifiés, et même par quelques-uns de nos illustres ancêtres. C'est ainsi que nous extrayons des thèses de M. P. Guillemant (1) :

« L'avenir de la démocratie nous paraît lié à l'avenir même des associations mutuelles et dans l'intérêt supérieur de la Société, on doit encourager le développement de ces institutions. En le faisant, on allègera les charges qu'imposent les établissements de bienfaisance, on relèvera le sentiment de la dignité humaine.

» De telles associations, véritables écoles de probité et d'honneur sont, suivant l'expression de M. Maze, de véritables forteresses pour la défense de la paix sociale. »

De M. Claude Mayen (2) :

« L'avenir de la démocratie nous paraît lié à l'avenir même des associations mutuelles et dans l'intérêt supérieur de la Société, on doit encourager le développement de ces sociétés.

» Dans le principe de la mutualité perfectionné et agrandi, il y a un puissant instrument de sécurité, de concorde et de relèvement, un des moyens de résoudre la question sociale. »

1. Pierre Guillemant, *la Mutualité en France au XIX^e siècle*. Th. de Paris, 1899.

2. Claude Mayen, *Prévoyance et mutualité*. Th. de Dijon, 1902.

De M. A. Crochard (1) :

« Mais ce qui domine par-dessus tout, chez elles, ce qui constitue leur caractère propre, c'est l'effort personnel de leurs membres, l'esprit de fraternité qui les unit : voilà précisément, au point de vue social, ce qui fait la grandeur et l'utilité de l'œuvre mutualiste. »

De M. Albert Allain (2) :

« L'idée mutualiste devient une solution du problème social. Par les institutions mutualistes, les travailleurs apprennent à devenir propriétaires en commun, des rentiers en collectivité, c'est leur intérêt personnel immédiat indirectement qui est en jeu, ils s'intéressent à la paix et au progrès du pays. Si le peuple trouvait, dans les institutions démocratiques, la puissance matérielle et cet intérêt matériel, la question sociale aurait vécu. »

De la *Revue politique et parlementaire* (3) :

« Nous ne méconnaissions nullement le rôle social de la mutualité, nous reconnaissons qu'il y a des éléments qui ne se chiffrent point, qui n'entrent point dans les barèmes, et qui sont quand même des facteurs sociaux de premier ordre, l'espérance et la

1. A. Crochard, *l'Assurance obligatoire contre la maladie et les Sociétés de secours mutuels en France*. Thèse de Paris, 1902.

2. Albert Allain, *l'Assurance contre la maladie dans la mutualité française*. Thèse de Paris, 1906.

3. Maurice Bellon, *Revue politique et parlementaire*, 1904, t. XL, p. 58.

foi, l'ambition et la ténacité, l'esprit de sacrifice et de probité. »

Du rapport de M. Eugène Rostand, à l'Académie des Sciences morales et politiques, du 26 octobre 1901, sur la Prévoyance libre ou obligatoire :

Mirabeau : « obtenez du travailleur, non par des lois, mais de la toute puissance de l'exemple, qu'il dérobe une très petite portion de son travail pour la confier à la reproduction du temps et par cela seul, vous doublerez les ressources de l'espèce humaine. Quel doute que le travail de l'homme dans sa vigueur ne peut le nourrir dans sa vieillesse.

» *La prévoyance libre, école de dignité et d'énergie* humaine implique des mérites, donne des joies, contient une fécondité, crée des forces nouvelles, que la prévoyance imposée sera toujours impuissante à connaître. »

Enfin, dans son œuvre magistrale, *l'Esprit des lois*, Montesquieu (1) nous enseigne l'influence prépondérante de *la vertu* sur l'avenir de la démocratie en ces termes :

« Il ne faut pas beaucoup de probité pour qu'un gouvernement monarchique ou un gouvernement despotique se maintiennent ou se soutiennent. La force des lois dans l'un, le bras du prince toujours levé dans l'autre, règlent ou contiennent tout.

1. Montesquieu, *de l'Esprit des lois*, liv. III, chap. III, du principe de la démocratie.

» Mais, dans un état populaire, il faut un ressort de plus, qui est *la vertu*.

» Ce que je dis est confirmé par le corps entier de l'histoire et est très *conforme à la nature des choses*. Car il est très clair que, dans une monarchie, où celui qui fait exécuter les lois se juge au-dessus des lois, on a besoin de moins de vertu que dans un *gouvernement populaire* où celui qui fait exécuter les lois sent qu'il y est soumis, lui-même, et qu'il en portera le poids. »

Or, proclamer que l'avenir de la Démocratie dépend naturellement de *la vertu* des citoyens qui la composent, n'est-ce pas proclamer avec la même évidence, que *l'avenir de la Démocratie, dépend du développement de la Mutualité libre, véritable école des vertus démocratiques*, nous l'avons démontré.

Qualités intrinsèques qu'exige l'exercice régulier des fonctions économique et sociale des Sociétés de secours mutuels. — L'action économique, et sociale des Sociétés de secours mutuels, avons-nous dit, en tête de ce chapitre, *dépendant* essentiellement et rigoureusement *de la nature de leurs fonctions* établies par la science et fixées par la loi, ne doit pas être autre chose que l'exercice régulier de ces fonctions. Et nous avons ramené celles-ci à deux principales. Une fondamentale purement économique, celle d'association *d'assurance mutuelle* et une concomitante *d'éducation sociale*.

Mais quelles, sont les *qualités intrinsèques* qui caractérisent substantiellement l'exercice régulier de ces fonctions ? C'est la question qui se pose maintenant et à laquelle nous proposons de répondre.

L'exercice régulier de ces fonctions implique essentiellement la coexistence et la coopération étroite de qualités intrinsèques de forme et de fond qui doivent présider souverainement à l'action économique et sociale des Sociétés de secours mutuels.

La fonction fondamentale économique d'association d'assurance mutuelle exige *le nombre, la science et la justice*.

Celle concomitante d'éducation sociale, en plus des mêmes, exige *la liberté*.

L'assurance exige le nombre. — C'est une vérité tellement axiomatique, tellement ancienne, tellement proclamée, déjà, et si éloquemment vantée, que la vertu du nombre, dans l'assurance, qu'il semblerait suffisant de l'énoncer ici sans la commenter, si l'on ne savait qu'elle est encore méconnue ; nous en avons eu un aperçu en enregistrant ci-dessus, occasionnellement, l'existence d'une société de cinq membres (1). Nous devons donc apporter notre contribution à la propagation de cet axiome, à l'enfoncement de ce clou dans les têtes mutualistes où il

1. *Supra*, détermination des vertus contenues dans la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.

ne l'est pas, par le commentaire le plus pratique et le plus succinct possible, de la symbolique apologie de la vertu du nombre, dont nous sommes redevables à M. M. Cheysson, le distingué économiste déjà cité.

« Elle (l'assurance), substitue à l'individu jusqu'à dépendant du sort aveugle et de ses caprices, la *collectivité* qui obéit à des lois certaines et immuables. Elle enchaîne les risques par des calculs de plus en plus certains ; en un mot, elle fait de la force avec de la faiblesse et de la *certitude* avec du hasard ».

C'est du sublime de pensée qui malheureusement dépasse l'entendement de beaucoup d'intéressés, et, un pareil langage, n'a pas le don d'éclairer mais plutôt *d'éblouir* un grand nombre de pratiquants mutualistes ; car tandis que les uns méconnaissent totalement la vertu réelle du nombre, les autres, nous l'avons vu, lui attribuent toutes les vertus (1).

En fait, nous savons tous que l'homme isolé, même armé de son sentiment inné de prévoyance, reste désarmé et faible en face des risques et périls qui menacent son existence. Il ignore sa destinée, l'heure de la maladie, la durée de son impuissante vieillesse, comme l'heure de sa mort, lui sont inconnues. Ne sachant ni le temps dont il peut disposer pour se prémunir et se défendre contre ces calamités

1. *Supra*, les Prévoyants de l'Avenir et la France prévoyante.

et leurs conséquences, ni leur gravité éventuelle, il lui est impossible d'y parer.

Connaitrait-il cette heure et le poids de la calamité qu'elle doit lui apporter que ses moyens d'existence lui permettraient rarement d'y pourvoir avec efficacité.

Nul donc ne sait et ne peut savoir quand Pierre ou Paul sera malade, ce que sera et ce que coûteront les soins de cette maladie, si la caducité l'atteindra tôt ou tard et le conservera longtemps, si d'ifféremment il mourra demain ou vivra cent ans. Mais ce que nul ne sait de Pierre ou de Paul, il est possible à chacun et à tous de le savoir approximativement de mille mortels comme eux, plus approximativement encore de dix mille et presque certainement de cent mille de leurs semblables, tout simplement par la vertu du nombre et son observation.

Les déclarations obligatoires des naissances et des décès à l'état civil, dans les sociétés civilisées équivalent à l'enregistrement de la durée de l'existence de tous les mortels qui les composent. L'observation de ce fait révèle que l'individu est livré aux hasards de sa destinée particulière; tandis que le nombre, la masse, une collectivité déterminée, obéit à des lois dites lois des grands nombres, quasi-infaillibles, qui indiquent des résultats généraux, constants et identiques, faibles, forts et moyens..

Ce champ d'observation permet aux calculateurs

spécialistes, les statisticiens, d'établir le quantum de décès annuels à chaque âge, par tranches de 10.000 ou 100.000 individus du même âge. On ne sait toujours pas si c'est Pierre ou Paul qui mourra tel jour, mais on sait à chaque âge de leur existence, ce qu'ils ont encore très approximativement à vivre. On est certain que sur 100.000 personnes de trente ans comme eux, si ils ont trente ans, il en mourra 720, par exemple, dans l'année courante. Dans un ordre parfait, tous ces renseignements sont relevés et classés sur des tableaux qualifiés *tables de mortalité*.

Ce sont ces tables de mortalité qui expriment précisément la *quasi-certitude* extraite du grand nombre de *hasards* considérés, et permettent de serrer cette certitude d'autant plus près que le nombre des risques observés est considérable. C'est cette loi des grands nombres qui donne toute sa vertu économique à la Prévoyance collective, et c'est à l'aide de ces tables qui la contiennent, que sont construites toutes les combinaisons d'assurances basées sur la durée de la vie humaine : Assurances sur la vie, au décès, rentes viagères, pensions de retraites des sociétés de prévoyance mutuelle, etc.

En matière de maladie, ces mêmes statistiques expérimentales peuvent être établies et viennent de l'être enfin en France, sous le nom de *tables de morbidité*. Elles enseignent l'importance et la fréquence quasi-certaines avec lesquelles la maladie frappe

une collectivité déterminée, et le coût consécutif des soins nécessités.

En s'inspirant de cette donnée, si on opère sur une collectivité de même composition et de même importance que celle qui l'a fournie, on peut évidemment établir la contribution exacte que chacun doit apporter à la caisse sociale, pour assurer tous les membres du groupe contre la maladie ; c'est-à-dire leur fournir gratuitement les soins médicaux et pharmaceutiques, quelquefois même une indemnité journalière en plus.

Le nombre est donc le champ d'investigation nécessaire à la science pour substituer par l'application de la *loi des grands nombres*, la *certitude*, la *sécurité collective* à *l'insécurité individuelle*. En se joignant à ses semblables, au lieu de rester isolé, en s'affiliant à une société d'assurance mutuelle comme le sont les Sociétés de secours mutuels, l'homme, par conséquent, contribue à la réalisation du *nombre* et de ses conséquences bienfaisantes : le nombre étant une condition intrinsèque, *inéluçtable*, d'existence de la Prévoyance collective, de la vraie mutualité, c'est-à-dire de l'exercice régulier de la fonction économique des Sociétés de secours mutuels.

Jusqu'ici, nous n'avons fait, nécessairement, que paraphraser les maximes proverbiales aussi répandues qu'inobservées : « Aidons-nous les uns les autres. « L'Union fait la force », etc... par des géné-

ralités. Mais, pour la compréhensibilité de la contrepartie de cette analyse de la *vertu du nombre*, que nous traiterons plus loin, il importe de préciser son influence directe sur l'exercice des fonctions particulières de l'institution qui nous occupe.

Nous nous résumons donc ainsi :

1^o Les Sociétés de secours mutuels ne peuvent remplir régulièrement leur *fonction économique* d'association d'*assurance mutuelle* sans un *nombre minimum* de membres participants indiqué par les tables de morbidité ou de mortalité, selon le risque qu'elles assurent.

2^o En matière d'assurance contre la maladie, elles ne peuvent *effectivement* la remplir, c'est-à-dire couvrir efficacement le risque de maladie que par l'*accroissement du nombre* de leurs *assurés-associés* où leur réassurance hiérarchique à un groupe supérieur en nombre, car la couverture de ce risque exige un nombre d'assurés en *corrélation étroite* avec la durée de la maladie ;

3^o En matière de pensions de retraite et d'assurance en cas de décès surtout, il leur est matériellement impossible d'exercer régulièrement et *effectivement* leur fonction d'association d'*assurance* contre la vieillesse ou d'*assurance* en cas de décès, sans le nombre, sans un grand nombre de sociétaires *assurés*, car la couverture de ces risques essentiellement basée sur la durée de la vie humaine, exige

beaucoup plus qu'on opère sur des masses, que celle du risque de maladie. La certitude ne s'approche dans ces branches que pour des *grandes collectivités* de composition *hétérogène*, comme les masses qui ont fourni la donnée la *plus voisine* de la certitude. Si cette qualité intrinsèque n'est pas observée, on obtient des écarts considérables entre la réalisation et les prévisions, on aboutit à des résultats incohérents et d'autant plus décevants qu'ils sont irréparables, puisqu'en assurance à forme *mutuelle* il n'y a pas de *tiers-garants* pour parfaire la pension prévue.

Les Compagnies d'assurances sur la vie, à forme industrielle, mutuelles ou à primes fixes, nous en fournissent la preuve manifeste. Elles se gardent bien de localiser leurs opérations, et elles offrent des contrats d'autant plus avantageux et plus libéraux, qu'elles opèrent sur une plus vaste échelle, sur un plus *grand nombre de têtes*. Telles celles qui exercent internationalement, dans le monde entier, et qui peuvent de ce fait, sans exiger de surprime de leurs assurés, les garantir néanmoins contre les risques les plus anormaux, et les plus gros de conséquences, grands voyages maritimes, séjour aux colonies, suicide et même guerre ;

4° Les Sociétés de secours mutuels, pour remplir *intégralement* leur fonction économique d'assurance mutuelle, c'est-à-dire au prix de revient, et pour les

travailleurs salariés, œuvre économique *complémentaire* de celles des compagnies industrielles dont nous venons de parler, qui s'adressent au capital *déjà formé*, doivent procurer la sécurité non pas à quelques privilégiés, mais à *tous* les travailleurs salariés indistinctement, parce que *tous* sont dans la même condition précaire d'*insécurité individuelle*, parce que la coopération du plus grand nombre, de *tous*, par conséquent, est nécessaire au progrès de la mutualité et *indispensable* à l'accomplissement *intégral* de sa fonction économique.

Parce que *tous* n'ont d'autre ressource que la Prévoyance mutuelle pour échapper à la charité privée ou publique, c'est-à-dire au repliement moral qui prépare toutes les servitudes, parce que *tous* n'ont d'autre refuge commun que l'association d'assurance mutuelle, moralement accessible à tous, pour conserver intact le ressort de leur énergie individuelle et retremper leur virilité d'hommes libres, pour former leur conscience sociale et l'élever à la hauteur de leurs aspirations, pour préparer, enfin, la conquête et le triomphe définitifs de leur droit naturel : *Vivre libres en travaillant*.

L'accomplissement intégral de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels exige le nombre. — Il va de soi, en ce qui concerne la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels, qu'elle, surtout, ne peut être *effectivement et intégra-*

lement remplie sans la condition essentielle du nombre. On conçoit aisément qu'elle ne peut pas l'être, si ces associations ne sont pas matériellement accessibles à tous les travailleurs salariés ; si ceux qui en font partie ne figurent que nominalelement à l'effectif de leur société, n'associant, en fait, que leurs épargnes et non leurs consciences, soit qu'ils ne puissent pas, soit qu'ils ne sachent pas remplir leurs devoirs sociaux ; elle ne peut pas l'être, si tous n'y viennent pas partager l'entraînement moral et civique qui s'y pratique, si tous les travailleurs salariés n'y participent pas également à l'œuvre commune de relèvement social qu'elle doit accomplir, et dont nous avons signalé la prépondérance naturelle (1), mais seulement s'ils sont nombreux et zélés. Enfin, si il est vrai, comme nous l'enseigne Montesquieu dans son *Esprit des lois* que « l'avenir d'une démocratie dépend de la vertu des citoyens qui la composent » ; n'est-ce pas par l'éducation du *plus grand nombre* possible de citoyens, par l'accroissement constant des forces mutualistes par conséquent, que s'opèrera la démocratisation de la vertu et le triomphe de sa souveraineté.

Déduction mathématique qui corrobore la déduction morale tirée précédemment de l'opinion de

1. Supra, *l'Éducation morale et intellectuelle mutuelle*.

Montesquieu (1). « L'avenir de la démocratie dépend du développement de la Mutualité, véritable école des vertus démocratiques ».

Conclusion relative au nombre. — Nous pouvons donc conclure précisément, que l'exercice régulier et intégral de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels *exige le nombre*, autant que celui de sa fonction principale purement économique, l'exige *davantage* même, si, comme nous l'espérons, la prépondérance seulement naturelle de son rôle social, devient un jour effective et fondamentale.

L'assurance exige la science. — La nécessité, pour les Sociétés de secours mutuels, pour la vraie Mutualité, de prendre pour guide exclusif la science mathématique lorsqu'elles déterminent leurs engagements, de se soumettre aux règles techniques de l'assurance et de ses méthodes caractéristiques, a été maintes fois proclamée, très judicieusement, nous l'avons vu, cela étant très conforme à la nature de la fonction économique de ces sociétés, qui sont fondamentalement des associations d'assurances mutuelles.

La technique scientifique de l'assurance pure. — La science dont il s'agit ici, celle qu'exige l'assurance

1. *Supra.* Conclusion sur la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.

serait donc l'ensemble des procédés et des méthodes techniques qui caractérisent les opérations d'assurance proprement dite relatives aux individus, telle que la pratique les sociétés industrielles d'assurance sur la vie, par exemple, le type par excellence de l'assurance.

C'est en effet par l'observation rigoureuse de règles scientifiques, notamment mathématiques, et des systèmes précis qui en découlent, que cette assurance réalise de la *certitude*, procure des *garanties*, quoiqu'opérant sur la durée de l'existence humaine faite d'incertitude et de hasards.

La *certitude* est le caractère distinctif prédominant de l'*assurance pure*.

Assurer, c'est absolument *certifier*, expressément, entièrement, irrévocablement, intégralement sans exception ni réserve, *garantir* au sens *absolu* du mot, en se basant nécessairement sur des données les plus certaines possibles, c'est-à-dire sur des données purement *scientifiques*.

Nous ne pouvons entrer ici dans tous les détails techniques de l'*assurance proprement dite*, mais, pour les opposer à ceux de l'*assurance mutuelle* que nous verrons plus loin, nous sommes obligés d'en esquisser les traits principaux. Ceux qui donnent en fait sa physionomie propre à l'assurance *pure*, et décèlent la *précision* remarquable de ses méthodes,

le *rigorisme scientifique* de ses procédés, la science qu'elle implique, en un mot.

Selon le contrat classique *mixte*, par lequel un individu est assuré sur la vie, et que contient en substance son titre de preneur d'assurance appelé police, la société, l'*assureur*, pendant un temps *déterminé*, et soit au terme du contrat, soit à une époque intermédiaire fixée en principe à la date de la réalisation du risque décès, s'oblige à payer à l'assuré, lui-même, s'il survit dans le premier cas, à à ses ayants droit, s'il prédécède, dans le second cas, un *capital fixe*, et cela quoiqu'il advienne, quel que soit par exemple, le *lieu* où se trouvera l'assuré à l'échéance ; quel que soit l'endroit où le risque se réalisera. Sa créance *invariable* contre l'assureur le suit et le couvre *partout*, pendant tout le temps qu'il reste assuré, même dans le cas de cessation de ses paiements. Mais alors au prorata seulement des engagements qu'il a lui-même tenus, c'est-à-dire, toujours dans une mesure *exactement déterminée*. Ce contre quoi le preneur d'assurance (l'assuré), dans notre exemple, s'oblige à fournir à l'assureur pendant un temps déterminé, une prestation *fixe* dite prime, dont le mode de paiement est *exactement* prescrit au contrat.

Tout individu assurable, de *même âge*, peut s'assurer identiquement le *même capital* dans les *mêmes* conditions, pendant le *même temps*.

D'autres peuvent s'assurer un capital quelconque, à un âge et pour un temps différents dans des conditions qui sont rigoureusement proportionnelles et scientifiquement établies.

Tous recevront la même *certitude*, seront *assurés* au sens complet et *absolu* du mot.

Car, d'autre part, aucune volonté individuelle d'un dirigeant de la société, ou décision d'une assemblée quelconque, ne peuvent modifier en quoi que ce soit, à leur seul gré, les avantages dont jouit l'assuré ; ni le quantum de ses prestations, ni celui du capital assuré, ni l'époque du paiement de ce capital, quelles que soient d'ailleurs les fluctuations de la mortalité, du taux de capitalisation du placement des fonds, des indemnités provenant des déchéances et autres causes d'accroissement du capital constitué par les versements des co-assurés.

Il n'y a qu'un élément nécessairement aléatoire dans toute l'opération, au *regard de l'assuré*, c'est la réalisation du risque ; pratiquement, l'époque du paiement du capital promis et dû par la société. Tout le reste est *certitude* et *garantie*.

L'assuré ne peut pas être exclu de la société et perdre ses droits en vertu d'une délibération sociale, ou d'une décision personnelle quelconque fondée sur son inconduite ou sur son immoralité, par exemple.

Le simple fait du paiement régulier de ses primes lui confère l'intégralité de ses droits à la sécurité

complète qu'il a *achetée* ; à l'assurance dont il est le bénéficiaire.

Aucun élément extérieur n'intervient ici, qui puisse améliorer ou altérer la couverture du risque assuré par son assistance libre ou obligatoire ; aucune libéralité privée ou publique, prodiguée ou retirée, aucune coopération d'étrangers au contrat qui lie l'assuré à l'assureur, ne peut vicier ou fausser le jeu de cette *assurance pure*, dont la rigueur de la science a éliminé fondamentalement tout arbitraire et tout agent d'incertitude.

Il y a, en résumé, un contrat qui fait souverainement la loi des parties pendant sa durée, et procure ainsi la certitude non seulement *absolue* mais *durable*.

Il y a en fait, à la base, une association de capitaux dont le résultat est garanti par l'assureur, où les primes, payées par les mutualistes inconscients recrutés, groupés et gérés par lui, et capitalisées, suffisent exclusivement à couvrir les engagements qu'il a souscrits.

Ces primes ayant été préalablement très scientifiquement extraites, pour chaque risque et chaque capital assuré, de la table de mortalité et des tables d'intérêts composés, d'escompte à intérêts composés, etc... qui les déterminent mathématiquement, elles *assurent théoriquement*, c'est-à-dire avec toute la certitude humainement possible, la couverture

intégrale formellement promise à chaque assuré.

L'assurance pure, modèle exemplaire et non critérium. — Cet absolutisme dans la certitude procurée par l'assurance pure, rigoureusement scientifique, la rectitude qui caractérise ses méthodes et ses procédés, sont-ils le critérium qui nous permette de reconnaître ou de dénier, en fait, la qualité d'*associations d'assurances* aux Sociétés de secours mutuels.

Ou, dans quelle mesure cette science dont nous venons de voir l'application exemplaire, s'impose-t-elle à l'assurance mutuelle qui nous occupe. C'est ce que nous recherchons sous le titre « l'assurance exige la science ».

Nous croyons le rigorisme scientifique de l'assurance pure et la raideur de sa technique incompatibles avec la *nature* même des *associations* d'assurance mutuelle que sont les Sociétés de secours mutuels, et avec la *nature du risque* contre lequel elles assurent.

Nous visons ici principalement le risque de maladie, celui qu'elles couvrent le plus généralement et le seul contre lequel elles semblent pratiquement aptes à assurer.

L'assurance contre la vieillesse ou constitution de pensions de retraites n'est pratiquée exclusivement que très exceptionnellement, et cumulativement, que par la moitié environ des Sociétés ; d'une façon

tellement défectueuse, d'ailleurs, par ces dernières, nous le verrons plus loin, que leur inaptitude en matière d'assurance à long terme est à peu près proclamée par tous les observateurs du mouvement mutualiste. Quant aux autres branches prévues dans l'article premier de la loi de 1898, assurance-vie ou décès et accident, leur pratique est négligeable. Enfin, les attributions complémentaires de secours aux veufs, ascendants, recherche d'emplois, etc... ne sont pas de l'assurance. Nous visons donc uniquement la fonction *effective principale* des Sociétés de secours mutuels : celle *d'assurance* contre la *maladie*.

D'ailleurs, une bonne partie de nos observations s'appliquera évidemment à celles qui pratiquent cumulativement la maladie et la retraite, c'est-à-dire à 17.000 sociétés sur les 18.000 figurant au rapport ministériel du 17 mai 1913.

La science dont l'assurance pure nous donne l'exemple n'est pas, à notre sens, un critérium, mais seulement un modèle.

Pour se convaincre de l'incompatibilité qui existe entre la rigidité de l'assurance pure des sociétés industrielles et les exigences de la fonction économique et sociale des associations d'assurance mutuelle contre la maladie, il suffit de comparer la nature respective de ces institutions et la nature

respective des risques qu'elles ont pour but de couvrir.

Nature différente des institutions. — La différence de nature des institutions est fondamentale.

Dans la société industrielle qui exploite l'assurance pure, l'assureur et la masse des assurés sont en fait deux personnalités distinctes.

L'une est entrepreneur d'assurances, l'autre association inconsciente de prévoyants qui s'ignorent, collectivité sans cohésion morale, *association de capitaux* recrutés, groupés, et gérés par la première qui est en même temps *garante* de la teneur des engagements pris par elle envers ses assurés. De telle sorte que la *certitude absolue* et constante que nous a révélé la physionomie de cette assurance scientifique, n'est que superficielle et artificielle. Elle n'existe qu'au regard des *assurés* et il ne peut pas en être autrement. L'absolu n'étant pas dans la nature des choses sur lesquels on opère ici.

Pour des causes nombreuses et complexes que nous ne pouvons pas examiner en détail, dans la réalité tout d'abord, la certitude scientifique de la loi des grands nombres, n'est vraie que *dans le temps*, pour un long espace de temps, au point de vue du risque assuré, comme au point de vue de la capitalisation des primes. Elle n'est pas *constante*, ni adéquate à la précision des engagements de l'assu-

reur. Ensuite, l'ensemble des prévisions techniques de celui-ci peut finalement échouer.

Dans la pratique, toutes les entreprises d'assurances sur la vie ne réussissent pas. Comme tout entrepreneur, celui qui vend de la certitude fabriquée avec du hasard garde pour lui les profits et les pertes de son industrie. Il doit fournir une garantie. Cette garantie est généralement représentée par le capital-actions d'une société anonyme d'assurance.

La notion d'un *capital de garantie* que justifient en principe les risques de l'entreprise, l'importance des capitaux qui lui sont confiés et la précision de ses engagements, est donc encore un caractère distinctif de la nature de cette Institution.

Mais comme tout entrepreneur aussi, celui-ci prévoit dans son prix de vente la rémunération de son capital, de son travail, de son talent, et ses risques. Pour ne pas être en perte, il majore, il charge le prix de revient scientifique de la *certitude* c'est-à-dire la prime pure, qu'enseigne la statistique du risque à assurer, et établit la prime brute, son prix de vente.

De ce fait, les preneurs d'assurances, ses acheteurs, obtiennent bien la *certitude absolue* qu'ils désirent, mais nécessairement *ne la paient pas bon marché*. L'assureur, la société anonyme, par contre, peut s'enrichir et dans des proportions formidables, l'expérience l'a prouvé.

En effet, les données scientifiques relatives à la durée de la vie humaine sont tellement précises, elles se réalisent si approximativement *avec le temps*, dans la pratique de *l'assurance pure*, qu'après la mise en route de l'œuvre, le capital de garantie y devient aussi inutile qu'un échafaudage après la construction d'un pont. Les primes suffisent et au-delà à la couverture intégrale de tous les risques assurés. La preuve très instructive de ce phénomène économique a été produite à la Chambre des députés le 10 février 1903, par M. Congy, dans sa proposition d'impôt relative aux compagnies d'assurances sur la vie, de laquelle il appert que les actionnaires des quatre plus anciennes compagnies françaises, pour leur capital-actions global de 3.800.000 francs ont reçu en dix ans seulement plus de 82.000.000 de dividendes. Ce qui permet de constater qu'en matière d'*assurance purement scientifique* ce n'est pas le capital de l'assureur qui garantit les versements des assurés, mais les versements accumulés des assurés qui garantissent le capital de l'assureur, des actionnaires dans notre exemple.

Rien de tout cela n'existe et ne peut exister dans l'association d'assurance mutuelle contre la maladie qu'est la Société de secours mutuels. Dans cette Institution, où l'on ne poursuit aucun but lucratif, on ne rencontre pas la dualité constitutive du système précédent, on ne trouve pas l'antagonisme fonda-

mental qui y règne entre l'entrepreneur d'assurance d'une part, et la masse incohérente de ses co-assurés d'autre part.

Au contraire, de par sa nature même de *Société mutuelle*, elle est exclusivement une *association de personnes* en même temps que de capitaux, plus exactement d'épargnes ; une expression sociale vivante de fraternité et de solidarité. Au point de vue technique assurance, elle fait des assurés leurs *propres assureurs*, leurs propres gérants, solidaiement garants de l'exécution des engagements sociaux.

Les profits ou les pertes qui sont pour l'entrepreneur dans le système de l'assurance industrielle, sont ainsi pour eux de par la *forme mutuelle de leur association*.

Mais ils ne peuvent pas prétendre obtenir de leur prévoyance exclusivement mutuelle, la certitude absolue que procure l'assurance à forme industrielle, puisque l'absolu n'est pas plus dans la nature des choses en jeu dans un régime que dans l'autre.

En assurance mutuelle contre la maladie, il n'est ni dans celle des risques associés, ni dans celle de l'emploi des épargnes fusionnées, ni dans celle du contrat particulier qui solidarise intégralement les assurés. En résumé, le résultat de toute association de personnes étant naturellement aléatoire, de même

qu'il est impossible à deux personnes qui s'associent dans un but quelconque, de déterminer un an seulement à l'avance leur part exacte de profit, *a fortiori*, il est impossible à un grand nombre de personnes qui s'associent pour plusieurs années de déterminer exactement à l'avance celui qu'elles retireront définitivement de leur association, profit qui dépend, nous le savons, et nous allons le voir plus particulièrement encore, d'un concours de circonstances essentiellement variables.

Ce qu'ils sont certains d'obtenir, cependant, c'est tout le contenu matériel et moral de la certitude, toute la sécurité qu'ils retireront de leur respect des données de la science et de celui de leurs obligations mutuelles, moins la charge frais généraux, inhérente à toute institution. Mais celle-ci dépend encore exclusivement de l'habileté et de la probité qu'ils apportent eux-mêmes dans la gestion de leurs intérêts. En principe, donc, de par sa nature, cette forme mutuelle de prévoyance collective doit être plus profitable aux assurés que celle industrielle purement scientifique, puisqu'elle leur permet de s'approprier *l'économie du profit éventuel de l'entrepreneur*.

Mais ils ne sont pas et ne peuvent pas être, dans ces conditions, assurés au sens absolu du mot, nous l'avons démontré.

Au surplus, l'assurance contre la maladie ne comporte pas, comme celle des risques qui reposent

sur la durée de la vie humaine, la mise en œuvre et l'accumulation de capitaux considérables. Elle s'adresse seulement à la petite épargne qu'elle provoque et facilite, et non au capital déjà formé. C'est ce qui rend inutile le capital de garantie que nous avons trouvé dans le système industriel, et simplifie leur gestion au point d'en rendre généralement *gratuite* l'administration proprement dite.

C'est ce qui permet enfin aux Sociétés de secours mutuels de procurer aux travailleurs salariés l'assurance contre la maladie au prix coûtant, conformément à leur fonction économique.

Nature différente des risques assurés. — La différence de nature des risques assurés est aussi fondamentale que celle de la nature des institutions considérées. Elle saute aux yeux. Les manifestations du risque de mortalité diffèrent, en effet, complètement de celles du risque de morbidité : on ne meurt qu'une fois, on ne peut être que mort ou vivant, on ne peut vivre en simulant la mort.

On peut au contraire être malade plus ou moins fréquemment, on peut l'être plus ou moins gravement et longuement, on peut simuler la maladie. Enfin, tous les hommes sont mortels, tous ne sont nécessairement malades pendant leur vie (au point de vue assurance).

Le risque de mort se couvre par une *indemnité* représentant idéalement la valeur du producteur

anéanti et compensant pécuniairement les conséquences de cette perte pour sa famille. Mais cette indemnité est en fait arbitrairement et *invariablement fixée* dans le contrat d'assurance en cas de décès contenu dans l'assurance mixte de notre exemple. Quant à l'assurance concomitante en cas de survie, on a prétendu n'y voir qu'un placement.

Nous sommes d'un avis différent. Un placement, nous le savons, est un emploi d'épargne dans le but d'en tirer un *revenu*, ce qui le distingue de l'épargne, simple acte passif de réduction de dépense, d'économie sans destination particulière.

Or, en l'espèce, le capital fixé au contrat et payable à l'assuré survivant, au terme de celui-ci, n'est généralement qu'égal ou inférieur au total des primes qui y sont également fixées.

L'assuré n'a donc eu ni l'intention ni la possibilité d'effectuer un placement.

Cependant, ce prévoyant a manifestement voulu faire un tel emploi de son épargne, qu'il lui *assure* la perception d'un capital déterminé à une époque et dans un but précis.

Une observation plus attentive révèle que cette affectation spéciale est une opération de même nature que l'assurance principale en cas de décès ; essentiellement basée, comme elle, sur la durée de la vie humaine, mais à un degré différent.

En effet, il est vrai que le paiement du capital

fixe, effectué entre les mains de l'assuré survivant n'a plus, comme au cas de son prédécès, le caractère d'une indemnisation, compensant, pour sa famille, les conséquences de ce décès ; mais, il compense néanmoins, pour les siens et pour lui-même la déperdition de ses facultés productives, puisqu'avec l'âge on reste consommateur alors qu'on perd ses aptitudes de producteur, puisqu'on meurt de jour en jour partiellement. La perte définitive de l'existence n'est-elle pas le total des déchéances qu'on a successivement éprouvées, âge et maladies ?

Se prémunir contre les conséquences d'une mort prématurée, comme l'implique exclusivement l'assurance en cas de décès, c'est faire acte de prévoyance.

Se prémunir en même temps contre les conséquences des maux qui précèdent une mort normale, comme l'implique l'assurance mixte, c'est donc encore faire acte de prévoyance, de même nature mais plus complet et plus rationnel que le précédent.

Toutefois, dans les deux cas, nous remarquons que la nature du risque assuré détermine le *paiement unique* d'un capital fixe par l'assureur.

Au contraire, la couverture du risque de maladie, à raison de sa nature, détermine le droit à des soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ou à des indemnités pécuniaires équivalentes à leur prix.

Le même risque peut frapper plusieurs fois le même assuré et le prix des soins changer avec le

temps. La fréquence et l'intensité de la maladie peuvent subir des variations très sensibles du fait de la localisation coutumière des risques assurés par les Sociétés de secours mutuels. Ces variations sont d'autant plus redoutables que ces sociétés n'ont pas d'assureur garant qui puisse y parer avec son propre capital. Elles n'ont pas davantage la multiplicité des assurés qui répartit en une poussière de charges pour chacun, le poids total du risque quand il menace d'écraser l'association, comme cela est le cas dans l'assurance pure des sociétés industrielles.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que les Sociétés de secours mutuels ne peuvent pas imposer de majoration de prime à leurs membres qui paient déjà difficilement leur cotisation normale, le prix de revient de l'assurance, puisqu'ils sont des travailleurs salariés et non des capitalistes.

Ces différences fondamentales de la nature respective des deux institutions et de celle des risques contre lesquels elles assurent, expliquent donc que le *rigorisme scientifique* de l'assurance pure n'est qu'un *exemple* de la précision à laquelle doit viser toute assurance, mais ne s'impose pas intégralement à la technique de l'assurance mutuelle contre la maladie.

Ce que les Sociétés de secours mutuels ne peuvent pas emprunter à l'assurance purement scientifique.

— En nous reportant au tableau des traits caracté-

ristiques de l'assurance purement scientifique tracé ci-dessus, notamment dans l'analyse substantielle de son contrat mixte, son chef-d'œuvre de précision et de garanties, nous allons voir ce qui ne peut pas y être calqué par les Sociétés de secours mutuels ; ce qui est incompatible avec la nature de leur fonction économique et sociale.

a) Dans ce type exemplaire, *l'assureur* prend des engagements à *long terme* et pour un *temps déterminé*, sa nature d'entrepreneur, de société anonyme généralement, le lui permet ; car cette société est constituée pour un temps très long, quatre-vingt-dix-neuf ans, par exemple, supérieur donc à la durée de la vie humaine, sur laquelle elle se propose d'opérer.

Et cela est *indispensable* en raison de la nature du risque assuré par l'entreprise, dont la couverture se ramène à l'exécution d'une obligation *unique*, dépendant pendant un temps nécessairement assez long et déterminé, d'une *unique alternative* : la mort ou la survie de l'assuré.

Les Sociétés de secours mutuels ne peuvent pas prendre les mêmes engagements fermes, à long terme, et pour un temps déterminé. Cela leur est *impossible* de par leur nature d'association d'assurance mutuelle, c'est-à-dire d'une durée indéterminée ; les assureurs-assurés qui les composent exclusivement, étant *libres* d'en sortir *tous* quand bon leur semble.

La nature du risque de maladie ne l'exige pas d'ailleurs, l'assurance contre celle-ci déterminant l'extinction d'obligations essentiellement renouvelables, dont chacune constitue une couverture définitive du risque assuré. Il y a là, en quelque sorte, l'exécution de contrats aléatoires successifs et indépendants, puisque, d'autre part, le contrat fondamental d'association d'assurance mutuelle qui lie les sociétaires leur permet toujours de mettre fin au renouvellement automatique de leurs obligations réciproques, leur permet de pratiquer *l'assurance à répétition*. L'instabilité et la précarité de leurs conditions d'existence exigeant au surplus cet enchaînement facultatif de contrats, autant que la nature du risque assuré, qui est en réalité une *chaîne de risques*.

b) En assurance pure, avons-nous dit, *l'assureur* s'oblige uniquement à payer un *capital fixe* et invariable à une époque déterminée. Cela tient à la nature du risque assuré, dont la couverture ne peut être la représentation exacte du prix de la vie humaine, inappréciable en chiffres, mais qui se ramène pratiquement, ou à une *indemnisation forfaitaire* fixe des ayants droit du *de cujus*, ou au paiement d'un capital fixe égal, à l'assuré survivant lui-même.

Les Sociétés de secours mutuels ne peuvent évidemment s'obliger à payer uniquement un capital

fixe et invariable, le risque de maladie, de par sa nature et sa fréquence, nécessitant une couverture faite de soins ou indemnités pécuniaires équivalentes essentiellement renouvelables et variables.

En assurance pure, l'assureur garantit la couverture fixe et invariable du risque *quel que soit le lieu* où il se réalise.

Cela tient à la nature de ce risque ainsi qu'à son mode de couverture qui se traduisent par la constatation extrêmement aisée du fait, mort ou survie, et le simple paiement consécutif d'une somme d'argent, facile en tous lieux.

Les Sociétés de secours mutuels, par contre, ne peuvent pas garantir invariablement la couverture du risque de maladie en un lieu quelconque, d'une part, parce que la maladie prête naturellement à la simulation très tentante dans certains cas, d'autre part, parce que son mode de couverture en soins ou indemnités pécuniaires correspondantes, nécessite l'intervention du personnel médical de la société, ou tout au moins, un contrôle et une appréciation qui ne peuvent être que l'œuvre des co-associés assureurs. Or, de ce que l'association est purement locale, et qu'il n'existe pas de sociétés sœurs en tous lieux, les co-associés ne peuvent exercer eux-mêmes leur contrôle, ni se substituer des représentants qualifiés pour procéder à l'évaluation requise de la sincérité et de la gravité de la maladie

invoquée par l'assuré ; ainsi que de ses besoins réels, dans le cas où des secours exceptionnels sont statutairement prévus.

d) En assurance pure, l'*assuré* est admis sans autre garantie morale que celle de n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante. Cela est conforme à la nature de l'entreprise, les assurés de la société industrielle ne formant ensemble, en fait, qu'une *association de capitaux* où l'*intuitu personæ* ne joue aucun rôle, sans cohésion morale, sans rapports personnels nécessaires, par conséquent.

Les Sociétés de secours mutuels, au contraire, de par leur nature d'associations d'assurés, s'assurant eux-mêmes, se gérant en commun, obligés en fait et statutairement même, à des contacts suivis, ne peuvent imposer à leurs membres l'affiliation d'un associé qu'ils ne veulent pas fréquenter, qu'ils jugent indigne de prendre part à la gestion commune ou à la co-direction des intérêts sociaux. Elles doivent donc exiger des garanties morales très sérieuses, conformes d'ailleurs à la nature de leur fonction économique et sociale. Les membres de la société étant souverainement *juges* de ces garanties.

e) En assurance pure, l'assuré paie une *prime fixe* et invariable pendant toute la durée de son contrat, vingt ou vingt-cinq ans, et cela découle encore de la nature de l'institution qui l'assure, comme des engagements réciproquement précis et invariables

pris par elle. De sa qualité d'entrepreneur garant qui ne requiert aucune ingérence des assurés dans ses affaires, mais exige seulement qu'ils paient régulièrement leurs primes.

Les Sociétés de secours mutuels dépourvues naturellement de capital de garantie pour parer aux variations de risques déjà examinées, obligées de procurer l'assurance au plus bas prix de revient possible, sont contraintes de modifier, quand les circonstances l'exigent, la durée de leurs soins ou l'importance des indemnités pécuniaires correspondantes, quelquefois même d'augmenter le taux des cotisations de leurs membres.

Leurs assurés étant, nous le savons, essentiellement associés et co-gérants, elles sont obligées d'obtenir leur participation effective à la gestion des intérêts communs, leur présence aux réunions ; elles sont amenées à sanctionner l'inexécution de leurs devoirs sociaux par des amendes proportionnées à la négligence de chacun. Le chiffre des prestations de l'assuré n'y peut donc pas rester invariable comme dans l'assurance pure et cela est justice cependant.

f) Dans le même ordre d'idées, en assurance pure, le simple paiement de ses primes, par l'assuré lui garantit la *conservation de ses droits*.

Dans les Sociétés de secours mutuels l'assuré peut les perdre par son exclusion simplement fondée sur son inconduite notoire ou son immoralité, etc...

(voir *supra* les statuts modèles) et cela est nécessaire, tant au point de vue fréquentation sociale pré-envisagée, qu'au point de vue compromission du risque assuré.

g) En assurance pure, enfin, l'assuré qui cesse le versement de ses primes reste *couvert proportionnellement* à l'importance des versements qu'il a effectués. Si il n'a payé régulièrement que 10 primes sur 20 par exemple pour s'assurer un capital de 10.000 francs, il reste, en pratique, généralement assuré pour les 10/20 de ce capital soit 5.000 francs.

Cela tient au mode particulier d'exécution des obligations fixées au contrat, c'est-à-dire à la nature de celui-ci qui est lui-même en fonction de la nature du risque assuré. Les primes payées par l'assuré pendant les dix années d'exécution fidèle de ses engagements représentent autre chose que l'apport nécessaire à l'assureur pour construire la couverture du risque considéré. L'uniformité dont est paré cette assurance est artificielle.

Le risque de mortalité, en effet, croît avec l'âge de l'assuré, la prime pure scientifique rationnelle et par suite la prime brute est donc celle qui suit le risque, c'est-à-dire, quant à la couverture en cas de décès, une prime croissante ; quant à la formation du capital fixe à payer par l'assureur en cas de survie de l'assuré, une prime constante. Au total, une prime croissante

Cette croissance se réalise visiblement quand l'opération, comme cela a lieu dans l'assurance-placement mutuelle, est scindée en assurance-vie proprement dite, d'une part, ou capitalisation collective tontinière, et en contre-assurance en cas de décès parallèle et facultative, d'autre part. On voit alors que l'une est constituée par une épargne fixe et l'autre par une contribution croissante de l'assuré.

De telle sorte qu'en assurance pure, l'assuré qui cesse ses versements en cours de contrat, a déjà payé la couverture de son risque de mortalité, plus qu'il ne l'aurait réellement dû.

L'écart entre la prime brute rationnelle croissante, et la prime brute nivelée qui lui a été demandée, est obligatoirement mis en réserve par l'assureur industriel. Il justifie l'existence des droits que l'assuré conserve sans payer de nouvelles primes, c'est-à-dire la valeur de rachat de la police, transformée en pratique en contrat réduit.

On conçoit immédiatement qu'il n'en est pas, e qu'il ne peut pas en être ainsi en matière d'assurance mutuelle contre la maladie. La couverture complète y est fournie au fur et à mesure de la réalisation des risques au moyen des primes annuellement demandées à chaque assuré. En principe aucune réserve n'est nécessaire, il ne faut pas songer, nous le savons, à demander aux travailleurs salariés qui composent les Sociétés de secours mutuels

le paiement d'avance, mais seulement le paiement comptant annuel et mensuel même de leur part contributive aux charges sociales.

La science que les Sociétés de secours mutuels doivent emprunter à la technique de l'assurance pure. — Ces éliminations étant effectuées, quels sont les éléments que l'assurance mutuelle peut emprunter à la technique de l'assurance purement scientifique ?

Les Sociétés de secours mutuels doivent, au point de vue scientifique, s'inspirer des principes fondamentaux sur lesquels reposent les opérations de l'assurance pure, c'est-à-dire se conformer aux règles générales suivantes :

1° Observation rigoureuse des tables de morbidité et de mortalité.

2° *a)* Spécialisation de chaque Société à la pratique d'une seule branche d'assurance mutuelle, la fusion de risques hétérogènes étant irrationnelle.

b) Le cumul est incompatible avec les exigences différentes des risques quant au nombre des assurés.

c) Il conduit pratiquement au sacrifice de la couverture la plus éloignée, celle de la vieillesse, à la proche et à la plus fréquente, celle de la maladie.

d) Il annihile et viole la liberté du prévoyant qui doit pouvoir s'assurer seulement la sécurité qu'il désire et dans la mesure qu'il juge suffisante.

e) Il aboutit, en réalité, à la constitution de pen-

sions de retraites exclusivement dues à la coopération aléatoire de l'assistance publique ou privée, ce qui lui ôte son caractère d'assurance mutuelle et en fait de la mendicité légale, les chiffres nous le prouveront plus loin.

3° Dans les rares sociétés privilégiées, auxquelles l'importance de leur recrutement (grands centres) et les ressources de leurs sociétaires permettent la constitution de pensions de retraite non dérisoires, fixation de cotisations suffisantes pour couvrir les pensions garanties et les frais de gestion.

4° Dans la grande majorité des sociétés exclusivement aptes à assurer leurs membres contre la maladie, même péréquation des recettes et des dépenses, Fixation de cotisations *assurant* à tous les membres une couverture *minimum* en soins ou en indemnités correspondantes ; l'acquittement des frais généraux, l'alimentation d'un fonds de réserve et de garantie proportionnel à l'effectif assuré, destiné à parer aux brusques variations du mouvement du risque. Enfin, le paiement d'une prime de réassurance facultative au groupe supérieur : Union ou fédération, pour prolongation éventuelle de la couverture minimum garantie par l'association inférieure.

5° Proportionnalité de la cotisation de chaque membre au risque associé et assuré, non seulement en considération de l'âge et du sexe, mais au point de vue professionnel, de façon à permettre l'accès

de *toutes* les Sociétés de secours mutuels, à *tous* les travailleurs salariés, sans distinction de profession. Leur participation et leur mise en subsistance sera ainsi possible dans une société quelconque, et auront, au point de vue social, l'heureuse conséquence que nous examinerons plus loin.

6° Réassurance facultative des sociétaires leur *assurant* éventuellement une prolongation de la couverture minimum garantie par les statuts de leur société.

7° Extension de la couverture de tous les assurés mutualistes partout où existe une société de secours mutuels.

8° Procurer les soins médicaux et pharmaceutiques au moindre prix.

9° Élimination complète de tout élément *aléatoire* de toute coopération étrangère à *l'effort individuel* des assurés, qui ne peuvent constituer une véritable association d'assurance mutuelle, s'ils ne sont pas *mutuellement*, c'est-à-dire exclusivement, leurs propres assureurs. Suppression donc de l'assistance publique ou privée sous forme de subvention, d'intérêt privilégié, de cotisations de membres honoraires et de toute charité érigée en *coopération systématique* et tutélaire, sous une désignation quelconque.

Telles sont les règles scientifiques fondamentales sans le respect desquelles les Sociétés de secours

mutuels ne sont pas les véritables associations d'assurance mutuelle qu'elles doivent être, ne sont pas la vraie Mutualité, comme l'a fort judicieusement écrit M. Lépine, mais *la fausse Mutualité*, disons nous, des *institutions bâtarde*s, incapables d'accomplir leur tâche de progrès économique et social.

L'influence de la science sur la fonction éducative des sociétés de secours mutuels. — Il est bien évident que le nombre indiqué comme qualité intrinsèque indispensable à l'exercice régulier et à l'accomplissement intégral de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels, ne peut être un facteur de progrès qu'en raison de ses qualités.

Or, les vertus morales, sociales et civiques les plus exemplaires, d'honneur, de probité, de désintéressement, d'esprit de solidarité et de sacrifice, etc., toutes les qualités de cœur et de conscience que nous avons vues en action dans la vie mutualiste ne sont pas capables, à elles seules, d'assurer l'existence et le progrès socialement nécessaires de la Mutualité.

La raison doit y tempérer les élans des cœurs et y régler les aspirations des consciences.

La lumière de la science doit guider l'effort économique individuel des prévoyants et éclairer les rapports d'intérêts que réalisent leurs associations.

L'accroissement du nombre sans la science, c'est la diffusion de l'empirisme et du mysticisme dont

nous avons constaté les manifestations dans notre première partie.

Cela n'est pas une œuvre éducative de progrès social, mais au contraire la propagation de l'erreur et de l'ignorance.

L'intervention de la science est donc nécessaire pour extirper ces maux dont souffre notoirement la Mutualité française. Elle est tellement indispensable qu'elle nous a permis de conclure à la nécessité d'une éducation générale et d'un *enseignement scientifique en matière de prévoyance*.

La science donc, comme le nombre, a une influence *décisive* sur la valeur de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.

L'assurance mutuelle exige la justice. — Cette vérité fondamentale est proclamée dans l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1898 en ces termes nets et précis :

ART. 2. — Ne sont pas considérées comme Sociétés de secours mutuels les associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent, au profit de telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. Les Sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

Texte dont nous avons déjà cité la traduction axio-

matique en langage mutualiste : « *A charges égales, avantages égaux.* »

Cette *justice positive* qui apparaît au seuil de l'association d'assurance mutuelle et préside à sa destinée veut :

1° La parfaite proportionnalité des charges aux risques. .

C'est un principe de justice observé d'ailleurs dans la technique de l'assurance purement scientifique, ce qui nous l'a fait classer ci-dessus dans les emprunts que les Sociétés de secours mutuels doivent lui faire.

Une pareille concordance entre les exigences de la science et celles de la justice, une telle harmonie du vrai et du juste ne peut se réaliser que si la cotisation de chacun est exactement proportionnée au risque qu'il apporte, soit qu'elle suive le risque assuré en croissant d'année en année avec l'âge du sociétaire, soit qu'elle reste fixe quoique différente selon l'âge d'entrée de chacun, par un nivellement analogue à celui de l'assurance-vie à prime fixe, ou enfin qu'elle soit fixe, invariable et égale pour tous, sans distinction d'âge, mais précédée du paiement d'une prime unique d'entrée compensatrice, pour les plus âgés.

L'essentiel étant l'égalité définitive de traitement de tous les associés.

2° La justice exige encore que tout risque associé

soit celui évalué par le taux de cotisation correspondant, le *risque sincère*, loyal et non la maladie simulée par exemple. La justice exclut l'égoïsme de la solidarité. En fait, la simulation est une fraude bien tentante dans le cas surtout où une indemnité journalière s'ajoute aux soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, alors que le malade est appointé au mois, et reçoit ainsi à la fois son salaire de son patron et l'indemnité journalière de sa société.

Cette simulation provoque fatalement l'imitation et sa généralisation peut accroître sensiblement le poids total naturel au risque que supporte l'association. Si cet accroissement factice des charges se réalise, il se traduit nécessairement, soit par une augmentation du taux des cotisations, soit par une réduction de la couverture minimum garantie à chacun.

Le profit individuel immédiat obtenu par le simulateur diminue la sécurité générale et peut finalement rejaillir sous une forme préjudiciable sur tous ses co-associés... et sur lui-même. Malheureusement, peu de ces simulateurs ont conscience des conséquences véritables de leur déloyauté et de leur égoïsme.

3° La justice exigeant l'égalité de traitement des sociétaires, exclut non seulement tout procédé qui aboutit à établir pour une catégorie de membres des avantages égaux à ceux des autres en échange de

charges inégales, comme dans le cas fondamental de la non proportionnalité des cotisations aux risques apportés. Mais elle exclut aussi, toutes charges égales, et la loi l'exprime formellement : « La création d'avantages particuliers pour telle catégorie de leurs membres au détriment des autres. »

En fait, la loi permet ce qu'elle interdit, elle encourage ainsi l'injustice qu'elle proscriit, et cela par les dispositions légales qui permettent, organisent et subventionnent la thésaurisation poursuivie par les Sociétés de secours mutuels sous le nom de fonds commun de retraite inaliénable.

La constitution de ce fonds n'est autre chose que le *déponillement légal* des sociétaires actuels au profit de la société, être impondérable, c'est-à-dire, en réalité au profit des sociétaires futurs. Elle crée en bonne forme « des avantages particuliers pour une catégorie de sociétaires, ceux de *demain*, au détriment des autres, les sociétaires d'*aujourd'hui* ».

Elle instaure une sorte d'assistance mutuelle entre les générations hypothétiques qui se succéderont sous la bannière mutualiste, et fait des sociétaires actuels, déjà impuissants à s'assurer une sécurité complète, les *bienfaisants obligatoires* d'inconnus dont les besoins sont incertains. Elle les prive ainsi très inéquitablement du produit social naturel de leur effort personnel, pour *amoindrir* l'effort des sociétaires de l'avenir, alors que cet *effort individuel*

est le ressort essentiel de l'institution, la condition *sine qua non* de tous les progrès économiques et sociaux qu'on peut en attendre.

Nous n'insistons pas, l'éloquence des chiffres nous convaincra, plus loin, du danger que présente cette mainmorte mutualiste, et nous pensons, d'autre part, que l'assurance contre la vieillesse sera abandonnée un jour par l'assurance mutuelle libre. Elle ne la pratique généralement qu'au moyen de subsides provenant exclusivement de la charité publique et privée, dont les sources ne sont pas intarissables et qui s'épuiseront tôt au tard, rendant ainsi naturellement impossible aux Sociétés de secours mutuels qui la pratiquent cumulativement, la constitution des pensions viagères de retraite.

Elles obtiennent d'ailleurs, actuellement, des résultats dérisoirement insuffisants qui ne justifient pas du tout leur titre de pension de retraite, nous le verrons au chapitre suivant, par l'examen des chiffres officiels les plus récemment publiés.

Quoi qu'il en soit, il demeure vrai que le seul procédé scientifique et juste, recommandable en matière de retraite, c'est l'usage du *livret individuel* ; le seul que doive employer la vraie Mutualité (1),

1. Pour l'étude détaillée et critique du fonds commun- voir l'ouvrage de M. Lépine, *la Mutualité*, Paris, 1903, A. Colin, éditeur.

celui qui donne à chacun de ses adeptes le maximum de profit, de sécurité et de liberté que puisse leur procurer l'assurance mutuelle, c'est-à-dire *tout ce qui lui revient, rien que ce qui lui revient*, conformément à la formule mutuelliste de Proudhon.

La justice au point de vue de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels. — Le progrès social ne pouvant être enraciné que dans le terrain de la justice pour produire tous ses fruits, la justice intégrale, toute la justice humainement réalisable, s'impose à la base de tous les rapports sociaux des mutualistes dans les Sociétés de secours mutuels.

Non seulement *la justice positive* au seuil de l'association, l'égalité de traitement prescrit et sanctionné par la loi, mais encore dans son sein même, *la justice commutative et la justice distributive*.

Nous avons vu que l'échange des obligations de la société et des sociétaires est définitivement réglé par eux-mêmes, que le pouvoir exécutif de ces petites républiques fraternelles a la faculté de prolonger les soins assurés au delà du minimum statutairement garanti, pour des causes et en raison des circonstances dont il est souverainement jugé. La justice *commutative* exige que ces juges s'inspirent toujours du sentiment d'équité le plus scrupuleux, que celui-ci préside sans cesse à leurs délibérations et détermine leurs décisions.

Nous avons également vu que les admissions, les

radiations ou les exclusions, les applications d'amendes infligées pour négligence du devoir social, les allocations extraordinaires à des membres particulièrement éprouvés, aux veufs, veuves, ascendants ou orphelins de sociétaires décédés, font l'objet de délibérations et de décisions sociales. Dans celles ci encore, la justice *distributive* exige que l'équité la plus pure soit la souveraine inspiratrice des volontés de chacun et du jugement de tous.

Sans ce mutuel et absolu respect des droits de chacun par tous, et de ceux de tous par chacun, sans cette *justice intégrale* dans le champ d'action de la Mutualité, le progrès social n'y croitra pas, n'y donnera que de mauvais fruits ; il y déperira.

La fonction éducative des Sociétés de secours mutuels, en un mot, ne sera pas remplie.

La liberté nécessaire à l'accomplissement de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels. — Nous avons déjà touché à cette question au titre science, à propos de la nécessité, pour les sociétés, de se spécialiser dans l'assurance d'un seul risque, afin de laisser à leurs membres la liberté de s'assurer seulement la sécurité qu'ils désirent et dans la mesure qu'ils jugent suffisante. Ce qui se ramène à la libre disposition, pour chacun d'eux, du fruit de son travail.

Il nous reste à examiner maintenant la question de la liberté pour tous les travailleurs salariés

d'entrer dans les associations de prévoyance et d'y rester ou d'en sortir à leur gré. A démontrer que les Sociétés de secours mutuels ne peuvent remplir leur fonction sociale éducative que si la Prévoyance collective qu'elles pratiquent est *libre*, d'abord. Puis, que si tous les membres qui y entrent et en sortent librement, y jouissent également d'une liberté morale complète.

A prouver, en un mot, la supériorité manifeste de la Prévoyance libre sur la Prévoyance dite obligatoire.

La nécessité de la contrainte, au seuil et au sein de l'association d'assurance mutuelle, a été vigoureusement et habilement plaidée. La Prévoyance, dite obligatoire, sous des formes diverses, a ses champions en la personne de commentateurs très qualifiés du mouvement mutualiste, qui ont nettement conclu à la supériorité de la Prévoyance dite obligatoire sur la Prévoyance libre.

Cette opinion a triomphé d'ailleurs, intégralement en Allemagne et partiellement en France, en ce qui concerne les accidents et retraites ouvrières, dans une mesure et sous des formes différentes. En ce qui concerne le risque de maladie, son assurance obligatoire a été préconisée dans la forme très précise d'une incorporation d'office des non-prévoyants, des réfractaires, aux sociétés existantes (1) ; ce qui

1. *L'Assurance obligatoire contre la maladie et les Sociétés de secours mutuels*, Thèse Crochard, Paris, 1902.

n'est autre chose que la substitution de l'association obligatoire à l'association libre d'assurance mutuelle contre la maladie.

Comme on ne peut guère imaginer la dissolution brutale des 18.000 sociétés libres qui fonctionnent aujourd'hui et l'instauration de l'assurance obligatoire purement étatique à leur place, c'est la forme association obligatoire qui nous paraît seule à retenir et la seule discutable.

Nous ne pensons pas que cette conception doive triompher, puisque nous croyons, au contraire, pouvoir forger avec la substance actuelle des Sociétés de secours mutuels, et c'est là le but de notre thèse, non seulement de nombreuses et puissantes associations d'assurance mutuelle contre la maladie, libres, parfaites, capables d'assurer tous les travailleurs salariés, mais encore et surtout, dans leur ensemble, un instrument d'initiation au progrès social, préparant la voie à des émancipations plus complètes, à d'autres libérations de servitudes, morales, économiques et sociales.

Pour que cette démonstration soit concluante, ou tout au moins adéquate à toute la force de notre conviction, nous sommes obligé de la tirer de considérations très générales, relatives à la notion même de liberté, de l'édifier sur une base inébranlable, les assises mêmes de notre Société : les principes de 1789. Nous le ferons le plus brièvement possible.

Mais cela nous semble entièrement rationnel, puisque la nécessité de la liberté, en matière de Prévoyance, n'est qu'une particularité de sa nécessité générale, de son caractère d'aspiration universelle, de droit naturel proclamé par toutes les sociétés civilisées, de sa corrélation étroite, enfin, avec tout *progrès social*.

« La liberté, a dit Veuillot, est le plus précieux de tous les biens de ce monde. »

Et pourquoi la liberté est-elle le bien le plus précieux de ce monde, sinon parce qu'elle procure aux hommes la possession de ce qui est au fond de tous leurs désirs, de toutes leurs espérances : le bonheur.

Le mobile de tous leurs actes, les mouvements incessants de tout leur être se résumant dans cette formule :

Rechercher le bonheur et fuir la douleur, c'est-à-dire aussi : conquérir toutes les libertés et s'affranchir de toutes les servitudes, car la liberté est au bonheur ce que la servitude et la contrainte, fruits de l'autorité, sont à la douleur. Ces rapports symétriquement opposés peuvent rigoureusement s'exprimer par la proportion :

$$\begin{array}{ccc} \text{LIBERTÉ} & & \text{AUTORITÉ} \\ \hline & = & \hline \text{BONHEUR} & & \text{DOULEUR} \end{array}$$

L'histoire de l'humanité n'est qu'une éclatante attestation de l'exactitude de cette proportion, puisque cette histoire n'est au fond que celle de sa perpétuelle et incessante recherche du bonheur, en même temps que celle de ses affranchissements successifs.

Bonheur est donc en quelque sorte synonyme de liberté, puisqu'il a semblé à l'homme qu'il était indispensable et suffisant d'être libre pour être heureux.

L'humanité depuis un temps immémorial a évolutionnellement choisi sa voie, s'est prononcée contre le malheur en faveur de la liberté.

L'être primitif s'affranchit d'abord de la dépendance absolue de la nature en laquelle il se trouvait placé.

Perpétuelles angoisses, ignorance complète, tel fut le lot de l'humanité dans son enfance.

Par une opiniâtreté invraisemblable, l'homme parvint à se soustraire à la tyrannie de la nature. Mais dans l'abri qu'il trouva à cet effet en société, apparut bientôt le despotisme de l'homme sur l'homme, les luttes fratricides individuelles et collectives, *les iniquités morales, politiques et économiques*. La servitude sociale vint s'ajouter aux servitudes antérieures. La servitude matérielle et intellectuelle n'existant plus qu'à l'état de souvenir, *la servitude sociale resta*.

Et dès lors se poursuivit la lutte séculaire inces-

sante du principe de liberté, contre le principe d'autorité.

Or, toute la vie humaine représente l'élimination progressive de l'autorité et l'avènement progressif correspondant de la liberté.

Ce qui justifie les paroles de Veuillot : « La liberté étant le bien le plus ardemment et universellement recherché, est aussi le plus précieux des biens de ce monde. »

D'autres penseurs ont exprimé le même avis :

L'Hôpital dit : « Perdre la liberté, après elle, que reste-t-il à perdre ? La liberté c'est la vie, la servitude, c'est la mort. »

Proudhon : « La perfection économique est dans l'indépendance absolue des travailleurs, de même que la perfection politique est dans l'indépendance absolue des citoyens. »

« On n'élève pas les âmes sans les affranchir », a dit Guizot.

« Dans l'avenir, écrit Émile Girardin, le progrès sera de rétrécir de plus en plus le cercle des lois positives et au contraire d'élargir de plus en plus le cercle des lois naturelles. Toute loi naturelle est un principe qui se vérifie par la justesse de ses conséquences.

» Toute loi positive est un expédient qui se traduit par ses complications. »

Nous pourrions multiplier les citations desquelles

ressortent que de l'avis d'une foule de penseurs comme de l'observation des faits, c'est dans le sens de la liberté que l'évolution se produit.

Il est évident, d'ailleurs, qu'on ne peut guère supposer le contraire ; l'évolution naturelle vers la servitude.

L'humanité a donc compris, inconsciemment souvent, que le mal, que la *douleur* qui l'afflige, n'est que la *servitude* sous toutes ses formes, puisqu'elle n'a pas cessé de la combattre.

Tout a évolué dans le sens de l'affranchissement, de l'émancipation, de la liberté : Propriété, Gouvernement, Justice, Religion, Famille et toutes les institutions qui en découlent.

L'humanité n'est plus en enfance, elle est adulte, elle veut marcher seule, *elle a soif de liberté.*

Mais alors, le *progrès social*, qui est en intime corrélation avec la liberté, puisqu'il n'est autre chose que la conquête du bonheur auquel elle conduit, le progrès social également synonyme en quelque sorte d'accroissement de bonheur, ne peut consister en un accroissement quelconque de *servitude sociale*. A moins d'admettre, avec Platon, que l'État a pour mission d'assurer le règne de la vertu ; nous devons rejeter toute contrainte légale en matière de Prévoyance collective, tout asservissement des associations mutuelles qu'elle a réalisées, l'association étant elle-même une des plus précieuses conquêtes de la

liberté. Nous devons rejeter cette atteinte à leur liberté comme une atteinte au progrès social lui-même, dont les Sociétés de secours mutuels sont une des institutions fondamentales.

La Révolution française, d'ailleurs, n'a pas suivi l'opinion de Platon. Dans la Déclaration des droits de l'Homme, où elle a proclamé, à la face du monde, « que l'oubli ou le mépris de ces droits (ses droits naturels de liberté) étaient les seules causes des malheurs publics », elle n'a pas confondu le point de vue moral et le point de vue politique, elle n'a pas prétendu que l'État devait assurer le règne de la vertu, mais seulement celui de la justice, elle a respecté *les consciences et les opinions*, allégeant d'autant le poids de la servitude sociale.

En matière de Prévoyance surtout, la contrainte nous semble, non seulement attentatoire à nos libertés constitutionnelles, parce qu'elle s'attaque à une *vertu individuelle*, à un *état de conscience* inviolable ; mais irrationnelle, parce que la pratique de cette vertu présupposant un effort individuel *essentiellement spontané*, d'abstinence ou de privation, nécessairement consécutif d'un effort volontaire de production, et cela, malgré l'absence même de la *pression* du besoin qui, économiquement parlant, a *seule* le don de provoquer l'effort, il en résulte que, s'il y a contrainte, surtout légale, il n'y a plus prévoyance, *l'un exclut l'autre*. Cette contrainte nous semble en

outre aussi vaine que souverainement injuste, parce qu'une vertu comme la prévoyance, non seulement ne se décrète pas, mais son inobservation ne se sanctionne pas. On n'inculpe pas la vertu prévoyance à l'homme, en l'apprenant à s'en passer par l'exécution machinale d'une obligation non consentie. Le vocable *Prévoyance obligatoire* est donc un non sens, est *antinomique*, le caractère obligatoire de l'acte d'assurance qu'il implique, *annihilant* l'esprit même de prévoyance dont celui-ci procède quand il est libre, et faisant de la prestation de sécurité, l'acquittement d'un *impôt*, c'est-à-dire une *servitude sociale*, pour l'assuré dont la conscience n'accepte pas l'obligation.

Le triomphe de la prévoyance dite obligatoire, en France, constituerait une œuvre de démoralisation publique, la réalisation de l'égalité par en bas, l'abaissement moral et intellectuel des prévoyants conscients, des prévoyants tout court, qui prêchent d'exemple, la mutilation de la virilité civique qui résulte de la pratique de *l'effort individuel volontaire*, si minime soit-il, et du sentiment correspondant de *responsabilité*.

Le règne de l'obligation équivaldrait au refoulement de toutes les vertus que nous avons trouvées en puissance et en action dans les Sociétés de secours mutuels.

N'est-il pas pratiquement impossible, d'ailleurs

de contraindre des assurés réfractaires, modestes travailleurs salariés, au paiement régulier de leurs cotisations comme cela est indispensable au bon fonctionnement de l'assurance mutuelle, l'instabilité et la précarité de leur condition comme la modicité de la cotisation due, s'opposant matériellement à toute exécution forcée. Il est surtout impossible, à moins de mettre un gendarme près de chacun d'eux, d'astreindre des *sociétaires malgré eux*, à l'accomplissement de leurs devoirs sociaux de délibération, de co-gestion, etc... qu'implique leur rôle d'assurés-assureurs, c'est-à-dire *l'existence même* de ces institutions ; ou de les empêcher de la troubler. Or, c'est de ces réunions, discussions et délibérations que résulte *l'éducation sociale* de leurs membres.

L'obligation et la contrainte au seuil et au sein des Sociétés de secours mutuels les transformeraient, en résumé, en rouages quasi-administratifs, leurs comités en collecteurs d'impôt, en demi-fonctionnaires publics, et les simples membres participants en *assurés automates*.

L'obligation enfin, aboutirait inévitablement à l'anéantissement de toute l'œuvre de relèvement économique, moral et social qu'accomplissent les sociétés libres d'aujourd'hui, et de celle que nous attendons des sociétés régénérées de demain.

Alors que cette œuvre est possible par la seule vertu de *l'éducation générale* préexposée, de *l'exemple*

surtout, et des *réformes* que nous examinerons.

Aussi nous concluons que la contrainte, l'application intégrale du régime de l'assurance ouvrière obligatoire, ne serait pas un progrès, mais un signe et un aveu de *dégénérescence sociale*. Nous en sommes d'autant plus persuadé que nous n'avons pas seul cette opinion.

Elle est partagée par nos aînés et quelques-uns de nos éminents maîtres dont voici la pensée :

M. Cauwès : « l'aptitude à former des associations dans les différentes sphères d'activité est un des principaux signes d'une haute civilisation. Elle fait défaut aux Sociétés primitives et c'est l'une des raisons qui y font pratiquer le régime d'autorité ou de réglementation (1). »

M. Encognère (2) (citation d'un discours de M. Ferrouillat, député à l'Assemblée nationale en 1848.

« Nous pensons que la prévoyance, si utile qu'elle soit aux Sociétés, ne doit pas être imposée. L'autorité en cela ne fait jamais bien.

» Il faut encourager l'ouvrier à s'affranchir lui-même de la misère qui pèse encore sur lui, mais non l'y contraindre par la loi.

» Comment d'ailleurs mettre en pratique un pareil système. Comment saisir le salaire partout où il se

1. Cauwès, *Cours d'Économie politique*, 1903, t. I, p. 120.

2. Encognères, *Les Sociétés de secours mutuels*. Thèse de Bordeaux, 1904.

trouve ? Comment le surveiller, le suivre, l'atteindre, dans ses diverses fluctuations, l'arrêter quand il disparaît, le surprendre à son retour ? »

M. Ch. Guilhauman (1) :

« Quant à la maladie, imperfection regrettable de l'organisme, dont nul n'est responsable, l'État devra laisser à l'individu le soin de se préserver lui-même de ce risque en recourant, s'il le juge utile, aux associations libres de prévoyance qui lui offrent l'assurance de secours médicaux et pécuniaires, et celle plus précieuse de soins fraternels.

» Imposer, comme l'a fait l'Allemagne à l'ouvrier, l'affiliation obligatoire à une Société de secours mutuels ce serait, sans nécessité, car l'on peut espérer de l'exemple, l'extension prochaine de la mutualité au prolétariat tout entier, enlever à ces libres groupements leur caractère philanthropique qui en fait des écoles de morale civique et de solidarité. »

M. Eugène Rostand (2) :

« La contrainte fait disparaître le prix de l'effort d'épargne atteint.

» Annihile le sentiment de responsabilité, le choix donne la liberté de disposer du fruit de son travail.

1. Guilhauman, Thèse de Montpellier, 1901, *les Sociétés de secours mutuels et leur concours à l'assurance ouvrière*.

2. M. E. Rostand, Extrait de son rapport à l'Académie des sciences morales et politiques, 26 octobre 1901, sur « la Prévoyance obligatoire ou libre. »

» Fixe arbitrairement la part de l'épargne.

» Immobilise l'épargne contre tout intérêt pressant (éducation d'enfant), et en détermine une affectation exclusive.

» Constitue une mainmorte.

» L'incertitude du taux d'intérêt détermine des pertes sur les contrats à long terme.

» Nécessite des subventions de l'État avec surenchères.

» Transforme les primes d'assurance en impôt. »

M. Emboulas (1) :

« Il (l'État) doit lui donner une liberté de plus en plus grande, et leur assurer l'existence de cette liberté en les maintenant seulement dans les limites qui lui paraissent être une garantie pour les faibles et les ignorants.

» L'expérience prouve, en effet, que la puissance du développement d'une association et ses résultats sont en raison directe de la liberté à elle reconnue. »

M. Lépine (2) :

« L'emploi de la contrainte et de la force, de la contrainte légale et de la contrainte fiscale, substitué au libre choix de l'individu, est un signe et un agent, non pas de progrès social, mais au contraire de décadence morale et sociale.

1. Thèse de Paris, 1905, *la Mutualité et les Retraites ouvrières*.

2. M. Lépine, *la Mutualité*. Paris, 1903.

» Ce n'est pas en mutilant l'homme, en le mettant en tutelle, qu'on lui enseigne à prévoir et à agir, qu'on le rend plus sage et plus heureux. On ne réussit qu'à le déshabituer de l'effort, à l'en rendre incapable, et on lui donne la conviction qu'il doit tout attendre, non pas de lui-même, mais d'un chimérique État-Providence qui n'existe pas en dehors de lui ».

Mirabeau (1) :

« La Prévoyance libre, école de dignité et d'énergie humaine, implique des mérites, donne des joies, contient une fécondité, crée des forces morales que la prévoyance imposée sera toujours impuissante à connaître. »

Les trois arguments principaux suivants ont cependant été opposés à cette opinion favorable à la « Prévoyance libre » :

1° L'imprévoyance innée, irréductible de la plupart des travailleurs salariés, leur impuissance par conséquent à s'assurer volontairement.

Notre éminent professeur, M. Cauwès (2), répond à ce sujet :

« Il est inexact de prétendre que l'insouciance des ouvriers fait une nécessité de l'assurance obligatoire, puisque c'est par millions que se chiffrent en Europe les membres des Sociétés de secours mutuels. »

1. Extrait du rapport E. Rostand, cité *supra*.

2. Cauwès, *Traité d'économie politique*, t. II, p. 534 et 537.

2° On a invoqué l'exemple de l'Allemagne qui a prétendu réduire les charges de son service d'assistance publique par l'affiliation obligatoire des ouvriers aux Sociétés de secours mutuels.

Dans son rapport déjà cité à l'Académie des Sciences morales et politiques, M. Eug. Rostand (1) écrit à ce sujet (extrait) :

« De l'enquête allemande récente, il résulte que l'assurance obligatoire n'a pas diminué les dépenses de l'assistance publique et même ne les a pas empêchées de croître sur certains points, résultat du caractère déprimant du système. On remarque, en outre, une tendance générale à l'affaiblissement de la bienfaisance privée, la répulsion amoindrie des ouvriers pour l'assistance publique. L'auteur du rapport refuse d'admettre comme postulat l'incurabilité de l'imprévoyance populaire. »

3° L'impuissance de la majorité des travailleurs salariés à bénéficier de la Prévoyance libre, en raison de l'insuffisance de leur salaire, d'où la nécessité de l'assurance obligatoire pour alléger les dépenses d'assistance que détermine leur imprévoyance.

Nous répondons complètement à cette question dans les chapitres suivants où nous rechercherons des ressources et des loisirs qui permettront au prolétariat de remplir tous ses devoirs sociaux dans les Sociétés de secours mutuels.

1. Eug. Rostand, Rapport cité, *supra*, du 26 octobre 1901.

D'ores et déjà, nous estimons que si c'est réellement et *uniquement* l'insuffisance de leur gain qui empêche les travailleurs salariés d'adhérer aux Sociétés de secours mutuels, tel n'est pas le cas pour la majeure partie de ceux qui n'y sont pas encore venus ; la cotisation maladie par exemple variant de 1 fr. 25 à 2 francs par mois, soit 0 fr. 50 par semaine.

Quant aux autres, nous ne concevons pas que le fait de les obliger à s'assurer leur en procure le moyen, puisqu'il ne les enrichit pas d'un sou.

C'est donc aux patrons que l'État devrait alors demander cette contribution sous forme d'impôt. Ne serait-il pas plus rationnel, dans ce cas, de simplifier les choses, les patrons payant directement à leurs collaborateurs un salaire suffisant : *le salaire complet*.

Nous ne pouvons admettre que des hommes qui passent leur vie à travailler dans une branche quelconque de production, ne reçoivent pas en échange de leur labeur, un salaire qui représente en plus de la rémunération exacte du travail journellement accompli, l'indemnité nécessaire pour compenser leur déperdition définitive de force, l'amortissement de leur *capital force-travail*.

Puisque les forces de l'ouvrier ne se reconstituent pas intégralement avec sa subsistance journalière,

l'œuvre de production consommant d'heure en heure une partie de la vie du producteur, ne serait-il pas équitable que le salaire contint les prestations de sécurité qui permettraient aux travailleurs de s'assurer contre les conséquences fatales de ces pertes définitives de force et d'activité. Quand l'État intervient pour en imposer la charge au patron, il ne fait en réalité que *remédier* à l'insuffisance des salaires, et cela, moins heureusement que si ce résultat avait été prévu par le *libre accord* du Travail et du Capital.

Nous y reviendrons et nous verrons ce qu'il est possible d'organiser pour n'avoir pas à réparer.

Il est évident que sans l'affiliation obligatoire de tous les travailleurs salariés aux Sociétés de secours mutuels, ils ne seront jamais tous assurés, malgré l'action des facteurs de développement que nous avons déjà indiqués et de ceux que nous indiquerons encore.

Par conséquent, les réfractaires par nécessité ou par caprice, tomberont définitivement à la charge de la Société, lorsque les risques contre lesquels ils ne sont pas couverts les frapperont.

Et comme nous avons vu, par l'exemple de l'Allemagne, que les dépenses de l'Assistance publique ne diminuent pas du fait de l'affiliation obligatoire, la Société finalement doit se résigner à supporter ces déchets sociaux. Est-ce à dire qu'elle

doive en être consternée ? Nous pensons, au contraire, que cela est dans l'ordre naturel des choses, selon la technique même de l'Individualisme économique régnant.

En effet, Bastiat, dans ses *Harmonies économiques*, nous dit :

« L'intérêt personnel est cette indomptable force individuelle qui nous fait chercher le progrès et qui nous le fait découvrir, qui nous y pousse, l'aiguillon dans le flanc, mais qui nous porte à le monopoliser. La concurrence est cette force humanitaire non moins indomptable, qui arrache le progrès à mesure qu'il se réalise des mains de l'individualité, pour en faire *l'héritage commun de la grande famille humaine* (1). »

La Société *tout entière* donc, bénéficie gratuitement, profite perpétuellement des progrès réalisés par des individualités qui, par leur génie, sont intellectuellement et économiquement *en haut* de l'échelle sociale ; des bienfaits des mieux doués, et des fruits de leur extraordinaire puissance d'action.

N'est-il pas juste, dès lors, que réciproquement elle supporte le poids des déchets sociaux ; de l'impuissance, de l'inaction et des méfaits des moins ou des mal doués, qui sont *en bas* de l'échelle sociale ?

Si l'on oppose que la déchéance des déshérités est

1. *Structure et technique de l'Individualisme économique*, cours des Doctrines économiques de M. Deschamps. Paris, 1913.

leur fait personnel, et qu'ils doivent en supporter seuls les conséquences, la grande famille humaine se désintéressant de leur sort; pourquoi, dirons-nous, la grande famille humaine ne se désintéresse-t-elle pas du sort de l'héritage qui lui échoit par le fait personnel des mieux doués, des plus habiles? Pourquoi accepte-t-elle avec joie *le profit perpétuel de l'utilité gratuite* qu'il lui ont laissé en partage; et non sans regrets, les pertes que lui cause l'impuissance des ignorants et des maladroits? Pourquoi, seulement, le profit définitif des victoires remportées par les héros des batailles économiques d'intérêts individuels ou collectifs, et pas la charge des vaincus, blessés ou invalides?

Pourquoi, enfin, la grande famille humaine qui bénéficie des épargnes formidables accumulées par toutes les générations de croyants et de fanatiques de la Prévoyance dont elle est l'héritière, n'entretiendrait-elle pas les incrédules et les prodiges de sa génération. Alors, surtout qu'elle n'a pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour *assurer leur conversion au culte de la Prévoyance*. Nous croyons avoir surabondamment prouvé la supériorité de la Prévoyance libre sur l'assurance obligatoire, et la nécessité de conserver intactes les libertés dont jouissent les Sociétés de secours mutuels.

Reste la garantie de toute la liberté morale des sociétaires au sein de l'association.

Nous avons déjà touché à la question des membres honoraires dont la présence dans les Sociétés de secours mutuels est d'ailleurs facultative, d'après l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Nous avons conclu, sous le titre *Science*, à leur élimination en raison du caractère essentiellement aléatoire et déprimant de leurs subsides, caractère contraire aux principes scientifiques de l'assurance qui requièrent la couverture du risque uniquement par les primes des assurés.

Nous sommes conduits ici à condamner leur intervention morale, leur participation aux délibérations sociales. Leur présence à ces délibérations ôte, en effet, toute liberté de s'exprimer aux membres participants qui sont généralement *leurs serviteurs* à l'usine ou au magasin en même temps que *leurs obligés* à la Société. De ce fait, un certain nombre s'abstient d'assister aux réunions et d'y prendre la parole à cause de la gêne compréhensible que leur cause la présence de leurs patrons chez lesquels on n'a pas le droit de discuter, mais le devoir *d'obéir*.

Et au fur et à mesure que le cercle des préoccupations des mutualistes s'élargira, comme nous le verrons, pour l'accomplissement de leur tâche émancipatrice, cette gêne s'accroîtra jusqu'à devenir insupportable.

Lorsqu'ils concevront déjà nettement que leur dignité d'hommes libres, la pureté et le succès de

leur œuvre de prévoyance, dépendent de l'accroissement de leur effort pécuniaire individuel, qu'ils sont une force capable d'exiger des salaires suffisants pour y pourvoir, sans accepter l'humiliation d'une aumône quelconque ; en unissant leurs efforts par ailleurs, dans des associations professionnelles, comme ils les unissent si profitablement dans l'association mutuelle de prévoyance ; lorsqu'ils éprouveront le besoin de s'en entretenir, la présence de leurs charitables patrons sera évidemment un obstacle à la liberté de leurs entretiens. S'ils envisagent l'accroissement de leur budget sécurité plus simplement encore, par la réduction de leurs dépenses alimentaires, en s'affiliant à une *coopérative de consommation* ou en créant une, la présence du membre honoraire, négociant en épicerie, ou gros administrateur de Docks à succursales multiples, sera encore un obstacle à leur liberté morale.

Elle l'est déjà en matière d'admissions, de radiations, d'amendes, de secours extraordinaires, etc..., lorsqu'il s'agit du protégé de tel ou tel membre honoraire dont les membres participants sont les obligés.

C'est une erreur, en général, d'invoquer par contre, l'appoint de leurs connaissances techniques, on peut être très bon fabricant ou remarquable négociant, et ignorer l'A B C de la Mutualité. On n'a pas la soif de sécurité qui conduit à la Mutualité, quand

on tient cette sécurité tout entière du privilège de sa naissance ou de son talent. On ne peut pas partager les aspirations de ceux dont on ne partage pas également le sort ; on n'est donc pas à sa *place naturelle* dans leurs fraternelles réunions où la communion des cœurs et des volontés doit être aussi intime que la communauté des intérêts. Un membre honoraire peut être le *protecteur* des mutualistes, nous ne croyons pas qu'il puisse être leur frère en Mutualité.

D'ailleurs, les chefs d'entreprise que sont les membres honoraires ne jouent généralement plus aucun rôle actif dans leurs usines, dans leurs magasins, ou dans leurs bureaux. Les principaux emplois y sont répartis entre les salariés que nous avons trouvés précisément comme membres participants, au titre éducation morale et sociale mutuelle.]

Et ceux-ci suffisent pour assurer la prospérité de leur société qui, une fois établie sur des bases scientifiques, exige de ses administrateurs plus de probité, d'abnégation et de zèle, que de science proprement dite.

La place du patron est donc dans sa fabrique. C'est l'opinion de notre éminent professeur M. Gide (1) qui s'exprime ainsi à ce sujet :

1. Ch. Gide, Rapport à l'exposition internationale de 1900. Introduction, t. VI, p. 129.

« Le patron restera de plus en plus dans l'enceinte de sa fabrique, il n'en sortira plus pour suivre l'ouvrier dans sa maison et pour étendre sur sa vie privée civique ou religieuse une ombre tutélaire. »

Nous n'avons rien à ajouter, puisque c'est là, admirablement résumé, tout, absolument tout ce que nous pensons au deuxième point de vue de la liberté nécessaire à l'accomplissement de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.

CHAPITRE II

L'ACTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ACTUELLE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SON INSUFFISANCE ET SES VICES

I

L'ACTION

Sous ce titre, nous allons, dans un tableau d'ensemble de leur activité, constater comment les Sociétés de secours mutuels s'acquittent de leur fonction économique fondamentale d'associations d'assurances mutuelles et de leurs attributions philanthropiques accessoires déterminées au chapitre précédent.

A cet effet, nous exposerons un relevé général de l'importance et du mouvement de leur personnel, de leur situation financière et de leurs opérations sociales, construit avec des éléments extraits du rapport de M. le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur les opérations des Sociétés de secours

mutuels au 31 décembre 1910 (Annexe à *l'Officiel* du 17 mai 1913).

Pour ne pas obscurcir la vision générale de notre tableau, nous n'y ferons pas figurer tout le détail des chiffres du rapport officiel, nous n'y reproduirons que ceux utiles à la clarté et à la précision de notre sujet.

En ce qui concerne les dépenses, nous grouperons sous la rubrique « Secours » tout ce qui n'est ni assurances, ni frais généraux. Telles sont les allocations aux ascendants, veufs ou veuves et orphelins de membres participants décédés, les frais funéraires, les secours exceptionnels, etc., prévus à l'article premier de la loi du 1^{er} avril 1898.

De même, sous la rubrique « Frais Généraux », nous grouperons les frais de gestion et leur complément élégamment qualifié de « dépenses et paiements divers » dans les rapports fournis à l'Administration par les Sociétés de secours mutuels. Nous n'étudierons pas en détail, mais nous citerons seulement pour mémoire, dans les statistiques générales, l'œuvre des Mutuelles scolaires. Celles ci ne constituant pas, en fait, de véritables Sociétés de secours mutuels, mais des groupes sans cohésion d'aspirants mutualistes, pratiquement négligeables, d'ailleurs, en raison de leur remarquable évaison du giron mutualiste dès qu'ils deviennent adultes. Enfin, nous présenterons l'action des Sociétés de secours mutuels selon le

plan du rapport ministériel afin de faciliter les recherches du lecteur qui voudrait des détails plus précis que ceux compris dans notre travail.

Notre Relevé général sera divisé en quatre parties :

La première comprend un exposé de la situation générale de la Mutualité au 31 décembre 1910, tant au point de vue du nombre des sociétés existantes que de leur effectif, du mouvement de leurs opérations et de leur fortune personnelle.

La deuxième partie a trait aux opérations des sociétés approuvées divisées en quatre catégories :

1° Les sociétés ayant pour but principal le secours en cas de maladie ;

2° Celles qui ajoutent une caisse de retraites aux services de maladie ;

3° Celles dont le but principal est la constitution de retraites ;

4° Celles ayant un autre but principal que la maladie et la retraite, notamment les mutualités maternelles et les sociétés d'assurance en cas de décès.

La troisième partie est consacrée à la constitution des pensions de retraites par les sociétés approuvées, soit à l'aide du fonds commun de retraites, soit par versements sur les livrets individuels de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Cette partie traite également des subventions accordées aux

sociétés et proportionnelles aux versements effectués par elles.

La quatrième partie est réservée exclusivement aux sociétés libres divisées comme les sociétés approuvées d'adultes, en quatre catégories : « Maladie seule, Maladie-Retraite, Retraite seule, autres buts que la Maladie et la Retraite. »

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION GÉNÉRALE DE LA MUTUALITÉ AU 31 DÉCEMBRE 1910 .

Il a été enregistré par la Direction de la Mutualité pendant l'année 1910 : 763 nouvelles sociétés approuvées ; 56 sociétés libres ont également été inscrites sous le régime de l'approbation, ce qui porte le chiffre total des approbations à 819. D'autre part, 54 sociétés existant antérieurement ont disparu, soit par dissolution, soit par fusion avec d'autres sociétés approuvées.

L'augmentation réelle des sociétés approuvées se trouve donc ramenée à 765, représentant 740 sociétés d'adultes et 25 sociétés scolaires.

Il a été créé 53 Sociétés de secours mutuels n'ayant pas demandé l'approbation de leurs statuts. 56 sociétés existantes ont obtenu l'approbation. D'autre part, 60 sociétés libres se sont dissoutes ou ont

fusionné avec d'autres sociétés. Les créations étant de 53, il y a une diminution de 63 sociétés sur le contingent des sociétés libres.

Les deux tableaux suivants représentent le mouvement de ces sociétés depuis 1898 :

SOCIÉTÉS APPROUVÉES

Années	Nombre de sociétés créées	Nombre de sociétés libres approuvées	Nombre des approbations	Nombre de sociétés dissoutes ou ayant fusionné	Augmentation réelle des sociétés
1898.....	349	30	379	18	361
1903.....	696	134	830	61	769
1904.....	899	120	1.019	61	958
1905.....	1.058	116	1.174	68	1.106
1909.....	698	62	760	57	703
1910.....	763	56	819	54	765

SOCIÉTÉS LIBRES

Années	Nombre de sociétés créées	Nombre de sociétés libres approuvées	Dissolutions et fusions	Augmentation ou diminution
1898.....	176	30	37	109
1903.....	234	134	43	57
1904.....	258	120	54	84
1905.....	174	116	58	0
1909.....	94	62	33	1
1910.....	53	56	60	63

Comme le fait ressortir le premier des tableaux qui précède, les sociétés approuvées ont pris un grand développement depuis la loi de 1^{er} avril 1898. C'est en 1904 et 1905 qu'il y a eu le plus de créations.

Par le second tableau, il est facile de se rendre compte que les créations de sociétés libres ont diminué depuis 1904. L'essor de ces sociétés subit incontestablement un temps d'arrêt. Beaucoup de sociétés libres se font approuver, beaucoup aussi se font rayer ou fusionnent ; le nombre de créations ne compense pas celui des disparitions. Au point de vue financier, on constate que si les sociétés libres ont diminué numériquement, leurs opérations ont subi un mouvement ascendant qui s'est accentué chaque année jusqu'en 1909, mais qui, on le verra plus loin, tend à se ralentir en 1910.

La situation de l'ensemble des Sociétés de secours mutuels au 31 décembre 1910 se résume ainsi :

Il y avait, au 31 décembre 1910, 23.275 Sociétés de secours mutuels, dont 20.076 sociétés approuvées (17900 sociétés d'adultes et 2.196 sociétés, scolaires) et 3.170 sociétés libres. Sur ces 23.275 sociétés, 20.791 seulement ont fourni les états sur lesquels est établie la statistique de l'année 1910 :

I. — *Personnel au 31 décembre 1910*

Sociétés	Nombre de sociétés	Nombre de membres participants	Membres honoraire	Total
Reconnues d'utilité pu- (Adultes..	15.832	3.173.464	436.005	3.609.469
blique et approuvées. (Scolaires..	2.153	817.059	46.836	863.895
Libres.....	2.806	379.132	34.736	413.868
Totaux.....	20.791	4.370.655	517.577	4.887.232

II. — *Fortune sociale au 31 décembre 1910*

Sociétés	Fonds de retraites	Fonds libres	Total
Reconnues d'utilité pu- (Adultes..	235.213.034	288.029.824	523.242.858
blique et approuvées. (Scolaires..	25.648.223	7.822.158	33.470.381
Libres.....	»	53.407.375	53.407.375
Totaux.....	260.861.257	349.259.357	610.120.614

III. — Opérations sociales en 1910

Sociétés	Dépenses maladie	Paiements de pensions allocations supplé- ments	Secours	Frais généraux
Reconnues d'u- tilité publique et approuvées. { Adultes..	23.761.611	7.314.200	4.315.065	11.227.128
{ Scolaires.	1.018.102	»	5.172	489.577
Libres.....	3.739.203	1.492.065	1.100.280	2.195.986
Totaux.....	28.518.916	8.806.265	5.420.577	13.812.691

Subventions allouées par l'État aux Sociétés de secours mutuels en 1910. — 1° Subventions de l'État aux sociétés approuvées. Subventions proportionnelles aux versements effectués par les sociétés au fonds commun en 1909

	1.849.291
Subventions PP. aux versements effectués en 1909 par les sociétés sur les livrets individuels de la Caisse nationale des retraites.....	1.312.907 fr. 50
Subventions aux sociétés ne constituant pas de retraites.....	338.101 fr. 50
Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite, mais n'y ayant effectué aucun versement en 1909.	203.344. fr. 50
Subventions aux sociétés allouées à titre de secours.....	2.990. fr. 00
Subventions pour repos d'accouchement.....	4.640. fr. 50

Majoration des pensions de retraites servies sur le fond commun par la Caisse nationale des retraites.....	1.127.063. fr. 50
Bonification d'intérêt des sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignation tant au compte de fonds de retraites qu'en compte-courant.....	5.136.956 fr. 75
Fonds prescrits des caisses d'épargne au 31 décembre 1909 et revenant aux Sociétés de secours mutuels.....	224.086 fr. 15
Total des subventions de l'État.....	10.199.381. fr. 25

DEUXIÈME PARTIE

SITUATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS D'ADULTES APPRouvÉES EN 1910

PREMIÈRE CATÉGORIE. — *Sociétés ayant la maladie pour but principal*

Les Sociétés de cette catégorie ne possèdent généralement pas de fonds commun inaliénable de retraites. Leur but est le secours en cas de maladie. Elles accordent néanmoins à leurs sociétaires des avantages accessoires tels que frais funéraires, secours aux veuves, aux orphelins, aux vieillards, etc...

Les sociétés « maladie » ayant fourni leurs états à l'Administration, sont au nombre de 6.365.

Sociétaires. — Ces sociétés comptaient au 31 décembre 1910, 736.341 membres participants, soit en moyenne de 116 membres par société. Ces 736.341 membres se divisent en 575.086 hommes, 128.695 femmes et 32.560 enfants.

Pour les sociétés de la première catégorie, le nombre des membres honoraires s'élevait à 107.560.

Situation financière des Sociétés de la première catégorie

Recettes. — Les cotisations des membres participants se sont élevées en 1910 à 7.307.014 francs.

Les cotisations des membres honoraires se sont élevées à 999.489 francs. Le total des recettes est de 11.775.518 francs.

Dépenses. — *Dépenses de maladie.* — Les sociétés de cette catégorie ont secouru pendant l'année 1910, 228.728 sociétaires.

Il a été payé par les sociétés pour ces malades 1.704.453 francs aux médecins et 1,751.769 francs en frais pharmaceutiques.

En ce qui concerne les indemnités pécuniaires de maladie, elles ont été payées à 136.436 malades pour 2.695.628 journées de maladie. Elles ont coûté 3.663.625 francs.

L'ensemble des dépenses de maladie s'est élevé

à 7.120.047 francs. Cette somme est inférieure de 186.967 francs au montant des cotisations versées par les membres participants.

Secours. — Les sociétés « maladies » ont accordé à 3.490 veuves et orphelins des secours s'élevant à 325.610 francs ; elles ont acquitté en outre 328.535 francs de frais funéraires pour 5.908 membres décédés pendant l'année. Enfin elles ont donné sur leurs fonds libres 1.555 allocations de vieillesse représentant 72.422 francs et 4.224 allocations à des infirmes, à des incurables, pour une somme de 78.950 francs.

Frais de gestion. — Dépenses et paiements divers. — Les frais de gestion se sont élevés en 1910 à 427.643 francs.

Les dépenses et paiements divers ont atteint 950.375 francs.

Les sociétés maladie, bien que la retraite ne soit chez elles qu'un but tout à fait secondaire, ont effectué au fonds commun de retraites des versements s'élevant à 22.779 francs. Elles ont de plus prélevé sur les fonds libres une somme de 18.273 fr. destinés à être versés sur des livrets individuels.

Total des dépenses. — Le chiffre total des dépenses s'est élevé à 9.344.634 francs. Si on le compare avec le chiffre total des recettes, soit 11.775.518 fr., on constate un excédent disponible de 2.430.884.

Mouvement financier. — Les sociétés dont il s'agit,

par suite de l'excédent de recettes indiqué ci-dessus possédaient au 31 décembre 1910 un avoir disponible de 27.641.182 francs.

2^e CATÉGORIE. — *Sociétés ayant pour but principal la maladie et la retraite.*

Les Sociétés de cette catégorie, comme celles de la précédente ont pour but la maladie. Mais de plus, elles possèdent toutes un fonds commun de retraites destiné au service des pensions aux vieux sociétaires.

Huit mille deux cent quatre-vingt-quinze de ces sociétés ont fourni à l'Administration leurs états statiques pour l'année 1910.

Sociétaires. — Les Sociétés maladie et retraite comptaient, au 31 décembre 1910, 1.369.245 membres participants, soit une moyenne de 165 par société se décomposants en : 1.075.455 hommes, 230.668 femmes et 63.122 enfants. Les membres honoraires s'élevaient au 31 décembre 1910 à 282.221.

*Situation financière des Sociétés
de la deuxième catégorie*

Recettes. — Les cotisations des membres participants se sont élevés, en 1910, à 20.799.000 francs.

Les cotisations des membres honoraires ont atteint la somme de 2.886.332 francs.

Le total des recettes dans cette catégorie s'est élevé à 33.156.539 francs.

Dépenses. — Dépenses de maladie. — Les sociétés assurant le service de maladie et de retraite ont soigné, en 1910, 424.235 malades. Elles ont payé 3.978.169 francs aux médecins et 4.648.268 francs aux pharmaciens.

Enfin, des indemnités pécuniaires de maladie ont été accordées à 240.922 malades pour une somme de 7.675.962 francs représentant 5.621.650 journées de maladie.

L'ensemble des dépenses affectées au service de la maladie s'est élevé à 16.362.399 francs. Les cotisations des membres participants étant de 20.799.003 francs il reste une somme disponible de 4.496.609 francs, susceptible d'être affectée au service de la retraite, dans l'hypothèse où les autres secours seraient couverts par les recettes extraordinaires.

Secours. — Les sociétés maladie et retraite ont alloué en 1910, des secours à 8.695 veuves et orphelins pour 599.920 francs. Elles ont en outre payé 1.199.352 francs de frais funéraires pour 16.601 décès sur un total de 18.227 morts participants décédés pendant l'année.

Enfin, elles ont donné sur leurs fonds libres

18.249 allocations de vieillesse représentant 1.437.814 francs, soit une allocation moyenne de 78 fr. 79 et 7.982 allocations à des infirmes et à des incurables pour une somme de 401.497 francs, soit une allocation moyenne de 50 fr. 43.

Frais de Gestion. — Dépenses et paiements divers.
— Les frais de gestion se sont élevés à 1.579.635 fr. Les dépenses et paiements divers atteignent le chiffre de 2.298.443 francs.

Placement pour la retraite. — Les sociétés de cette catégorie continuent en 1910 à effectuer des versements importants à leur fonds commun des retraites. Elles y ont déposé 3.831.521 francs.

Elles ont en outre versé 725.177 francs sur les livrets individuels de la Caisse Nationale des Retraites.

Total des dépenses. — Les dépenses des sociétés, maladie et retraite, ont atteint le chiffre total de 28.375.758 francs.

Mouvement financier. — Au 31 décembre 1909 ces sociétés possédaient en réserve 90.044.990 francs. Leurs excédents de recettes se sont élevés en 1910 à 4.780.781 francs. Leur avoir disponible, au 31 décembre 1910, a donc été porté à 94.825.771 francs, auxquels il faut ajouter 2.700.000 francs provenant des sociétés qui, par la nature de leurs opérations, ne sauraient être comprises dans la statistique.

L'avoir total des sociétés maladie retraite, est donc de 97.525.771 francs.

3^e CATÉGORIE. — *Sociétés ayant la retraite
pour but principal*

Sociétés et sociétaires. — Les sociétés spéciales de retraites ayant fourni leurs états statistiques en 1910 sont au nombre de 459. Ces sociétés comptaient au 31 décembre 1910, 623.020 membres participants, soit une moyenne de 1.357 membres par société. Les plus importantes sociétés de retraites ont leur siège social dans la Seine. Le nombre des membres participants pour ce département, est de 464.613 sur un total de 623.020. Ces sociétés comptaient, au 31 décembre 1910, 24.206 membres honoraires.

Situation financière des sociétés de la troisième catégorie. — *Recettes.* — Les recettes des sociétés de retraites se sont élevées en 1910, à 15.427.433 frs. Les cotisations des membres participants y figurent pour 7.544.548 francs. Le produit des cotisations des membres honoraires a atteint la somme de 249.031 francs.

Dépenses. — Le total général des dépenses des sociétés de retraites s'est élevé à 9.829.494 francs. A part quelques secours payés aux malades, aux veuves et aux orphelins et quelques dépenses de

funérailles, la principale catégorie de ces dépenses est constituée par le payement d'allocations sur les fonds libres. Le montant de ces allocations atteint, au 31 décembre 1910, 5.281.077 francs. L'allocation moyenne est de 127 fr. 37.

Les versement au fonds commun de retraite, figurent dans le total des dépenses pour 878.305 francs, et les versements sur livrets individuels pour 279.851 francs.

Les frais de gestion et les dépenses et payements divers atteignent le chiffre énorme de 3.115.541 frs.

Mouvement financier. — L'avoir total des sociétés de retraites qui était de 129.185.141 francs au 31 décembre 1909 se trouve porté à 134.783.080 francs au 31 décembre 1910.

4^e CATÉGORIE. — *Sociétés ayant un autre but que la maladie et la retraite*

Cette catégorie a réuni, en 1910, 713 sociétés de buts très divers, on peut la diviser en deux groupes principaux :

1^o *Les sociétés d'assurances au décès ;*

3^o *Les mutualités maternelles.*

Sociétés d'assurances au décès. — Les premières ont pour but principal d'accorder aux familles de leurs membres des allocations en cas de décès. Elles

sont particulièrement nombreuses dans le département de la Seine.

Mutualités maternelles. -- Les sociétés de mutualité maternelle ont pour but spécial d'accorder des indemnités à leurs membres participantes au moment des couches. Moyennant une cotisation, généralement fixée à 3 francs par adhérente, elles allouent pendant quatre semaines après les couches, des indemnités variant de 9 à 12 francs par semaine.

Les sociétés de la quatrième catégorie comptaient, au 31 décembre 1910, 444.858 membres participants et 32.049 membres honoraires.

Situation financière des sociétés de la quatrième catégorie. — Ces sociétés ont perçu de leurs membres participants, des cotisations s'élevant à 3.712.945 francs. Les cotisations des membres honoraires ont atteint la somme de 197.563 francs.

Le total des recettes s'est élevé à 5.982.788 francs.

Les dépenses ont atteint 4.844.832 francs. Sur ces dépenses plus de la moitié, soit 2.548.389 francs, figurent comme dépenses ou paiements divers, cela s'explique par la diversité des buts que ces sociétés se proposent. Les secours aux veuves et orphelins se sont élevés à 1.534.144 francs.

RÉCAPITULATION PORTANT SUR L'ENSEMBLE DES QUATRE CATÉGORIES DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES

La réunion des quatre catégories de sociétés analysées ci-dessus donnent un total de 15.832 sociétés approuvées d'adultes au 31 décembre 1910.

A. — Sociétaires

Ces sociétés comprennent 3.173.464 membres participants qui se répartissent en 2.375.537 hommes, 558.142 femmes, 239.785 enfants.

Il y a lieu de constater en 1910 un mouvement ascensionnel aussi bien dans le nombre des sociétés que dans celui des sociétaires. Voici d'ailleurs un aperçu d'ensemble sur l'évolution des contingents mutualistes depuis 1898.

Mouvement du personnel de 1898 à 1910

Années	Nombre de membres		Total *
	honoraires	participants	
1898.....	244.632	1.279.358	1.523.990
1903.....	313.455	1.770.772	2 084.227
1905.....	367.188	2.541.175	2.908.363
1907.....	397.596	3.013.207	3.410.803
1910.....	436.005	3.173.464	3.609.469

B. — *Situation financière*

Ce chapitre présente la situation financière des sociétés approuvées au point de vue des recettes, des dépenses, dans leurs chiffres et dans leur objet, enfin leur avoir social du 1^{er} janvier au 31 décembre 1910.

Recettes. — Les recettes sont divisées en quatre catégories :

1^o *Recettes ordinaires* : cotisation des membres participants ; 2^o *recettes extraordinaires* ; cotisations des membres honoraires, dons et legs, subventions de l'État, des Départements et des Communes ; 3^o Recettes diverses : droits d'entrée, amendes, encaissements divers ; 4^o Intérêts de fonds placés.

1^o Les 3.173.464 membres participants constatés en 1910 ont acquitté des cotisations pour une somme de 39.363.515 francs.

2^o A. — Les cotisations des membres honoraires ont atteint 4.332.416 francs.

B. — Les autres ressources extraordinaires se répartissent ainsi :

Dons et legs.....	2.480.939
Subventions de l'État.....	879.871
Subventions départementales et communales....	1.318.848
Total.....	<u>4.679.658</u>

3° A. — Les amendes et les droits d'entrée s'élèvent à 1.559.377 francs.

B. — Les recettes et encaissements divers ont atteint 5.079.373 francs, enfin, les intérêts des fonds placés se sont élevés à 11.330.939 francs. En résumé, les recettes faites par les sociétés approuvées en 1910 sont les suivantes :

Cotisations des membres participants.....	39.363.515
Cotisations des membres honoraires.....	4.332.416
Dons, legs et subventions.....	4.679.658
Amendes et droits d'entrée.....	1.559.377
Recettes et encaissements divers.....	5.075.373
Intérêts des fonds placés.....	11.330.939
Total.....	<u>66.343.278</u>

Dans le total des recettes, les cotisations des membres participants figurent pour 59, 33 o/o ; celles des membres honoraires, pour 6,53 o/o ; les subventions, dons et legs, pour 7,06 o/o ; les droits d'entrée et les amendes, pour 2,35 o/o ; les recettes et encaissements divers, pour 7,65 o/o ; les intérêts des fonds placés, pour 17,08 o/o.

Le tableau ci-dessous résume le mouvement des différentes catégories de recettes depuis 1898 :

Années	Cotisations des participants	Membres honoraires	Subventions dons et legs	Recettes et encaissements divers	Intérêts des fonds placés
1898..	17.890.203,64	2.568.448,69	2.253.217,30	2.594.969,38	3.670.175
1904..	25.323.422,62	3.374.769,13	3.070.831,64	4.931.883,33	5.958.269
1906..	31.885.776	3.833.643	3.102.038	6.273.643	8.191.665
1908..	36.735.850	4.333.240	3.435.799	7.363.759	12.399.544
1910..	39.363.515	4.332.416	4.679.658	6.635.750	11.330.939

Dépenses. — La loi du 1^{er} avril 1898 a défini limitativement dans son article premier les buts que peuvent poursuivre les Sociétés de secours mutuels. Chacune de ces catégories de dépenses sont envisagées ci-après en indiquant pour les unes et les autres les opérations sociales qu'elles ont permis d'effectuer.

1^o *Dépenses de maladie.* — En 1910, 666.223 membres participants y ont fait appel sous une forme ou sous une autre, ce qui représente une proportion de malades de 20,99 o/o sociétaires.

A. — *Honoraires de médecins et frais pharmaceutiques.* — En 1910, les sommes payées par les sociétés approuvées ont été de 5.693.855 francs, pour les honoraires médicaux et de 6.410.830 francs, pour les frais pharmaceutiques.

B. — *Indemnités de maladie.* — 387.157 membres participants ont reçu, en 1910, des indemnités de maladie représentant 8.502.859 journées de maladie et une somme de 11.657.726 francs.

En résumé, les dépenses totales de maladie s'élèvent à 23.761.611 francs. Le nombre des malades étant de 666.283, la dépense moyenne par malade est de 35 fr. 66.

2° *Dépenses pour la constitution des pensions.* — La loi du 1^{er} avril 1898 donne aux Sociétés de secours mutuels approuvées la faculté d'assurer à leurs membres, de retraites, soit à capital réservé au profit des sociétés par la constitution d'un fonds commun des retraites, à la Caisse des dépôts et consignations, soit à capital réservé ou aliéné par versements effectués sur les livrets individuels de la Caisse nationale des retraites, soit par voie d'allocations annuelles prises sur les fonds libres.

En 1910, les sociétés d'adultes ont effectué à leur fonds commun de retraites, des versements s'élevant à 4.736.788 francs.

En ce qui concerne les allocations sur les fonds libres, il a été servi en 1910, 73.746 pensions représentant 7.314.200 francs d'arrérages, soit une moyenne de 99 fr 23.

Les versements sur livrets individuels se sont élevés à 1.030.926 francs. •

3° *Frais funéraires.* — 39.678 membres participants sont décédés pendant l'année 1910. Il a été versé à leurs familles 1.608.488 francs.

4° *Secours aux veuves et aux orphelins.* — En 1910, il a été accordé des secours à 20.677 veuves et

orphelins. Les sommes versées ont atteint 2.706.577 fr.

5° *Secours aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.* — Les sommes versées aux vieillards et infirmes figurent au chapitre des allocations sur fonds libres qui s'élèvent à 7.314.200 francs.

Sur cette somme, 6. 598. 290 francs ont été versés à 60. 811 vieillards; 715. 910 francs ont été versés à 12.935 infirmes et incurables.

6° *Frais de gestion.* — Les frais de gestion se sont élevés en 1910 à 2.796.034 francs, soit 5.34 o/o du total des dépenses. La proportion était en 1909 de 5.11 o/o.

7° *Dépenses ou paiements divers.* — Ces dépenses, non spécialisées, forment un total de 8.431.094 fr., soit 16.09 o/o du total des dépenses.

Il y a lieu de constater ici une augmentation de 2.842.689 francs sur le chiffre de 1909.

Résumé des dépenses et des opérations sociales

L'ensemble des différentes dépenses faites par les sociétés approuvées en 1910 et qui viennent d'être analysées est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

1° Dépenses de maladie :

Honoraires des médecins...	5. 693. 855.	
Frais pharmaceutiques....	6. 410. 030.	
Indemnités pécuniaires....	11. 657. 726.	
		23. 761. 611.

2° Dépenses pour la retraite :

Versements au fonds commun	4. 736. 788.	
Versements sur livrets indiv	1. 039. 926.	
Allocations payées sur fonds libres aux vieillards.....	6. 698. 290.	
Aux infirmes, aux incurables.	<u>715. 910.</u>	13. 090. 914.
3° Secours aux veuves et orphelin Frais funéraires	2. 706. 577. <u>1. 608. 488.</u>	4. 315. 065.
4° Frais généraux. Gestion.	2. 796. 034.	
Dépenses et paiements divers.....	<u>8. 431. 094.</u>	11. 227. 128.
Total		<u>52. 394. 718.</u>

Dans ce total la maladie figure pour 45,35 0/0 ;
les retraites pour 24,98 0/0, les secours pour 5,17 0/0,
les frais funéraires pour 3.07 0/0 ; les frais de gestion
et dépenses diverses pour 21,43 0/0.

*Résumé de la Situation financière des sociétés
approuvées au 31 décembre 1910*

Au 1 ^{er} janvier 1910, les sociétés dont il s'agit possédaient des capitaux placés ou en caisse pour.....	271. 382. 264
Les recettes de l'année se sont élevées à.....	66. 342. 278.
Les dépenses ont atteint.....	<u>52. 394. 718.</u>
Soit un excédent de recettes de	13. 947. 560
qui a porté leur avoir dispo- nible à.....	285. 329. 824

auxquels il faut ajouter,
comme provenant de sociétés,
qui, par la nature de
leurs opérations ne saur-
aient être comprises dans

la statistique.....	2. 700. 000
Total	288. 029. 824

La fortune des sociétés approuvées au 31 décembre 1910
est la suivante :

Placements aux fonds de retraite.....	235. 213. 034
Placements aux fonds libres	288. 029. 824
Total.....	523. 242. 858

III PARTIE. — FONDS COMMUN DE RETRAITES ET VERSEMENTS SUR LES LIVRETS INDIVIDUELS DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES PAR LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES (ADULTES ET SCOLAIRES)

Fonds commun de retraites. — Le décret du 26 avril 1856 a organisé une caisse de retraites pour les sociétés de secours mutuels, en leur donnant la faculté de constituer un fonds spécial inaliénable à la Caisse des dépôts et consignations au taux de 4.50 o/o Dans le but d'aider au succès de cette création, le gouvernement affecta une somme de 200.000 francs imputable sur les intérêts disponibles de la dotation, à l'attribution de subvention aux sociétés qui prendraient en assemblée générale l'engagement de consacrer à la retraite une portion de leur capital de réserve.

Le fonds commun de retraite ainsi créé grossit très rapidement. Vingt ans après sa création, il dépassait les fonds de réserve des Sociétés de secours mutuels, il s'élevait en 1877 à plus de 30 millions. En 1897, à la veille du vote de la loi de 1898 sur les Sociétés de secours mutuels, il atteignait près de 128 millions. A la fin de 1910, le fonds commun atteint le chiffre de 252.674.606 francs. Il a donc progressé de près de 125.000.000 en douze ans.

Dons et legs spécialement affectés. — La loi du 1^{er} avril 1898 permet aux Sociétés de secours mutuels de recevoir, avec l'autorisation du préfet, des dons et legs mobiliers.

L'état ci-après reproduit le montant annuel des dons et legs affectés au fonds de retraites :

1898...	120.511	1904...	208.088	1906...	193.558
1908...	397.688	1910...	203.716		

Subventions de l'État. — Chaque année, l'État, en vertu des articles 21 et 26 de la loi du 1^{er} avril 1898 accorde des subventions aux sociétés approuvées possédant un fonds de retraite. Ces subventions sont allouées de deux façons : 1^o En raison de l'effectif des sociétés et du montant de leurs versements au fonds de retraites ; 2^o Sous forme de bonifications d'intérêts pour porter à 4,50 o/o le taux d'intérêt servi au fonds commun par la Caisse des dépôts et consignations.

1° *Subventions proportionnelles.* — Le tableau suivant représente le sommes allouées depuis 1898 :

1898.	1.153.448	1906.	2.303.215	1910.	1.849.291
1904.	1.999.358	1908.	1.830.903		

Bonifications d'intérêts. — Les bonifications effectuées depuis 1898 ont entraîné la dépense suivante :

1898.	414.998	1906.	1.438.831	1910.	1.909.115
1904.	1.229.490	1908.	1.669.850		

3° *Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne* : les fonds prescrits au 31 décembre 1908 et revenant aux Sociétés de secours mutuels en 1910 s'élevaient à 224.086 fr. 15. Cette somme n'a pas été répartie au cours de l'année 1910.

Payement des pensions. — Le service des pensions sur le fonds commun inaliénable est assuré sous deux formes :

1° Les pensions peuvent être constituées par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites, qui a reçu cette attribution en vertu des articles 4 et 5 du décret du 26 avril 1856 et de l'article 23 de la loi du 1^{er} avril 1898.

2° Elles peuvent également être servies directement par la société à l'aide d'un prélèvement sur les intérêts dudit fonds.

Nombre total des pensions. — Il y avait, au 31 dé-

cembre 1910, 61.743 pensionnaires et les arrérages annuels qui leur ont été versés s'élevaient à 3.799.117 francs.

Il faut ajouter à ce chiffre de 3.799.117 francs le montant des bonifications servies par l'État s'élevant à 1.025.173 francs, ce qui donne un total de 4.824.200 francs.

Pensions constituées en 1910. — Dans le total des pensions indiquées ci-dessus sont comprises, 6.769 pensions liquidées au cours de l'exercice 1910 par 2.036 sociétés. Le capital constitutif de ces pensions a été de 11.968.953 francs, représentant 418.919 fr. d'arrérages.

Les bonifications accordées par l'État sous forme de crédit budgétaire se sont élevées en 1910 à 118.813 francs, représentant un capital de 1 million 127.063 fr. 45.

Le capital constitutif des pensions pour l'année 1910 s'étant élevé à 13.096.016.45, les 6.769 pensions ci-dessus représentent 537.732 francs d'arrérages, bonifications comprises, soit une moyenne de 79 fr. 44 par pension.

Quotités des pensions liquidées en 1910. — 75,720/0 de ces pensions sont inférieures à 100 francs et 24,28 0/0 dépassent ce chiffre

Âges des pensionnaires pour les pensions constituées en 1910. — Aux termes de la loi de 1898, les titulaires des pensions constituées au moyen du

fonds commun doivent être désignés parmi les membres âgés de plus de cinquante ans. L'âge moyen auquel l'attribution de ces pensions a lieu est beaucoup plus élevé. Il a été en 1910 de soixante-quatre ans huit mois en moyenne générale.

2° *Pensions servies directement à l'aide des intérêts des fonds communs.* — 1.117 sociétés ont servi des pensions sur les intérêts des fonds communs en 1910. Le nombre des pensions servies s'est élevé à 29.396. Le total des sommes prélevées sur les intérêts du fonds commun, pour assurer le service des pensions, a atteint 2.338.579 francs.

Il résulte de ces chiffres que la pension moyenne a été de 79 fr. 55.

Pensions constituées par un titre de rente de la Caisse des Retraites.

Désignation		Nombre de pensionnaires	Montant des pensions	Moyenne des pensions
Années	1898.....	42.922	3.059.456	71,27
	1904.....	51.010	3.724.628	72,99
	1906.....	55.018	4.005.894	72,81
	1908.....	58.649	4.360.117	74,35
	1910.....	61.743	4.824.290	78,14

Pensions servies sur les intérêts du fonds commun.

Désignation		Nombre de pensionnaires	Montant des pensions	Moyenne des pensions
Années	1903.....	14.236	1.156.044	81,20
	1905.....	17.429	1.401.624	80,42
	1907.....	21.611	1.627.975	75,33
	1909.....	26.781	1.989.460	74,29
	1910.....	29.396	2.338.579	79,55

Allocations sur les fonds libres 1898-1910

Années	Nombre de sociétés	Nombre de pensionnaires	Montant des allocations	Moyenne des allocations
1898.....	1.151	26.532	2.169.264,91	81,75
1904.....	1.725	52.314	4.049.141,39	75,48
1906.....	1.862	71.650	5.420.341	75,65
1908.....	2.021	94.984	7.595.617	79,96
1910.....	2.978	73.746	7.314.200	99,18

II. — *Livrets individuels de la Caisse nationale des retraites.* — La loi du 1^{er} avril 1898 a autorisé les Sociétés de secours mutuels à constituer des pensions par le livret individuel de la Caisse nationale des retraites. Cette faculté a été principalement utilisée par les sociétés scolaires.

Nombre des sociétés utilisant le livret individuel. — Leur nombre s'est élevé en 1910 à 2.424. Ce chiffre comprend 725 sociétés d'adultes. Ce sont surtout les caisses de retraites constituées dans les Syndicats agricoles.

Livrets et versements. — Les 2.424 sociétés précitées ont fait des opérations sur 710.561 livrets. Le montant des versements effectués au moyen du produit de la cotisation a atteint la somme de 2.681.920 fr.

Versements et subventions. — En ce qui concerne la répartition de 1910 correspondant aux versements effectués en 1909, les sommes allouées se sont élevées à 1.312.907 fr. 50.

QUATRIÈME PARTIE

SITUATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS LIBRES EN 1910

Il existait, le 31 décembre 1910, 3179 sociétés libres. Sur ce nombre, 2806 ont fourni le compte rendu de leurs opérations pendant l'année 1910. Il y a lieu de remarquer que la grande majorité des sociétés libres ont pour but principal la maladie seule, alors que pour les sociétés approuvées, la catégorie « Maladie et Retraite » est la plus importante. C'est ainsi que sur un total de 2806 sociétés, on compte, en 1910, 2209 sociétés assurant le service maladie, 287 socié-

tés faisant le service maladie et retraite, 73 de retraites et 237 ayant un autre but que la maladie ou la retraite.

A. — Les sociétés de la première catégorie comptent 207.202 membres participants sur 379.132, total des membres participants des quatre catégories. Ces 207.202 membres se répartissent en 164.672 hommes, 34.425 femmes et 8.105 enfants.

Les cotisations versées par les sociétaires de cette catégorie s'élèvent à 2.794.387 francs, soit une moyenne de 13 fr. 48.

Les dépenses de maladie ont atteint le chiffre de 2.960.414 francs, soit une moyenne de 14 fr. 29. Il y a donc, entre la cotisation de chaque membre et la dépense, une différence en moins de 81 centimes.

B. — Les sociétés de deuxième catégorie (Maladie-Retraite) se composent, au 31 décembre 1910, de 51.672 membres participants, soit 45.666 hommes, 4.720 femmes et 12.286 enfants.

Les cotisations des membres des sociétés maladie et retraite se sont élevées à 1.076.541 francs, soit une moyenne de 20 fr. 83. Les frais de maladie, pour les sociétés de cette catégorie, se sont élevés à 731.223 fr. et il a été payé 416.142 francs de pensions viagères, soit au total, 1.147.365 francs, ce qui fait une moyenne de 22 fr. 01. On voit, par les chiffres qui précèdent, que les dépenses, pour cette catégorie,

dépassent de 70.824 francs le produit des cotisations.

C. — La troisième catégorie (retraite seule) comprend 51.106 membres participants (33.873 hommes, 16.183 femmes et 1050 enfants).

Pour cette catégorie, les cotisations s'élèvent à 1.968.282 francs, soit une moyenne de 38 fr. 51.

Ces sociétés ont payé en 1910, les arrérages de 5.453 pensions s'élevant à la somme totale de 1.053.201 francs, dont 932.187 payés par le département de la Seine.

D. — Enfin, les sociétés ayant un autre but que la maladie et la retraite (assurances au décès principalement), et formant la quatrième catégorie, comptent au 31 décembre 1910, 69.152 membres participants. Les cotisations de 69.152 sociétaires se sont élevées à 965.853 francs.

Les dépenses afférentes à cette catégorie comprennent principalement les secours aux veuves et aux orphelins. Elles se sont élevées en 1910, à 600.476 francs.

Résumé des opérations en 1910 de l'ensemble des sociétés libres sociétaires. — Les 2.806 sociétés précitées comprenaient, au 31 décembre 1910, 379.132 membres participants (297.322 hommes, 70.540 femmes et 11.270 enfants) et 34.736 membres honoraires.

Situation financière. Recettes. — Le chiffre des

cotisations s'est élevé à la somme totale de 6 millions 805.063 francs pour 379.132 membres participants, soit une cotisation moyenne de 17 fr. 94 par membre.

Voici d'ailleurs un tableau représentant, dans leur détail, toutes les recettes des sociétés libres :

Cotisations des membres participants.....	6 805.063
Cotisations des membres honoraires.....	491.221
Subventions	513.731
Dons et legs.....	952.364
Droits d'entrée.....	127.814
Amendes.....	129.300
Recettes ou encaissements divers	798.252
Intérêts des fonds placés.....	<u>1.744.395</u>
Total.....	11.562.140

Le tableau suivant indique le mouvement des recettes depuis 1898 :

Années	Cotisations des membres		Subven- tions dons et legs	Intérêts des fonds placés	Recettes et encaisse- ments divers
	participants	honoraires			
1898.....	5.255.669	389.474	1.302.760	1.460.402	920.765
1904.....	5.697.379	513.398	1.459.694	1.518.904	2.108.419
1906.....	5.631.920	490.394	1.597.546	1.589.899	1.426.473
1908.....	6.562.588	514.318	1.370.358	1.512.386	1.056.339
1910.....	6.805.063	491.221	1.466.095	1.744.395	1.055.366

Dépenses. — 1° *Dépenses de maladie.* — Le nombre des malades s'est élevé en 1910, à 100 139,

représentant comme soins donnés, une somme de 3.739.203 francs. Cette somme se répartit comme suit :

Honoraires médicaux : 604.817 francs ; frais pharmaceutiques 784.153 francs ; indemnités pécuniaires de maladies 2.350.233 francs. Cette somme a été employée à secourir 70.496 malades.

2° *Depenses pour constitutions de pensions.* — En 1910, il a été servi par les sociétés libres 8.926 pensions, représentant une somme totale de 1.492.065 fr. soit 167 fr. 16 par pensions.

En outre, les sociétés dont il s'agit ont versé sur livrets individuels de leurs sociétaires 34.721 francs.

3° *Frais funéraires.* — 5.432 sociétaires sont décédés pendant l'année 1910 ; il a été payé des frais funéraires représentant une somme de 202.402 fr.

4° *Secours.* — Secours aux veuves et aux orphelins :

Pour 2.665 veuves et orphelins secourus, il a été dépensé 748.159 francs. Secours aux vieillards, aux infirmes et aux incurables : Il a été secouru en 1910 3.380 vieillards et 2.472 infirmes. Pour les premiers, il a été effectué une dépense de 98.825 francs et pour les seconds, une dépense de 50.894 francs.

5° *Frais de gestions et dépenses diverses.* — Les dépenses pour frais de gestion se sont élevées en 1910, à 382.458 francs et les dépenses diverses ont atteint le chiffre de 1.713.528 francs, ce qui fait, pour

les premières, une moyenne de 4,52 o/o et pour les secondes, une moyenne de 20,25 o/o.

Résumé des Dépenses et Opérations sociales

1° Dépenses de maladie :

Honoraires des médecins.....	604.817	
Frais pharmaceutiques	784.153	
Indemnités pécuniaires	<u>2.350.233</u>	
Total.....		3.729.203

2° Dépenses de retraites :

Pensions viagères.....	1.492.065	
Versements sur livrets ind.....	34.721	
Secours aux vieillards.....	98.825	
Secours aux infirmes et incurables.....	<u>50.894</u>	
Total.....		1.676.505

3° Secours :

Veuves et Orphelins.....	748.159	
Frais funéraires.....	<u>202.402</u>	
Total.....		950.560

4° Frais généraux :

Gestion.....	382.458	
Dépenses et payments divers...	1.713.528	
		<u>2.095.986</u>
Total.....		8.462.255

Résumé de la situation financière des sociétés libres au 31 décembre 1910. — La situation financière des sociétés libres se résume ainsi :

Capitaux placés au 1 ^{er} janvier 1910.....	50.308.120	
Recettes en 1910... 11.562.140	} exc. de rec.	3.099.885
Dépenses en 1910... 8.462.255		
Fortune totale des sociétés libres.....		53.407.375

Pour compléter la documentation qui précède sur le mouvement du personnel des Sociétés de secours mutuels nous y ajoutons les tableaux ci-dessous :

*Mouvement du personnel des sociétés approuvées
avant 1898 suivant le rapport Waldeck-Rousseau
de 1901*

Années	Sociétés	Effectif total
1860.....	2.274	317.114
1870.....	4.277	628.588
1880.....	4.958	763.470
1890.....	6.674	1.063.801
1898.....	8.572	1.447.219

*Mouvement du personnel des sociétés autorisées
antérieur à 1898*

Années	Sociétés	Effectif total
1860.....	1.708	217.479
1869.....	1.741	248.355
1880.....	1.987	297.224
1890.....	1.470	338.394
1897.....	3.114	369 303

*Récapitulation comparative de la situation du personnel
et des finances des Sociétés de secours mutuels d'adultes
approuvées ou reconnues d'utilité publique et libre
en 1898 et en 1910.*

Désignation	1898	1910
Nombre total des sociétés approuvées et libres.....	11.825	18.638
Nombre total des membres honoraires et participants	1.909.284	4.023.037
Fortune sociale.....	278.755.397 fr. 55	576.650.258 francs

Ce tableau atteste le remarquable développement des Sociétés de secours mutuels en France de 1898 à 1910.

Nous venons de visiter le rez-de-chaussée de l'édifice mutualiste, il nous reste à en connaître les étages supérieurs.

Organisation supérieure. — Au-dessus de ces milliers de sociétés éparpillées sur tout notre territoire, dont nous avons scruté la vie et récapitulé l'action incontestablement bienfaisante, existent des associations mutualistes d'ordre supérieur, du deuxième degré ; organismes coordinateurs en lesquelles elles se groupent régionalement.

La loi du 1^{er} avril 1898, dans son titre premier contenant les dispositions communes à toutes les

sociétés, les a prévues et a fixé leurs attributions dans son article 8 ainsi conçu :

ARTICLE 8. — Il peut être établi entre les Sociétés de secours mutuels, en concernant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions, ayant pour objet notamment : *a)* L'organisation en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article premier, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière.

b) L'admission des membres participants qui ont changé de résidence ;

c) Le règlement de leurs pensions viagères de retraite ;

d) L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment, la création de Caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long termes et les maladies de longue durée.

e) Le service des placements gratuits.

En fait, ces Unions doivent remédier à l'insuffisance du nombre, à l'éparpillement des effectifs, au manque de cohésion préexistant et qui est encore si préjudiciable à la Mutualité.

Elles doivent compléter l'œuvre des associations du premier degré et leur bureau doit être un Comité consultatif, un centre d'étude, d'action, à la fois un conseil et un arbitre, parachevant, orientant, par l'agglomération du nombre et la centralisation des talents, l'œuvre ébauchée par les sociétés qu'elles unissent.

Elles sont généralement départementales, soit formées de sociétés exclusivement libres ou approuvées d'un même département, ou spéciales comme l'Union des Mutualistes scolaires.

Les Unions départementales peuvent elles-mêmes se fédérer, et ont en fait formé quatre Fédérations régionales d'Unions : 1^o Seine, siège social à Paris ; 2^o Sud-Est, à Lyon ; 3^o Centre, à Saint Étienne ; 4^o Sud-Ouest, à Bordeaux.

Au sommet de l'édifice enfin, se trouve la Fédération nationale de la Mutualité française dont l'action s'étend sur 70 départements.

Cette Fédération nationale a pour but :

1^o D'aider à la création, au développement et au progrès de toutes les sociétés et de tous les groupements mutualistes placés sous le régime de la loi du 1^{er} avril 1898 ;

2^o De provoquer la création de tous les services supérieurs de la Mutualité, et de compléter ainsi l'œuvre des Unions départementales ou des Fédérations régionales.

La cotisation sociale n'est que de 0 fr. 50 par société affiliée.

On peut encore citer comme coopérant à l'œuvre générale mutualiste :

1^o L'Union nationale des présidents de sociétés ;

2^o La Ligue nationale de la Prévoyance et de la Mutualité reconnue d'utilité publique, qui a pour

but de propager et d'appliquer les idées de prévoyance et de mutualité dans toute la France. Elle publie un bulletin mensuel technique ;

3° Le Musée social qui renseigne gratuitement sur toute espèce d'organisations et d'institutions sociales. Il a son siège à Paris et y publie un bulletin mensuel.

L'ensemble de ces institutions, est en contact fréquent dans des congrès qui sont les grandes assemblées nationales de la Mutualité et où toutes les questions d'intérêt général se discutent et se résolvent.

En dehors des Congrès Régionaux, des Congrès nationaux ont eu lieu tous les trois ans depuis celui de Lyon en 1883, le dernier à Montpellier en 1913.

Enfin en 1900, à l'occasion de l'Exposition Universelle, un grand Congrès international de la Mutualité a été tenu.

Et dans ces grandes assises mutualistes s'élaborent évidemment des documents inépuisables en matière de Prévoyance et de Mutualité.

La Mutualité est officiellement représentée auprès des Pouvoirs publics par le Conseil supérieur des Sociétés de Secours Mutuels dont la composition et les attributions sont réglées par les article 34 et 35 de la loi du 1^{er} avril 1898 et par les décrets du 2 mai 1899, du 13 juin 1899, et du 14 avril 1902.

Il est présidé par le Ministre du Travail.

Il donne notamment son avis sur toutes les dispositions réglementaires concernant les Sociétés de secours mutuels et la répartition des subventions.

Un groupe de la mutualité existe à la Chambre des députés et un autre au Sénat.

Enfin, l'ensemble des sociétés régies par la loi du 1^{er} avril 1898 est rattaché au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale dont il constitue la direction de la Mutualité et où doivent être adressées toutes les communications émanant des mutualistes.

Nous connaissons maintenant ce qu'est, *en fait*, l'action économique des Sociétés de secours mutuels, leur organisation et les moyens dont elles disposent.

Elles existent depuis un demi-siècle. *Leur action économique et sociale a-t-elle été ce qu'elle doit être ?*

II

SON INSUFFISANCE

Pour répondre à cette question il faut examiner de près le relevé général de l'action des Sociétés de secours mutuels que nous venons de produire. Et il suffit de comparer son contenu avec les exigences du nombre, de la science, de la justice et de la liberté que nous avons établies dans le chapitre précédent.

Cette comparaison nous apprendra si leur action

actuelle constitue *en fait* l'exercice régulier et intégral de leur fonction économique fondamentale, et de leur fonction sociale éducative ; ou si elle est, au contraire, insuffisante et viciée.

Nombre. — Quant à la nécessité du nombre, si l'on s'en tient à l'observation des chiffres portés aux tableaux 1, 2 et 3, relatifs à la situation générale des Sociétés de secours mutuels au 31 décembre 1910, on en éprouve une impression de puissance plutôt que d'insuffisance, 20,791 Sociétés groupant près de 5 millions de membres et possédant une fortune totale de plus de 600 millions, alors que la mutualité en 1850, à ses débuts, ne réunissait que 250.000 membres dans 2.500 Sociétés, cela semble un résultat aussi imposant que satisfaisant. D'autant plus que le rapport officiel qui fournit ces chiffres ajoute que le nombre de 20.791 est inférieur au nombre réel, 23.275 Sociétés, toutes n'ayant pas fourni les états sur lesquels est établie la statistique de l'année 1910.

On serait victime d'un mirage si l'on restait sous l'impression de cet examen superficiel.

Tout d'abord, en effet, il y a lieu de déduire de ces totaux, les aspirants mutualistes en tutelle dans les mutuelles scolaires, soit 2.153 Sociétés comptant un personnel de 864.000 membres, ainsi que les 470.000 membres honoraires des sociétés d'adultes qui sont des bienfaiteurs et non des mutualistes.

Ensemble donc, 1.334.000 personnes, ce qui ramène l'effectif total mutualiste à 3.676.000 sociétaires assurés.

Ces assurés n'appartiennent pas tous à la population ouvrière proprement dite, quoique salariés en grande majeure partie, mais *employés* ou ouvriers. Or, si l'on évalue à 15 millions de personnes la population ouvrière adulte, celle que la Mutualité a surtout pour mission d'assurer, on est obligé de reconnaître qu'une trop faible portion de cette population bénéficie de ses bienfaits. Il faut même dire, pour être juste, d'une partie de ses bienfaits, car si les Sociétés de secours mutuels ont la faculté d'assurer leurs sociétaires contre les risques de maladie, vieillesse, accidents et décès ; en réalité, elles n'assurent pas tous leurs membres contre tous ces risques.

Dans cet ordre d'idées, nous constatons que les sociétés approuvées de la quatrième catégorie, celles qui ont un autre but que la maladie ou la retraite, n'assurent soit au décès, soit au point de vue mutualité maternelle, que 445.000 personnes, femmes et enfants.

Que d'autre part, les sociétés libres ayant le même n'en assurent que 69.000.

Au total donc, 514.000 assurés pour ces deux branches. L'excédent de l'effectif total mutualiste, c'est-à-dire environ 3.152.000 sociétaires n'est pas assuré à la fois contre la maladie et la vieillesse.

En effet, au point de vue maladie :

Les sociétés approuvées de la première catégorie, ayant pour but principal la maladie, n'assurent que... 736.000 membres dont $\frac{3}{4}$ hommes et $\frac{1}{4}$ femmes et enfants.

Celles de la deuxième catégorie (maladie et retraite)..... 1.369.000 membres de même composition.

Les sociétés libres de la première catégorie... 207.000 membres dont $\frac{3}{4}$ hommes et $\frac{1}{4}$ femmes et enfants.

Enfin celles de la deuxième catégorie..... 51.500

Ce qui fait un total de... 2.363.500 membres seulement assurés contre la maladie.

D'autre part, en ce qui concerne la constitution de pensions viagères de retraites tout l'effectif mutualiste n'est pas davantage couvert.

En effet, les sociétés approuvées de la deuxième catégorie qui cumulent maladie et retraite n'assurent contre la vieillesse que..... 1.369.000 membres.

Celles de la troisième catégorie qui ont pour seul but la retraite..... 623.000 (dont 460.000 dans la Seine).

Les sociétés libres de la deuxième catégorie... 51.500

Celles de la troisième catégorie (retraite seule. 51.100

Ce qui fait un total de... 2.094.600 membres seulement assurés contre la vieillesse.

Dans l'ensemble il n'y a que 1.420.500 sociétaires assurés à la fois contre la maladie et la vieillesse.

A l'insuffisance générale du nombre des travail-

leurs salariés *assurés*, s'ajoute donc celle de la *couverture* de ceux qui le sont, l'insuffisance du nombre d'assurés dans chaque branche.

b) D'autre part, contrairement aux exigences fondamentales du nombre, nous constatons l'insuffisance des effectifs moyens groupés dans chaque société.

c) Les sociétés approuvées de la première catégorie (maladie) accusent une moyenne générale de 116 membres, celle de la deuxième (maladie et retraite) de 165 membres, notoirement insuffisant au point de vue retraite.

d) Celles de la troisième (retraite seule) de 1.367 membres, moyenne à peu près suffisante, mais localisée dans le département de la Seine.

Les sociétés libres de la première catégorie accusent une moyenne générale de 94 membres.

Celles de la deuxième (maladie et retraite) de 180 membres, très insuffisante pour la retraite.

Enfin les 73 sociétés libres de retraite de la Seine accusent 700 membres, moyenne encore insuffisante et portant seulement sur une catégorie de 51.000 assurés.

Au point de vue familial, l'insuffisante participation des femmes et des enfants est manifeste, puisqu'ils ne figurent à l'effectif que pour le quart environ du nombre total des assurés.

Enfin, l'insuffisance se manifeste également dans

dans le quantum de la sécurité procurée par les Sociétés de secours mutuels à leurs membres en matière de retraites, notamment ; puisque la moyenne des pensions viagères servies, en majeure partie aléatoire d'ailleurs, ainsi que nous l'observons plus loin, se chiffre ainsi :

Pour les sociétés approuvées de la deuxième catégorie (maladie et retraite) allocations de vieillesse : 79 francs ; aux infirmes et incurables : 50 francs. Pour celles de la troisième catégorie (retraite seule) (Seine) : 127 francs.

Pour les sociétés libres de la deuxième catégorie : 22 francs et celle de la troisième, les 73 sociétés libres de la Seine : 180 francs.

En négligeant le cas privilégié des sociétés approuvées et libres de la Seine, ayant pour but principal la retraite, l'assurance contre la vieillesse se ramène donc pour toute la France à une allocation moyenne générale de 50 francs par tête de retraité.

Ce qui ne peut sérieusement être qualifié de pension de retraite, au prix actuel de l'existence.

III. — SES VICES

SCIENCE. — Nous savons qu'indépendamment du nombre, l'assurance mutuelle, la vraie Mutualité, est soumise à l'observation rigoureuse et au scrupuleux

respect de règles scientifiques et de justice que nous avons déterminées et précédemment formulées.

Les Sociétés de secours mutuels les respectent-elles ou les méconnaissent-elles en fait ?

C'est encore en examinant de très près leur action actuelle que nous pouvons conclure en connaissance de cause.

Première règle. — Observation rigoureuse des données des tables de mortalité et de morbidité ; c'est-à-dire :

a) Pas de création de sociétés sans le nombre minimum d'adhérents indiqué par les tables comme nécessaire pour assurer le jeu normal du risque, et fusion de celles en décadence dans les sociétés sœurs.

b) Fixation de la prime pure, ou prix de revient de la couverture minimum garantie, d'après les données des mêmes tables.

Premier vice. — a) En fait, cette règle n'a pas été observée et n'a pu l'être jusqu'à présent. L'établissement de tables de mortalité et de morbidité spéciales aux Sociétés de secours mutuels est réclamée depuis longtemps. Bien que leur confection soit prévue par l'article 7 du décret de 26 mars 1852, elles n'étaient pas encore faites au 31 décembre 1910 ; l'article 36 de la loi du 1^{er} avril 1898 cependant est ainsi conçu.

« Dans le délai de deux ans après la promulgation

de la présente loi, les ministères de l'Intérieur et du Commerce feront établir des tables de mortalité et de morbidité applicables aux Sociétés de secours mutuels.»

Les tables de morbidité viennent d'être terminées et ne sont pas encore communiquées aux intéressés, si nos renseignements sont exacts.

A leur début donc, et jusqu'à présent, à défaut de ces tables, les Sociétés de secours mutuels ont dû procéder par tâtonnements, par approximations successives, s'instruisant elles-mêmes par l'observation constante des faits. De telle sorte que les aînées qui se sont créées avec un nombre suffisant d'assurés, ont pu, après un certain temps d'existence, arriver à une gestion relativement rationnelle.

Leurs cadettes leur ont emprunté leurs procédés et leurs statuts.

b) Mais toutes ont été dans la nécessité de ne s'obliger envers leurs membres qu'à une couverture *aléatoire*, ou à un minimum de soins très inférieur aux besoins réels des assurés ; se réservant toutefois de parfaire, avec des ressources extraordinaires, les libéralités des membres honoraires, des donateurs, de l'État et autres subsides aléatoires.

C'est cette marge extensible et complémentaire d'assistance facultative, rallonge de l'assurance proprement dite, qui leur a permis d'exister, mais par des procédés essentiellement *empiriques*.

Elles ne se sont pas davantage inspirées de la loi des grands nombres qui leur prescrivait de n'opérer que sur un contingent minimum d'assurés, sans lequel le jeu normal du risque peut être faussé. Et en fait, si certaines Sociétés de secours mutuels, malgré la localisation de leur action et leur faiblesse numérique ont évité des catastrophes, et si la plupart peuvent vivre, c'est grâce aux libéralités de *l'assistance privée et publique*.

La moyenne générale de 120 membres mise en relief ci-dessus, cache l'existence réelle de nombreuses sociétés de moins de 100 (60 o/o) et même de 50 membres (25 o/o).

En matière de retraite, l'inobservation des données de la science quant à l'importance numérique du contingent assuré est encore plus criante, nous l'avons vu.

Deuxième règle. — a) Spécialisation de chaque société à l'assurance d'un seul risque, la fusion de risques hétérogènes étant absolument irrationnelle.

Deuxième vice. — En fait les Sociétés de secours mutuels pratiquent le cumul en assurance, maladie et retraite.

a) Nous constatons, en effet, l'existence de 8.295 sociétés approuvées et de 287 sociétés libres ayant pour but la maladie et la retraite combinées ; c'est-à-dire près de la moitié des sociétés françaises.

b) Le cumul est incompatible avec les exigences

différentes des deux risques, quant au nombre minimum des assurés indispensables, pour le couvrir dans de bonnes conditions. Trois à quatre cents membres suffisent en maladie, si l'on ne garantit qu'une couverture réduite, qui est encore pratiquement incomplète. Mais le décès ou la retraite, par exemple, en exigent deux à trois mille au minimum. Chiffres prévus d'ailleurs pour les caisses autonomes et les Unions départementales dans l'article 2 du décret du 25 mars 1901 portant règlement d'administration publique, pour l'application de la loi du 1^{er} avril 1898.

Au mépris de ces principes fondamentaux, nous constatons que les deux catégories de sociétés que nous venons de citer, assurent cumulativement leurs sociétaires contre la maladie et la vieillesse, avec des effectifs majeurs respectifs de 165 et 180 membres seulement.

c) Le cumul conduit, en pratique, au sacrifice de la couverture la plus éloignée, celle de la vieillesse, à la plus proche et à la plus fréquente, celle de la maladie et ses suites, indemnités funéraires, secours aux ascendants, veufs ou veuves de Sociétaires décédés, etc...

En effet, la maladie et fréquemment la mort précèdent la vieillesse. On y pourvoit nécessairement d'abord, dans la mesure la plus satisfaisante pos-

sible, avec les maigres ressources courantes. Ce qui en reste est consacré à la vieillesse.

Nous constatons de ce fait, que les sociétés approuvées ou libres de la deuxième catégorie qui cumulent ces deux services donnent à leurs sociétaires retraités des allocations de vieillesse ou pensions qui n'atteignent respectivement que 79 francs et 50 francs pour les unes et 22 francs seulement pour les autres, alors que les sociétés qui observent la règle de la spécialisation, les approuvées et les libres de la troisième catégorie, donnent à leurs pensionnés 127 et 180 francs.

d) Le cumul annihile et viole la liberté du prévoyant qui doit pouvoir s'assurer seulement la sécurité qu'il désire et dans la mesure qu'il juge suffisante.

En fait, nous constatons que partout où les sociétés de la deuxième catégorie approuvées ou libres existent seules, les prévoyants doivent s'assurer cumulativement contre la maladie ou la vieillesse, pour une cotisation moyenne de 16 ou 20 francs ou pas du tout, alors que partout où existent celles de la première catégorie qui respectent la règle de la spécialisation, ils peuvent se couvrir contre le risque plus pressant, la maladie, pour une cotisation moyenne de 10 fr. 85 ou 13 fr. 48.

e) Le cumul engendre la constitution de retraites exclusivement dues à la coopération aléatoire de l'assistance publique ou privée de ce qui leur ôte

son caractère d'assurance mutuelle et en fait de la mendicité légale. C'est ce qui ressort du rapport ministériel sur lequel nous poursuivons l'analyse de l'action actuelle des Sociétés de secours mutuels. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au chapitre « Récapitulation portant sur l'ensemble des quatre catégories de sociétés approuvées » (soit 16.000 sur 19.000 environ).

Au titre B. — Situation financière, reproduit ci-dessus, et sous la rubrique « Recettes » on lit « Cotisations des membres participants 39.300.00 francs. Total des recettes 66.300.000 francs ».

Puis : « Dans le total des recettes, les cotisations des membres participants figurent pour 59,33 o/o. »

Ainsi donc l'effort individuel pur, constant, vérifiable, des mutualistes, pour l'assurance mutuelle de leur sécurité, se chiffre par 39 millions sur les 66 qui constituent leurs ressources totales.

La différence provient exclusivement des non-mutualistes, de leurs libéralités, subventions, dons, legs, recettes extraordinaires diverses, etc..., et de l'intérêt de l'emploi des excédents accumulés, constitués sous des formes multiples, par l'assistance privée ou publique.

D'autre part, sous le titre « Dépenses. » on

lit : « Dépenses de maladie ».....	23.760.000 fr.
Secours à veuves, etc., qui en sont les suites.	4.310.000
Frais généraux, gestion et divers	11.230.000
Soit au total.....	<u>39.290.000 fr.</u>

Dépense égale à l'effort des membres participants

Par conséquent, l'écart entre le total des recettes, 66 millions, et celui des dépenses de maladie et frais généraux, c'est-à-dire les dépenses pour la retraite, 13 millions environ, et l'excédent de recettes disponibles accusé au résumé de la situation financière, soit 14 millions en chiffres ronds, est très approximativement le produit des apports de l'assistance publique et privée ; *de la mendicité légale*, en termes exacts.

Ces termes n'ont rien d'excessif, car nous disons « mendicité » parce que l'assistance en cause n'est point seulement reçue, subie ou supportée ; mais ardemment *sollicitée* et *provoquée* ; celle de source privée comme celle de source publique. Cette dernière a été fréquemment appelée par des vœux de plus en plus impératifs formulés au sein des congrès mutualistes ou des réunions du Conseil supérieur de la Mutualité (1) ainsi que par des démarches pressantes des représentants officiels de la Mutualité

1. Vœu Roche, du Nord, déjà cité. — Vœu du 1^{er} Congrès tenu à Lyon en 1883. — Vœu Joly au Conseil Supérieur le 12 novembre 1902 relatif à une demande d'inscription de 10 millions dans la loi de finances comme encouragement à la Mutualité.

près des Pouvoirs publics, État, Départements ou Communes.

Et nous disons légale, parce que, tandis que la mendicité est légalement interdite, à des sans-travail, plus nécessiteux que les prévoyants mutualistes qui, par définition, ont de quoi vivre, la mendicité, pour ceux-ci, est non seulement permise, mais *organisée* par la loi.

Troisième règle. — Dans le cas de spécialisation possible en matière de retraite, en raison de la densité de la population, comme dans la Seine et le Nord, et des gros effectifs que les sociétés peuvent y recruter, constitution de pensions non dérisoires, 365 francs, par exemple, et *garanties* par des cotisations suffisantes pour en assurer le paiement et celui de tous les frais généraux quelconques.

Troisième vice. — En fait, cette règle n'est pas mieux observée que les précédentes. Nous constatons, en effet : 1° que les sociétés approuvées de la troisième catégorie, ayant pour but la retraite, ne servent que 128 francs de retraite en moyenne à leurs pensionnés ;

2° Que, sur le total des recettes, les versements des membres participants n'en fournissent que 50 o/o ; 7 millions 1 | 2 sur 15.

Les renseignements relatifs à la catégorie correspondante des sociétés libres sont insuffisantes pour

l'appréciation de l'effort individuel des membres participants, mais indiquent le taux de pension de 180 francs. Le plus élevé de ceux obtenus en Mutualité.

Quatrième règle. — En matière d'assurance contre la maladie, nécessité de la péréquation des recettes et des dépenses.

Quatrième vice. — Nous savons que cette règle n'est pas suivie par les Sociétés de secours mutuels, malgré les apparences contraires. La récapitulation générale de leur situation financière au 31 octobre 1910 accuse en effet un excédent de recettes disponibles de 14 millions pour l'année 1910, mais elle révèle aussi la faiblesse de la contribution des assurés, qui, dans l'ensemble, n'est que de 59 0/0 des recettes totales de la même année, couvrant seulement les dépenses de maladie et les frais généraux.

L'observation plus particulière des sociétés approuvées ou libres de la première catégorie (maladie seule), permet la même constatation. Le même manque d'équilibre entre l'effort pécuniaire des assurés et leurs dépenses d'assureurs est manifeste. Dans les premières, les cotisations des membres participants s'élèvent à 7.300.000 francs, le total des dépenses à 9.300.000 francs.

L'assistance comble le déficit et procure un excédent. Même remarque pour les sociétés libres de même catégorie.

Cinquième règle. — Proportionnalité de chaque cotisation au risque assuré, quant à l'âge, au sexe et à la profession de chaque membre participant.

A ce point de vue, nous constatons qu'une gradation est généralement observée dans la fixation des cotisations des hommes, femmes et enfants.

Ils paient, en effet, respectivement, dans les sociétés approuvées de la première catégorie (maladie seule), 10 fr. 83, 7 fr. 46 et 3 fr. 46. Dans celles de la deuxième catégorie (maladie de retraite), 16 fr. 22, 12 fr. 92 et 5 fr. 87.

Pour les sociétés libres, le détail des cotisations correspondantes n'est pas indiqué sur le rapport que nous analysons, mais nous y trouvons les moyennes générales suivantes (hommes, femmes et enfants confondus) : en première catégorie (maladie seule), 13 fr. 48 ; en deuxième catégorie (maladie et retraite), 20 fr. 83.

La proportion des hommes, femmes et enfants étant, nous l'avons vu, au titre précédent, à peu près identique dans les deux genres de sociétés, approuvées et libres, la cotisation moyenne générale apparaît sensiblement plus faible dans celles-là que dans celles-ci. Il est avéré, en effet, que l'effort individuel pécuniaire est, en général, plus considérable dans les sociétés libres que dans les sociétés approuvées, qui jouissent du privilège des bienfaits de l'assistance publique. Nous signalons cette particularité sans

nous y arrêter, nous réservant de la mettre à profit au chapitre « Régénération ».

La proportionnalité que nous venons de constater est, dans son ensemble, fixée à un taux insuffisant, puisque nous avons précédemment relevé l'insuffisance générale de l'effort pécuniaire personnel des prévoyants mutualistes.

Cinquième vice. — Il ne convient pas d'ailleurs que la proportionnalité soit uniquement respectée quant au sexe et à la qualité d'adulte ou d'enfant ; elle doit l'être encore en raison de la différence d'âge des assurés, le risque de maladie s'aggravant d'année en année, avec l'âge de chacun. En général, cette fixation rationnelle de cotisation croissante, et suivant l'aggravation du risque, n'est pas adoptée. Les Sociétés de secours mutuels, pour y suppléer, emploient des procédés empiriques divers ; aucune table ou statistique officielle ne leur ayant permis jusqu'à ce jour, d'opérer scientifiquement.

La plupart limitent donc l'âge d'admission des membres participants de douze à quarante ans, par exemple, et établissent une cotisation uniforme et fixe pour tous. Le taux de cette cotisation, nous le savons, est jusqu'à présent le fruit exclusif de l'expérience acquise par les sociétés les plus anciennes. Mais elles placent à la base de chaque admission un droit d'entrée compensateur, proportionnel à l'âge de chaque adhérent ; par exemple, 3 francs jusqu'à

vingt ans ; 5 francs de vingt à trente ans, et 10 francs de trente à quarante ans.

Puis elles se réservent comme correctif général et fondamental, le pouvoir absolu de refuser un candidat remplissant les conditions d'âge statutaires si le risque qu'il apporte leur paraît anormal.

Quelques sociétés établissent une cotisation pour les hommes mariés et une pour les célibataires, veufs ou veuves, la première étant le double de la seconde et couvrant évidemment le mari et sa femme pour 2 fr. 50, par exemple, par mois.

Tandis que chacune se défend contre l'invasion des prévoyants retardataires, des assurés âgés ou de santé douteuse, et s'efforce d'attirer à elle le plus possible de jeunes gens bien portants, ceux-ci, pour éviter les charges qui les guettent nécessairement dans un groupe vieilli et stagnant, préfèrent créer une société nouvelle, et s'y fixer des charges provisoirement légères, perdant de vue qu'ils vieilliront à leur tour et seront alors victimes de *l'égoïsme* dont ils ont donné l'exemple.

C'est cette imprévoyance typique en matière de prévoyance, qui explique en partie *l'éparpillement des effectifs* des Sociétés de secours mutuels.

Notre esprit particulariste national et l'excessive vanité de certains prévoyants plus ambitieux que convaincus, complètent l'explication de ce regrettable phénomène, particulier à la France.

La quasi-proportionnalité empirique que nous venons d'examiner est absolument insuffisante. Elle ferme l'accès de la Mutualité aux travailleurs très nombreux d'industries réputées insalubres ou dangereuses, puisque les tarifs de cotisations spéciales par risques de morbidité professionnelle qui permettraient de les assurer, n'existent pas.

Il serait cependant rationnel au point de vue économique et au point de vue social, de ne pas évincer ces travailleurs qui ont plus besoin de sécurité que quiconque, d'autant mieux que cela est facilement réalisable, leurs salaires étant généralement proportionnés à l'insécurité de leurs emplois.

Enfin, l'inobservation de la proportionnalité scientifique et intégrale, unitaire par conséquent, est un obstacle fondamental à la mise en subsistance et aux mutations gratuites, c'est-à-dire à l'extension de la couverture de l'assuré partout où existe une société de même nature que la sienne.

Sixième règle. — Réassurance facultative des sociétaires à un groupe supérieur, assurant la prolongation de leur couverture au delà du minimum fixé par l'association inférieure.

La couverture du risque de maladie est en fait garantie par les statuts modifiables de chaque société, à laquelle la loi laisse pleins pouvoirs sur ce point c'est-à-dire dans une mesure qui dépend de ses ressources particulières, et est prolongée facultativement

par des secours complémentaires au malade lui-même et à sa famille, toujours au gré des ressources sociales *du moment*.

De sorte qu'en raison de la situation précaire que nous avons relevée précédemment, résultant notamment de l'insuffisance des effectifs et de celle des cotisations des membres participants, les Sociétés de secours mutuels ne peuvent généralement pas assurer leur aide aux malades au-delà de *trois mois*. Ce qui est souvent inférieur à leurs besoins réels.

C'est pour remédier à cet état de choses qu'une réassurance ou assurance complémentaire s'impose. Elle est prévue d'ailleurs par l'article 8 de loi du 1^{er} avril 1898 (1) et précisée par l'article 2 du décret du 25 mars 1901 (2) déjà cités qui confient cette mission aux groupes supérieurs :

Unions départementales ou caisses autonomes, pour les grands centres suffisamment peuplés d'assurés mutualistes où la création d'une Caisse d'assurance (3) commune à plusieurs sociétés est possible.

Nous n'entrerons pas dans le détail de l'action des Unions, pour la raison majeure qu'elle n'est en fait,

1. Voir *supra* : Organisation supérieure.

2. Voir *supra* : Services ; deuxième règle.

3. Des caisses de réassurances locales existaient en fait avant cette loi et étaient tolérées ; celle de Reims date d'une vingtaine d'années.

qu'à l'état d'étude au point de vue économique qui nous occupe. Les Unions n'ont joué jusqu'ici qu'un rôle d'organes coordinateurs à l'égard de leurs pupilles, elles leur ont seulement servi de lien moral.

Sixième vice. — L'article 8 de la loi de 1893 n'a donc pas encore reçu son application économique d'une façon appréciable. Les renseignements officiels les plus récents que nous avons pu nous procurer indiquent pour 1903 (1), 30 Unions approuvées qui ont encaissé dans cette année 13.500 francs de cotisations de leurs membres participants, et ont dépensé en frais généraux 7.900 francs soit près de 58, 60 o/o ; et pour 1905 (2). 16 Unions libres ayant consacré à leurs malades chroniques 51.400 francs contre 24.200 reçus de leurs membres participants. 61.700 francs d'encaissements divers (assistance) ont fort à point, comblé le déficit.

En résumé l'œuvre de réassurance projetée reste actuellement toute entière à accomplir ; son ébauche est incohérente et déséquilibrée.

Septième règle. — Extension de la couverture de l'assuré partout où existe une société sœur. Comme pour la précédente mesure, l'application de celle-ci a été confiée par les mêmes textes de la loi aux Unions.

1. Rapport officiel, 1903, p. 83.

2. Rapport officiel, 1905, p. 224.

« Le paragraphe *b* de l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 attribue en effet aux Unions la faculté d'admettre dans l'une des sociétés qu'elles agrègent, les membres participants des autres sociétés également agrégées qui changent de résidence.

Sous l'empire de l'ancienne législation, alors que les Unions n'étaient pas permises, les participants dans cette condition étaient « mis en subsistance » c'est-à-dire qu'ils demeuraient inscrits sur les registres de leur société initiale, et que celle-ci, par une convention avec la société qui les recevait, continuait l'encaissement de leurs cotisations et restait responsable de leurs dépenses de maladie. Dorénavant cette formalité n'a plus sa raison d'être (1).

Septième vice. — Dans la pratique actuelle la mise en subsistance par conventions spéciales continue entre groupes semblables ; les Unions, nous l'avons vu, n'étant pas encore à la hauteur de leur mission économique.

Aussi ne s'effectue-t-elle que très rarement, la mode de couverture adopté par les Sociétés de secours mutuels comportant des différences fondamentales que nous allons voir dans l'examen de la règle suivante.

Huitième règle. — Procurer les soins médicaux et pharmaceutiques au meilleur prix.

1. Barberet, *Les Sociétés de secours mutuels*, p. 130.

Cette nécessité découle de celle plus générale « de procurer aux travailleurs salariés l'assurance au prix de revient » qui est au fond la fonction économique des Sociétés de secours mutuels.

Huitième vice. — En fait elles ne s'y conforment pas, mais emploient trois modes de couverture dont deux leur sont dictées par leur composition exclusivement professionnelle.

1° Celles qui assurent uniquement des salariés payés à l'heure ou à la journée couvrent leurs malades en soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, augmentés d'une indemnité journalière représentant une partie du salaire perdu, 1/3 par exemple.

2° Les Sociétés qui sont composées uniquement d'employés appointés au mois, ne leur donnent que les soins gratuits sans l'indemnité journalière, qui ferait double emploi avec les appointements reçus d'autre part.

Aussi n'acceptent-elles pas d'ouvriers dans leurs rangs (faute au point de vue social éducatif).

Dans les deux cas, on a obtenu pendant longtemps des prix de faveur des médecins et des pharmaciens. Mais en raison de l'accroissement formidable du nombre des mutualistes et de la présence parmi eux de sociétaires aisés, les médecins et les pharmaciens surtout ne se prêtent plus que rarement à cet arrangement. D'où il résulte que les Sociétés de secours mutuels procurent leurs soins à leurs

malades au prix auquel *tout le monde* peut se les procurer, et non pas au meilleur prix possible.

Cependant, une partie de la solution rationnelle, la plus économique, est prévue dans l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 qui y confie aux Unions la création de *pharmacies mutualistes*, qu'elles peuvent pratiquement mieux réaliser par l'importance de l'effectif des Sociétés qu'elles agrègent, que ne le pourraient celles-ci, avec leurs propres forces. Mais ce texte, comme ses prescriptions déjà examinées relatives à la réassurance et aux mutations, est resté lettre-morte pour les raisons préexposées. Une quinzaine de pharmacies seulement ont été ébauchées.

Nous reprendrons cette solution au chapitre suivant, parmi les autres réformes que réclameront les vices relevés dans celui-ci. Nous l'opposerons alors au troisième procédé préconisé et très en faveur aujourd'hui, l'indemnisation exclusivement pécuniaire, et nous la compléterons au point de vue médical.

Neuvième règle. — Élimination complète de tout élément aléatoire, de toute coopération étrangère à l'effort personnel pécuniaire des assurés qui doivent être exclusivement leurs propres assureurs ; c'est-à-dire de toute contribution due à l'assistance publique ou privée, sous les formes subventions, intérêts privilégiés ou cotisation, de toute charité *érigée en système*, sous une désignation quelconque.

Neuvième vice. — Cette neuvième et dernière règle scientifique n'est pas respectée par les Sociétés de secours mutuels. Après le chemin déjà parcouru à travers leur action, nous pensons pouvoir nous dispenser de tout développement à ce sujet, et affirmer qu'incontestablement, loin d'avoir réalisé « l'Assurance des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » elles ont surtout institué *l'Assurance des travailleurs, par la charité publique et privée.*

Justice

a) La règle fondamentale : *A charges égales avantages, égaux* proclamée dans l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1898, se ramène à celle de la proportionnalité des charges et des risques que nous avons examinée parmi les règles de la science et dont nous avons alors constaté l'inobservation.

b) Quant à la sincérité nécessaire des déclarations de maladie et aux conséquences de la simulation, c'est une question de progrès de la moralité sociale, dont le niveau ne nous est pas révélé par le rapport ministériel qui sert de base à nos investigations.

Mais de l'observation des faits, on peut conclure que les sociétés sont suffisamment armées pour se

défendre contre l'envahissement de *l'amoralité* et surtout de *l'immoralité sociale*. Le bon exemple du plus grand nombre d'abord, et surtout des mutualistes modèles dont nous avons signalé les vertus, le contrôle fraternel, la réprimande, la couverture en nature, l'inexistence d'indemnités journalières faisant double emploi avec des appointements, enfin l'exclusion ; tels sont leurs moyens défensifs principaux.

Dixième vice. — c) Quant à l'égalité de traitement légalement proclamée, mais légalement violée par la création et l'alimentation du fonds commun de retraites inaliénables, nous avons dit tout ce que nous nous proposons d'en dire au paragraphe *l'assurance exige la justice*, nous n'ajouterons que la mise en relief du développement prodigieux de cette erreur économique et sociale, par les tableaux de l'accroissement du Trésor destiné à leurs successeurs de l'an 3.000 par les mutualistes actuels, que nous savons incapables d'assurer leur propre sécurité (1).

1856.....	200.000 fr.
1877.....	30.000.000 fr.
1897.....	128.000.000 fr.
31 décembre 1910.....	252.674.606 fr.

Frais de gestion. — *Onzième vice.* — Enfin, nous

1. Pour l'étude critique du fonds commun nous renvoyons au livre de M. Lépine déjà cité.

ne pouvons passer sous silence une remarque inquiétante relative aux frais de gestion de toute nature des Sociétés de secours mutuels.

Dans la récapitulation portant sur l'ensemble des quatre catégories de sociétés approuvées, au résumé des dépenses et opérations sociales, les frais généraux et dépenses diverses figurent ensemble pour 11 millions 227.000 francs, chiffres ronds, sur un total d'opération de 52.400.000 francs, les frais de gestion s'élèvent donc à 20 0/0 du total des opérations de 1910 !

Ce taux est de 25 0/0 pour les sociétés libres.

La mutualité française ne s'égare-t-elle pas non seulement sur le chemin de l'assistance, mais aussi sur celui de la *dissipation* qui est une forme de l'imprévoyance. Il y a lieu de le craindre. M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans son dernier rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels s'exprime d'ailleurs en ces termes (1) :

« Il faut constater avec regret, malgré les observations renouvelées tous les ans à cette place, que les Sociétés inscrivent sous la rubrique *dépenses et paiements divers*, une série de dépenses qui devraient être inscrites à un autre chapitre..... Il y a lieu de souhaiter, en tous cas, que cette rubrique ne conti-

1. Annexe du *Journal officiel* du 17 mai 1913, p. 431, col. 2.

nue pas à servir de prétexte à l'inscription de dépenses devant trouver leur place ailleurs, ou, ce qui est pire, légalement injustifiées.. .. Les mêmes observations pourraient être renouvelées en ce qui concerne les autres catégories ».

Or la Mutualité étant un enfant gâté, nous croyons pouvoir conclure de cette paternelle admonestation que nos craintes sont pleinement fondées.

En résumé donc, les exigences du *nombre*, de la *science* et de la *justice* ne sont pas observées.

En fait, ces trois facteurs inéluctables de tout progrès ne coopèrent qu'insuffisamment et imparfaitement à l'action purement économique des Sociétés des secours mutuels. Celle-ci est donc insuffisante et viciée, et leur fonction fondamentale d'association d'assurance est irrégulièrement remplie.

Liberté. — Nous avons précédemment examiné la nécessité de la liberté au point de vue de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels, sous le rapport externe de la supériorité de la liberté ou de l'obligation en matière d'assurance mutuelle, puis sous le rapport interne de la liberté morale des membres participants au sein de l'association. Dans ce second cas, nous avons conclu à la nécessité de l'élimination des membres honoraires.

Nous savons maintenant qu'en fait, ils ont participé à l'action dont nous achevons l'analyse, puisqu'ils y représentent 1/10 de la population totale

des sociétés d'adultes, soit 470.000 membres sur un effectif global de 4.400.000, et qu'ils ont voix délibérative aux assemblées générales et aux réunions des comités dont ils peuvent faire partie.

Douzième vice. — Étant donné l'importance de leur nombre, leur qualité particulière de bienfaiteurs, leur position sociale, et les pouvoirs dont ils disposent dans les sociétés, de par la loi et leurs statuts, nous constatons qu'ils peuvent exercer une influence décisive sur l'avenir et les destinées de la Mutualité. Ils peuvent endiguer, moralement et matériellement, le flot des tendances émancipatrices que contient à présent encore l'idée mutualiste ; mais qui en jail-lira naturellement un jour, et qui menace directement leurs intérêts de classe.

Tout le mutuellisme de Proudhon, le coopératisme, le syndicalisme, les associations solidaristes sous toutes leurs formes imaginables, ne sont-elles pas en puissance et en germe, dans cette association primaire qu'est la Société de Prévoyance Mutuelle ? où, après avoir appris d'abord à *s'affranchir en commun* du joug des servitudes d'insécurité naturelle les plus pressantes, les Prévoyants mutualistes songeront ensuite, inévitablement, à *conquérir en commun* la sécurité économique et sociale dont ils sont privés.

Or, s'il est avéré déjà que la pression exercée par le poids de la charité des membres honoraires sur

la virilité et la dignité des Prévoyants mutualistes, est *économiquement* déprimante, nous pensons que la contrainte morale qu'ils peuvent exercer par leur présence et leurs 470.000 voix sur les consciences et les volontés de 4.400.000 prolétaires mutualistes, est *socialement* plus déprimante encore, et constitue l'un des *vices fondamentaux* de l'action économique et sociale actuelle des Sociétés de secours mutuels.

Nous avons fait remarquer précédemment, au point de vue *éducation sociale*, l'importance de l'*assiduité des sociétaires* aux réunions et à toutes les manifestations mutualistes collectives que comporte la vie de leur société, et nous avons conclu que c'est seulement par leur participation effective à l'entraînement moral et civique qui s'y pratique en commun, que les Prévoyants mutualistes peuvent retirer tout le profit éducatif désirable de leur association.

Nous avons ensuite fait ressortir que la contrainte morale, résultant de la présence des membres honoraires aux délibérations sociales en éloigne une partie des membres participants, et astreint les plus zélés, qui les fréquentent néanmoins, à une attitude passive d'obligés et d'inférieurs, équivalente à leur absence.

L'existence des membres honoraires est donc non seulement un obstacle à l'épanouissement naturel et fraternel des *aspirations libératrices* du prolétariat

mutualiste, comme nous venons de le constater, mais encore une entrave à l'accomplissement du *devoir social d'assiduité* des membres participants, c'est-à-dire à l'accomplissement intégral de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.

Au même point de vue liberté, enfin, il ne suffit pas que les membres participants jouissent de la liberté morale qui les incite à l'assiduité et au libre échange de leurs aspirations communes de mieux-être, par l'absence de toute contrainte morale au sein de l'association. Il faut encore, et il faudra de plus en plus, que les Prévoyants mutualistes aient *tous la liberté matérielle* de participer effectivement à l'activité sociale de leur association, plus intense demain qu'aujourd'hui, nous l'espérons, par l'accroissement du nombre des associés et des intérêts en jeu. Il faut que tous les travailleurs salariés, non seulement soient libres d'entrer à la Société de secours mutuels et d'en sortir, liberté fondamentale ; qu'ils y agissent librement quand ils y sont entrés, liberté secondaire ; mais encore qu'ils y aient réellement *le temps* de s'y rendre : leur liberté fondamentale, comme beaucoup de nos libertés leur serait absolument inutile, en effet, s'ils n'avaient pas en outre, la possibilité de s'en servir.

Puisque nous ne faisons, quant à présent, que scruter l'action des Sociétés de secours mutuels, nous

nous contentons de constater qu'en fait les Prévoyants mutualistes ne jouissent pas des loisirs suffisants pour pouvoir accomplir régulièrement leur devoir primordial d'assiduité. Partant, que les assemblées générales extraordinaires et même les trop rares assemblées ordinaires obligatoires, ne réunissent habituellement qu'un nombre infime de membres participants : parce que le jour et l'heure de ces réunions sont ceux où les travailleurs ont besoin de s'occuper de leurs intérêts personnels, de leur entretien et de celui de leur famille, les seuls où ils leur est possible de partager avec elle un repos bien gagné.

Nous verrons au chapitre suivant les graves conséquences que peut engendrer cette *insouciance sociale forcée*, qui livre aveuglément et en permanence les intérêts communs des associés, au seul bon vouloir de quelques membres, toujours les mêmes, dévoués et bien intentionnés certes, mais chez lesquels les aspirations fraternelles, et une générosité irréfléchie, tiennent quelquefois lieu de connaissances financières et administratives ; et dont la gestion, par conséquent, aurait besoin d'être fréquemment discutée et sérieusement contrôlée, quelquefois même par une compétence étrangère à l'association.

*La fonction sociale éducative dans l'action actuelle
des Sociétés de secours mutuels*

La fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels n'est donc pas remplie, quant aux exigences de *la liberté* déterminées au chapitre précédent. D'autre part la coopération des trois autres facteurs, *nombre*, *science* et *justice*, également indispensable à l'accomplissement rationnel et intégral de cette fonction concomitante, est *insuffisante* et *viciée*. *A tous points de vue donc, les Sociétés de secours mutuels ne remplissent qu'insuffisamment et imparfaitement leur fonction sociale éducative.*

CONCLUSIONS

Nous avons examiné de près l'action d'ensemble actuelle des Sociétés de secours mutuels sur les documents officiels les plus récents, et dans les faits complémentaires les plus probants. Nous en avons comparé le contenu avec les exigences fondamentales du *Nombre*, de la *Science*, de la *Justice* et de la *Liberté*.

Quel enseignement pouvons-nous tirer de cette analyse ? Sinon qu'elle nous révèle une action éco-

nomique et sociale *bâtarde, insuffisante et viciée* (1), qui ne satisfait pas, en réalité, aux conditions régulières d'exercice de leur fonction économique d'association d'assurance mutuelle, ni de leur fonction sociale éducative concomitante.

A la question posée à la fin du chapitre précédent : l'action économique et sociale des Sociétés de secours mutuels a-t-elle été jusqu'à présent ce qu'elle doit être, nous sommes par conséquent obligés de répondre *négativement*.

1. C'est pourquoi, nous avons limité nos investigations aux fonctions et attributions fixées par la loi à la Mutualité du premier et du deuxième degré, sans traiter de leurs ambitions étrangères à ces fonctions, qu'elles ne peuvent, *a fortiori*, songer à satisfaire. Telles sont la lutte contre la tuberculose, l'alcoolisme, etc., qui les intéressent évidemment ainsi que toute amélioration des conditions sanitaires d'existence du prolétariat, mais qui nous semblent, *a priori*, du ressort de l'autorité publique, comme mesure de salubrité intéressant la société tout entière. C'est cette intervention que nous envisageons sommairement au chapitre suivant sous le titre « Effort du législateur ».

CHAPITRE III

RÉGÉNÉRATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

I

Opinions. — Des développements qui précèdent, il appert que jusqu'à présent, la Mutualité française s'est complètement fourvoyée, l'aveu en est pénible. Mais, comme ce n'est pas en se dissimulant le mal qu'on le guérit, il faut avoir le courage de faire cet aveu et de le faire complètement. Il n'y a pas actuellement, en France, comme prête à le croire l'existence des 18.000 Sociétés de secours mutuels dont nous venons de récapituler l'action et d'analyser la structure, *une seule association uniquement, rationnellement et exclusivement mutualiste*, au sens vrai du mot. Ces sociétés ne sont pas les associations d'assurance mutuelle ouvrière qu'elles devaient être elles n'ont pas réalisé *l'Assurance des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes*. Elles ne sont la vraie Mutualité, ni au point de vue économique, ni au point de vue social.

Elles sont uniquement des Institutions de prévoyance collective animées d'une conception très confuse du principe même de Mutualité, et dont l'action, abâtardie par la coopération tutélaire de la charité publique et privée, revêt un caractère fraternel et philanthropique qui l'emporte sur le respect de la science de l'assurance, et de la notion fondamentale de réciprocité.

C'est ce qui explique le concert de critiques qui s'est élevé autour de l'édifice mutualiste, mais ne justifie cependant pas, à notre sens, toutes les condamnations prononcées par certains de ses détracteurs. L'insuffisance et les vices que nous avons constatés, étant inhérents à la conception des pionniers de la Mutualité française, à la structure initiale de leur œuvre, et à l'empirisme de leur art, ils provoquèrent vite la critique des observateurs du mouvement mutualiste.

De l'ensemble des griefs qu'ils ont formulés, se dégagent trois opinions précises, dont la portée est surtout économique, et une quatrième plus générale, dont la portée est surtout sociale.

L'une préconise la substitution intégrale de l'obligation à la liberté en matière d'assurance ouvrière, par l'affiliation obligatoire des réfractaires aux sociétés existantes.

Nous l'avons discutée et écartée. Une autre proclame la faillite définitive et irrémédiable de la

Mutualité française et nous propose d'en prendre purement et simplement notre parti. C'est une résignation à la décadence morale et sociale, que nous ne discuterons pas. Nous regrettons seulement qu'une telle pensée de renoncement au progrès ait pu germer dans un cerveau d'homme libre. Le troisième, reconnaissant sans réserve l'inaptitude définitive des Sociétés de secours mutuels à pratiquer l'assurance à long terme, vieillesse ou décès, conclut à l'inéluctable nécessité pour elles, de s'en tenir à la branche maladie.

Enfin, l'opinion conservatrice générale et la plus généralement adoptée, est représentée par tous ceux qui, se plaçant au point de vue du *progrès social*, plutôt qu'au point de vue strictement économique, envisagent surtout la fécondité du principe de la Mutualité, et proclament la nécessité de conserver à tout prix, l'instrument de progrès social qu'ils voient dans la Société de secours mutuels, sauf à l'améliorer. Nous nous rallions aux dernières opinions, la dernière renfermant implicitement la précédente d'ailleurs; puisqu'elle aboutit comme elle au maintien de la Société de secours mutuels libre, sous sa forme rationnelle, celle « d'association d'assurance mutuelle contre la maladie » et parce que nous croyons fermement, avec les défenseurs de la Mutualité, « quand même », à la prépondérance future du rôle social de cette association sur son rôle économique.

Ayant déjà relaté leurs conclusions (1) nous y renvoyons le lecteur et citerons seulement à l'appui de notre thèse l'opinion des partisans de la conservation des Sociétés de secours mutuels ramenées sur le chemin de la vraie mutualité, c'est-à-dire se consacrant désormais exclusivement à l'assurance mutuelle contre la maladie, et à leur rôle concomitant d'instrument d'éducation sociale.

En ce sens, nous lisons dans la thèse de M. Guilhauman (2): « Quant à la maladie, imperfection regrettable de l'organisme dont nul n'est responsable, l'État devra laisser à l'individu le soin de se préserver lui-même de ce risque en recourant, s'il le juge utile, aux associations libres de prévoyance qui lui offrent l'assurance de secours médicaux et pécuniaires, et celle plus précieuse de soins fraternels. Imposer... ce serait enlever à ces libres groupements leur caractère philanthropique qui en fait des écoles de morale civique et de solidarité. »

Dans celle de M. L. Bévin (3):

« Nous pensons que les Sociétés de secours mutuels doivent rester dans leur rôle magnifique et noble qui consiste à assurer leurs membres contre

1. Chapitre II, § conclusion sur la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.

2. Guilhauman, thèse de Montpellier, 1901. *Les Sociétés de secours mutuels et leur concours à l'assurance ouvrière.*

3. Bévin, thèse de Paris, 1906.

les risques de maladie, et même contre le chômage et autres aléas de la vie. Nous aurions voulu voir les mutualités se cantonner dans leur rôle d'éducateurs et de d'agents de progrès, au lieu de les voir se traîner lamentablement derrière l'État pour obtenir une part si minime dans l'organisation des retraites. »

Dans *la Revue politique et parlementaire* de 1904, t. LX, p. 58, de M. M. Bellon.

« C'est peut-être en matière de maladie que le rôle social de la Mutualité est le plus justifié et le plus étendu ; l'allocation de soins médicaux, et surtout la fourniture de médicaments, comportent une élasticité et une variété que l'intervention de mutualistes pratiquants et dévoués paraît seule capable de réaliser. D'une part, au secours matériel, l'humanité recommande d'associer le secours moral de la consolation qu'apporte la visite d'un camarade ; d'autre part, les abus de la simulation si redoutables pour la Caisse de maladie, ne sauraient être plus efficacement prévenus ou réprimés par le délégué de la société, en lequel le malade doit reconnaître un de ses pairs, et dont il ne saurait, par conséquent, contester ni l'expérience ni le désintéressement. »

Enfin, dans une récente étude critique de M. A. Weber (1).

1. A. Weber, *A travers la Mutualité*, Paris 1908.

« La Mutualité rationnellement comprise est évidemment l'un des facteurs les plus féconds de l'avenir social. Elle constitue une réserve immense de forces toujours nouvelles dont la puissance est encore sinon inconnue, tout au moins fort mal utilisée. Par le groupement judicieux des moindres efforts comme par l'accumulation des capitaux, les plus minimes, elle aboutit à des résultats auxquels ne pourraient prétendre ni des efforts plus énergiques, ni des capitaux plus importants qui seraient individualisés.

» C'est pour cela qu'il est indispensable de ne pas employer inconsidérément ce puissant outil au risque de le fausser.

» Les Sociétés de secours mutuels, nous le savons, ont lamentablement échoué dans la Branche Retraite. Est-il logique d'espérer qu'elles y réussiraient mieux lorsqu'elles ne bénéficieraient plus des appoints considérables qui leur sont actuellement apportés par l'intervention étrangère...

» Une pareille hypothèse est inacceptable. Nous concluons donc formellement : « la Mutualité secours doit totalement renoncer à constituer par elle-même des Retraites à ses membres. »

Elimination de la Branche Retraite. — Nous abandonnons donc la Branche Retraite à sa fatale destinée. Les groupements, peu nombreux d'ailleurs, qui s'y sont exclusivement consacrés, nous paraissent

appelés à jouer le rôle ingrat et amutualiste de collecteurs de l'État envers les assurés obligatoires.

Nous allons tenter de remédier à l'insuffisance de l'action et aux vices de conformation des Sociétés de secours mutuels françaises, par l'élaboration des réformes au moyen desquelles nous croyons pouvoir les régénérer.

Nous allons essayer, comme nous l'avons annoncé dans notre introduction, de forger, avec le puissant outil mutualiste faussé, dont nous disposons, « l'Assurance coopérative des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. », la véritable association d'assurance mutuelle rationnelle contre la maladie, celle qui, dans sa forme définitive, sera surtout l'instrument de progrès social le plus apte, *en fait*, à accomplir la tâche éducative d'initiation à laquelle sa nature d'association de prévoyance mutuelle l'a prédestinée. (1)

Responsabilité. — Nous ferions œuvre de partialité toutefois, si nous ne plaidions pas auparavant la cause des abandonnés de la Branche-Retraite.

Ils ont échoué, faute de science, faute de *l'éducation générale des dirigeants* qui ont géré philanthropiquement, c'est-à-dire plutôt selon leur cœur, que selon leur raison.

Les déceptions, dans cette branche, ont été d'autant plus grandes, que, pour beaucoup de membres parti-

1.1^{re} Partie. Chapitre III. — Le pourquoi du choix, en principe d'une association de Prévoyance mutuelle.

cipants, retraite est synonyme de moyens d'existence, chacun comblant au gré de ses espérances l'incertitude de la promesse qui lui a été faite sous le vocable élastique de pension viagère de retraite et vivant avec cette espérance, fasciné par l'importance impressionnante d'une fortune sociale qui lui semble inépuisable. Or ce sentiment résulte encore de *l'ignorance générale des prévoyants*.

L'État a manqué à son devoir d'éducateur et de guide bienveillant envers eux, en les abandonnant à leur seule bonne volonté. A défaut d'un enseignement de la Prévoyance comme mesure préventive, son contrôle aurait dû s'exercer comme correctif sur le fonctionnement des institutions de Prévoyance à long terme, qui mettent en jeu de nombreux intérêts et de gros capitaux, et qui exigent de leurs administrateurs des connaissances techniques spéciales. Ce contrôle aurait même dû s'exercer préalablement sur la forme et la précision *des promesses* faites aux sociétaires.

L'État est intervenu récemment de la façon retentissante que nous avons rapportée précédemment, pour s'opposer aux répartitions des sociétés Châtelusiennes ; mais, dans la période de création des sociétés de retraites, il est resté inactif, malgré l'inaptitude notoire des fondateurs. Si donc nous avons formulé de vives critiques à propos de l'action mutualiste, en général, et si nous avons jugé comme

définitivement inaptes à l'exercice de leur fonction spéciale, les sociétés de retraites, nous devons placer les responsabilités où elles se trouvent, et rendre hommage au courage civique de ceux qui ont lutté seuls contre l'ignorance et l'imprévoyance de leurs administrés, au risque de compromettre leur sécurité personnelle, en leur disant toute la vérité sur les catastrophes qui se préparaient.

Exemple d'inertie des pouvoirs publics. — La ville de Reims nous fournit un exemple de ce cas :

En 1849, la Société mutuelle de prévoyance pour la retraite y fut fondée par un épicier et quelques ouvriers et employés formant un effectif de 33 membres. Elle avait pour but de constituer une pension viagère de 1 franc par jour à ses membres qui auraient versé depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de soixante, une cotisation annuelle de 18 fr. 25 ; pratiquement 0 fr. 35 tous les dimanches.

En 1859, elle comptait 318 membres, en 1869, 1.100 membres, vers 1885, environ 4.000, nombre qu'elle ne dépassa pas.

L'administration en fut confiée à des hommes d'une probité et d'un dévouement exemplaires, employés et ouvriers en majeure partie.

En 1872, fut appelé à la présidence, un négociant rémois qui avait des connaissances suffisantes pour analyser la situation réelle de la société.

Il en fit une étude minutieuse qui l'amena à tenir

le langage suivant à l'Assemblée générale du 24 novembre :

« Les anciens sociétaires ont été reçus avec des dettes ne portant pas d'intérêts, ce qui nous coûtait au 31 décembre 1871 : 202.446 francs et au 31 décembre 1869, déjà 168.067 francs... Par conséquent, si la société ne devait plus recevoir de nouveaux membres et en supposant qu'il n'y ait pas un sou de perte sur les 161.445 francs qui lui sont encore dûs (et vous savez que beaucoup de ces sommes ne rentreront jamais à la Caisse), il faudrait pour qu'elle soit certaine de payer la rente à tous ses sociétaires qu'une âme charitable lui fasse don, dès aujourd'hui, de 200.000 francs.

» Cette somme ne rapporte pas d'intérêts, soit de ce chef une perte d'au moins 10.000 francs...

» Au 31 décembre 1867 par exemple, il était dû, ne portant pas d'intérêts, 182.902 fr. 50, ce qui représente 501 sociétaires ne payant pas de cotisations sur 1.000 ; et 505 seulement payant les leurs.

Pour moi, vous marchez droit à une catastrophe...

« Voilà malheureusement comment je comprends la position après quatre ans de travail. C'est triste. Il est probable que je suis loin d'être agréable à plusieurs d'entre vous, en disant des choses aussi peu en harmonie avec ce qu'ils désirent ; j'en suis aussi peiné qu'eux. En tout cas, j'acquiesce un devoir

de conscience auquel m'oblige ma position dans la société (1).

En effet, ce langage déplut fort. Certains membres exaspérés proférèrent des menaces violentes ; la police dut intervenir pendant quelques temps pour protéger la personne de ce courageux président qui démissionna.

Les pouvoirs publics n'intervinrent pas administrativement ; les successeurs suivirent les errements des fondateurs, ne réparèrent pas le déficit, et, en 1905, la catastrophe prédite se réalisa en une liquidation qui produisit le 40 o/o, soit 0 fr. 40 par jour aux pensionnés, au lieu de un franc ; et le remboursement proportionnel aux non-pensionnés.

L'inaction des pouvoirs publics n'a-t-elle pas été dans cette circonstance une faute aussi lourde que celle des administrateurs, moralement et matériellement entraînés à respecter les décisions de la majorité des sociétaires incompetents ou insoucians ?

Absence de conseils et de contrôle. — La science et le contrôle ont manqué aux dirigeants, comme aux simples adeptes. Au lieu de leur faire l'aumône, il eût été préférable de les instruire, de les conseiller et de les contrôler.

C'est donc le contre-pied de la méthode employée

1. Société mutuelle de prévoyance pour la retraite. Paroles prononcées par M. Chauffert, président, à l'ouverture de l'assemblée générale du 24 novembre 1872. Reims. Matot-Baine, éditeur.

jusqu'à ce jour en matière de mutualité qu'il faut prendre. Il faut *éduquer*, *prévoir* et *organiser*, pour n'avoir ni à *assister*, ni à *réparer*.

C'est ce que nous allons nous efforcer de faire.

Régénération de la branche maladie. — Nous n'avons pas la prétention de présenter un plan parfait, précis et complet, de l'œuvre de régénération qui transformera la fausse mutualité actuelle, *en vraie mutualité*, ni de déterminer la structure définitive de l'association d'assurance mutuelle contre la maladie. Mais nous voulons nous attaquer, pour y remédier, dans toute la mesure possible, à l'insuffisance générale du nombre et à l'éparpillement des effectifs, aux vices signalés ci-dessus, au chapitre science, à l'exagération de frais de gestion, à l'insuffisance de l'effort individuel des prévoyants, à l'examen des moyens pratiques de combler le déficit occasionné par l'élimination de tous subsides étrangers, à l'insuffisance des salaires invoquée comme excuse majeure de l'imprévoyance générale des travailleurs salariés ; enfin, leur procurer les loisirs nécessaires pour l'accomplissement de leur devoir social d'assiduité.

Et nous pensons ces réformes immédiatement réalisables par le concours et la coordination des efforts respectifs, des prévoyants mutualistes individuellement considérés, de chaque société, des groupes supérieurs de la Mutualité au deuxième degré ;

Unions et Fédérations, de l'Administration compétente, du législateur, des associations professionnelles, de la technique industrielle, enfin, et dans les formes suivantes :

Remèdes à l'insuffisance du nombre

L'éducation générale. — Tout d'abord, ainsi que nous l'avons démontré dans notre première partie, il est indispensable de procéder à l'*éducation générale mutualiste* par l'institution d'un *enseignement scientifique de la Prévoyance*. Nous renvoyons au développement de cette question, et rappelons seulement que nous en attendons :

1° La diffusion de la notion de la nécessité fondamentale de l'effort individuel, la fraternité mutualiste ne suffisant pas, et la dignité de l'homme lui commandant de pourvoir seul à sa propre sécurité ;

2° La substitution des méthodes scientifiques aux procédés empiriques en vogue ;

3° L'accroissement du nombre surtout.

Mais cette orientation initiale de la jeunesse vers la Prévoyance mutuelle ne suffit pas, les efforts suivants doivent la compléter.

L'effort individuel des Prévoyants mutualistes. —

1° Propagande individuelle constante des membres participants dans leur entourage, leur société leur

en fournissant les moyens par la remise d'imprimés spéciaux et le président les exhortant à ce prosélytisme à la fin de chaque réunion.

Les résultats que cette propagande orale et intime a donnés ont été remarquables, chaque fois qu'elle a été intensivement pratiquée. Les Prévoyants de l'Avenir dont la croissance a été prodigieuse, lui doivent leur développement triomphal.

L'effort de chaque société. — Envoi périodique, par les sociétés elles-mêmes aux personnes susceptibles de devenir sociétaires, de notices résumant les avantages généraux de la Mutualité et ceux particuliers de chaque société. Démarches consécutives de membres du comité, à tour de rôle, pour déterminer les adhésions visées.

Intéresser l'encaisseur ou collecteur à chaque affiliation qu'il obtient de sa propagande particulièrement facile. Toute proportion gardée, en un mot, copier les procédés de production des sociétés d'assurances mutuelles à forme commerciale. « La Prévoyance est une affaire », on l'oublie trop.

L'effort des groupes supérieurs. — Organisation de conférences et manifestations périodiques par les groupes supérieurs : Unions et Fédérations, publications instructives étudiant toute la question mutualiste et renseignant les groupes inférieurs sur les perfectionnements d'ordre interne, réalisables ; aide pour la création de Maisons de la mutualité.

L'effort du législateur. — Suppression des Caisses patronales, maladie, les assurés devant constituer des associations *libres*, s'ils veulent être assurés. La retenue obligatoire, la tutelle du patron font de ces caisses une opération d'assurance qui n'a rien d'éducatif et *prive* la mutualité libre de tous les assurés ainsi couverts.

Amélioration de la réglementation de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs des établissements industriels, de la législation protectrice du travail en général, réduction de la durée du travail journalier, institution de la semaine anglaise et suppression du travail de nuit, sauf dans les usines à feu continu où la nature de l'industrie l'exige ; dans ce cas, limitation d'une durée maximum du travail. Plus généralement, achèvement de l'œuvre législative par toute mesure rendant *assurables* contre la maladie, ceux qui ne le sont pas actuellement, à cause de leurs conditions défectueuses de *travail* ou de *logement*, élaborations de lois contre l'alcoolisme et la tuberculose notamment.

*Remèdes à l'éparpillement des effectifs par l'effort
du législateur*

Suppression de la distinction des sociétés en libres et approuvées, toutes étant soumises à l'approbation.

Exigences d'un nombre minimum de membres pour chaque création projetée, examen rigoureux de l'opportunité de la création des chances de réussite, et des garanties morales qu'offrent les fondateurs, contrôle de la gestion par la Direction de la Mutualité, sur production d'états périodiques.

L'effort de l'administration compétente contre l'insuffisance du nombre. — Établissement de barèmes des primes nettes afférentes aux professions dangereuses ou insalubres qui permettront l'admission de tous les travailleurs dans toutes les sociétés. Obligations pour celles-ci d'harmoniser leurs statuts avec les statuts modèles annexés à la loi en vigueur sur la matière, afin de faciliter les mises en subsistance pratiquées, et les mutations définitives légalement envisagées, entre toutes les sociétés.

Remèdes aux vices relevés au titre science. — Conformément aux exigences de la science préétablie, nous proposons les remèdes suivants :

1^o Observation *rigoureuse* des tables de morbidité et barèmes, établissant la prime nette afférente à la couverture garantie par chaque société ;

2^o Péréquation des recettes et des dépenses, sans contribution aléatoire étrangère aux versements des membres participants ;

3^o Proportionnalité scientifique des cotisations aux risques par âge, sexe et profession ;

4^o Observation *effective* de la loi (art. 8) relative-

ment à la réassurance et aux mutations, c'est-à-dire organisation de ces services par les Unions et Fédérations ;

5° Même exécution des prescriptions du même article, par les Unions, relativement à la création de *pharmacies mutualistes*.

Au point de vue médical que nous avons précédemment réservé, nous préconisons l'allocation en argent selon le prix moyen local des visites et consultations. L'assuré malade restant libre de choisir son médecin, estimera avoir obtenu pour le prix de son assurance ce qu'il croit être les meilleurs soins, ceux qui pour lui ont le plus de valeur. Ce qui, avec l'institution de la pharmacie mutualiste, constitue bien la couverture totale au moindre prix. Nous ne concevons pas de solution plus satisfaisante. L'allocation d'une indemnisation pécuniaire globale laissant la faculté à chaque assuré de l'employer à sa guise, nous semble par contre une solution irrationnelle à deux points de vue :

1° Parce qu'il n'est pas certain que l'allocation sociale recevrait sa véritable destination ;

2° Parce que, surtout, elle consiste à éliminer le concours de la pharmacie mutualiste qui permet d'obtenir au *moindre prix* la fraction la plus importante de la couverture assurée.

8° Suppression par État de toute allocation n'ayant pas exclusivement le caractère exceptionnel et tem-

poraire : 1^o de prime d'encouragement accordée aux sociétés qui ont réalisé des progrès notoires au point de vue de l'accroissement du nombre de leur sociétaires, de la science de leurs procédés et de l'économie de leur gestion, et dont nous indiquerons plus loin l'affectation ; 2^o de secours exceptionnels, motivés par un événement accidentel le justifiant : épidémie, cas de force majeure les empêchant momentanément de tenir leurs engagements. Assimilation complète des sociétés libres aux sociétés approuvées ; soit : même traitement quant aux primes d'encouragement et aux secours exceptionnels précités. Même capacité juridique.

9^o Renonciation volontaire et progressive des sociétés aux libéralités des membres honoraires au fur et à mesure de l'amélioration de la situation pécuniaire de leurs membres et de l'abaissement de leurs frais généraux, en ne remplaçant pas les membres honoraires décédés ou démissionnaires.

Remèdes à l'exagération des frais de gestion. — Les Sociétés de secours mutuels qui se font un point d'honneur de s'administrer gratuitement ont 20 et 25 0/0 de frais de gestion, nous l'avons constaté, alors que les Sociétés mutuelles à forme dite commerciale ont, forfaitairement, du 7 ou de 8 0/0 seulement.

1^o L'accroissement des effectifs et les mesures pré-

ventives pré exposées contre leur éparpillement y remédieront en bonne partie ;

2° Il est indispensable, d'autre part, que l'administration compétente ne se contente pas de formuler les paternelles remontrances que nous connaissons, mais adoptent des conclusions moins platoniques, des sanctions efficaces ; au besoin le changement des administrateurs, une action en indemnité accordée aux sociétaires contre les dissipateurs rendus civilement responsables ; et la dissolution, si le groupe lui-même, dans son ensemble, est incapable de se gérer conformément aux prescriptions qui lui seront enseignées ;

3° Obligation pour les sociétés de tenir une comptabilité ouverte et précise de tous les services qu'elle rémunère, et d'en fournir le détail dans leurs rapports annuels officiels ;

4° Enfin allocation de primes d'encouragement à celles qui auront réalisé annuellement le maximum de progrès dans la réduction définitive des frais de gestion, c'est-à-dire pendant un temps à déterminer.

Remèdes à l'insuffisance de l'effort individuel des prévoyants mutualistes et à l'insuffisance plus générale des salaires des travailleurs non mutualistes les rendant impuissants à s'assurer. — En considérant exclusivement la fonction fondamentale des Sociétés de secours mutuels, celles d'association d'assurances

mutuelles contre la maladie, quelles seraient leur situation générale et particulière après l'élimination intégrale de l'assistance publique et privée que nous venons d'envisager.

D'une manière générale, l'intervention charitable de l'État est beaucoup plus considérable en faveur de la branche retraite qu'en faveur de la branche maladie, pour laquelle elle se réduit sur un total de 10.200.000 francs (1).

A 3.500.000 francs en chiffres ronds, se décomposant ainsi :

1° Subventions aux sociétés ne faisant pas la retraite.....	338.101 fr. 50
2° Secours exceptionnels.....	2.990 fr.
3° Bonification d'intérêts, déduction faite seulement de celle relative au fond commun de retraite.....	3.220.000 fr.
Total.	<u>3.541.091 fr. 50</u>

En conservant les secours exceptionnels 2.990 »

Le déficit global serait donc d'environ..... 3.548.101 » 50 que supporteraient les 2.300.000 mutualistes assurés de la branche maladie, ce qui nécessiterait un effort individuel immédiat et complémentaire d'environ 1 fr. 50 par membre participant (moyenne générale).

1. *Supra*. 1^{re} partie du relevé général. Situation générale, subvention allouée pour l'État en 1910.

Or, la majeure partie des sociétés maladies sont approuvées (15.000), et leurs membres, nous le savons, paient des cotisations inférieures de 2 à 3 francs par an à celles des membres des sociétés-libres de même catégorie.

Un effort égal et possible de leur part permettrait donc aux sociétés approuvées de la branche maladie de compenser *immédiatement* l'élimination de l'Assistance publique.

Nous avons vu, dans le même ordre d'idées (1) que dans leur ensemble, les quatre catégories de sociétés approuvées couvrent exclusivement leurs dépenses de maladie et leurs frais de gestion avec les seuls versements de leurs membres participants sans l'appoint de l'Assistance publique ou privée.

D'autre part, que les sociétés approuvées de la première catégorie (maladie seule) couvrent à peu près les mêmes dépenses dans les mêmes conditions rationnelles. Le versement des membres participants s'élevant à 7.300.000 francs et les dépenses de maladie et frais de gestion à 7.500.000 francs.

1. 2^e partie, chap. II, §. *Les Vices* (e).

EXEMPLE DE TRANSFORMATION IMMÉDIATE D'UNE
SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS EN ASSOCIATION
MUTUELLE OU COOPÉRATIVE D'ASSURANCE

Ces remarques qui abondent dans le même sens, peuvent être d'ailleurs confirmées et renforcées par l'examen du bilan d'une société de la branche maladie dont nous avons étudié les statuts dans notre première partie, « la Fraternelle Rémoise », et la recherche de ce que deviendrait sa situation financière en supposant réalisée l'élimination de tous les facteurs étrangers à l'effort des assurés eux-mêmes : puis la répartition, le cas échéant, du boni annuel entre les assurés, comme dans la coopérative de consommation ou les consommateurs, qui sont en même temps leurs propres vendeurs, se partagent annuellement le boni qui résulte de leurs opérations sociales.

LA FRATERNELLE RÉMOISE

COMPTE RENDU DES OPÉRATIONS ET SITUATION DE
L'ANNÉE 1912.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1912

Fonds de roulement. — Actif.

Actif au 31 décembre 1912.....	6.405 fr. 37	
Cotisations des membres participants..	9.257 » 75	
Droits d'entrée et amendes,.....	107 » »	
Recettes diverses.....	204 » 55	
Intérêts au 31 décembre 1912.....	383 » 22	16.337,92
Cotisations des membres honoraires...	1.698 » »	
Subvention du gouvernement.....	305 » »	2.003
		18.340 fr. 92 18.340,92

Passif:

Mémoires des médecins, pharmaciens :	
Bandagistes, oculiste, hospice, clinique.....	9.126,70
Inhumations	852 —
Frais de gestion et divers.....	<u>1.077,65</u>
Total.....	11.077,65

Récapitulation du fonds de roulement:

Actif.....	18.740,92
Passif.....	<u>11.077,65</u>
Actif au 31 octobre 1912...	7.263,27

ÉLIMINATION DE L'ASSISTANCE PRIVÉE ET PUBLIQUE

Fonds de roulement. — Actif:

ACTIF		RÉCAPITULATION	
Actif actuel.....	18.340,92	Actif net....	16.337,92
Assistance à déduire..	<u>2.003 —</u>	Passif.....	<u>11.077,65</u>
Actif net.....	16.337,92	Actif au 31 oc-	°
		tobre 1912.	5.260,27

Résultat de l'élimination :

Actif au 31 décembre 1911.....	6.405 fr. 37
— 1912.....	<u>5.260 — 27</u>
Perte.....	1.265 fr. 10

Fonds de réserve :

Actif au 31 octobre 1911.....	41.645 fr. 10
Intérêts — 1912.....	<u>1.874</u>
Actif au 31 octobre 1912.....	43.519 fr. 10

L'accroissement de ce fonds de réserve n'étant pas le but de l'institution, et ne lui étant plus nécessaire puisqu'elle peut effectuer toutes ses opérations d'assurances avec les seuls versements de ses assurés, et les intérêts de leur avoir social ; ceux-ci au lieu d'être accumulés doivent être logiquement employés à combler l'insuffisance normale actuelle de leurs versements, c'est-à-dire le déficit de 1.265 fr. 10 accusé par le bilan de roulement au 31 décembre 1912.

De la sorte, il ressort définitivement un boni de 1.875 — 1.265, fr. 10 = 608 fr. 90 à répartir entre les 690 associés.

Ainsi, dans cet exemple, l'élimination intégrale de la charité publique et privée détermine :

1° *A priori*, une insuffisance de recettes totales de 1.265 fr. 10, soit de $\frac{1.265}{690} =$ environ 2 francs

par tête d'assuré, ce qui confirme approximativement l'évaluation ci-dessus établie pour l'ensemble des Sociétés approuvées (1, 50, moyenne générale) dans le cas d'élimination de l'assistance publique seulement.

En raison de l'élimination complémentaire des membres honoraires, la différence serait plus grande dans notre exemple, si les frais de gestion et dépenses diverses n'y étaient beaucoup plus réduits que dans l'ensemble des Sociétés de secours mutuels (9 o/o au lieu de 20 o/o) du total des dépenses.

2° Il se trouve que le revenu du capital de réserve suffisant pour l'avenir, permet de substituer à une augmentation des cotisations le *partage d'un boni*.

Le régime de l'assurance mutuelle pure, dans ce cas particulier : *la coopérative d'assurance des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes*, est donc immédiatement réalisable.

Le Fraternelle rémoise ne doit pas être la seule dans cette situation favorable à sa transformation. En tout état de cause, elle peut dès à présent, en l'effectuant, avoir l'honneur de montrer à la Mutualité française le chemin de son *émancipation* économique et sociale.

En admettant même une situation généralement moins propice à une émancipation intégrale immédiate. En supposant que les affiliés actuels soient pécuniairement incapables d'accomplir l'effort com-

plémentaire que nous venons de déterminer que, d'autre part, la majeure partie du prolétariat ne puisse pas, à cause de l'insuffisance de son salaire, s'affilier aux Sociétés de secours mutuels, argument le plus souvent invoqué pour justifier son indifférence. Est-ce à dire qu'il est impossible d'y remédier complètement et dès à présent? Nous ne le pensons pas ; nous allons même prouver le contraire.

Remèdes généraux

Nous avons, en effet, l'embarras du choix entre les moyens suivants :

1° L'usage et le concours des instruments de progrès social décisifs que le principe d'association a mis aux mains du prolétariat : coopérative de consommation et association professionnelle ;

2° L'intervention législative, l'action des ligues sociales d'acheteurs, l'emploi du label, l'initiative patronale ;

3° La transformation de la technique industrielle.

C'est du concours de tous ces facteurs, à la fois, de leur coopération étroite, active et méthodique, que nous attendons des résultats immédiats et des résultats complémentaires, progressivement satisfaisants.

La coopérative de consommation. -- En s'affiliant

immédiatement à celles qui existent en France, et en en fondant où il n'en existe pas, quel avantage peuvent obtenir les salariés impuissants aux deux degrés préenvisagés ?

Ses vertus. — Notre éminent professeur Ch. Gide (1) nous l'enseigne et les résume sous le titre : « Les Douze vertus de la Coopération », parmi lesquelles nous retenons celles les plus en rapport avec notre sujet : *Mieux vivre et épargner sans peine*, qu'il expose ainsi :

Mieux vivre. — Vins frelatés, café de pois chiches, beurre de margarine, sucre de saccharine, poivre de balayures, eaux-de-vie vénéneuses, tout cela tombe dans la grande bouche du peuple, au détriment de sa santé et de sa capacité de travail. Eh bien ! la Société coopérative de consommation lui assure des aliments de parfaite qualité, de meilleures provenances. Elle n'a pas d'intérêt à tricher, puisqu'elle se vend à elle-même.

Épargner sans peine. — Qui dit *épargne* dit *privation*, semble-t-il ? Les deux mots sont synonymes et les deux idées inséparables.

Qui peut épargner sans se priver de quelque chose ?

Pourtant la coopérative a résolu ce problème insoluble... Voici comment. A chaque fois que l'associé

1. Ch. Gide, *la Coopération*, Paris, 1900.

fait un achat, le bénéfice qu'un marchand ordinaire aurait réalisé sur cet achat, soit 10 o/o, par exemple, est inscrit à son compte et sur son livret, et à la fin de l'année, la société lui dit : « Vous avez acheté 700 francs de marchandises, j'ai fait là-dessus 70 francs de profits ou plutôt d'économie qui vous appartiennent et que je vous restitue », et voilà notre associé devenu à la fin de l'année petit capitaliste.

Ainsi, *santé et épargne*, tels sont les deux avantages essentiels que retirent les associés des coopératives de consommation, et qui sont immédiatement à la disposition de tous les travailleurs salariés pour remédier à l'insuffisance actuelle de leurs ressources, au delà de ce qui leur manque, pour assurer leur sécurité à la Société de secours mutuels.

Actions parallèles. — Sans entrer dans le détail de l'influence précise et respective de l'action des syndicats ouvriers, de l'intervention législative, de l'action des ligues sociales d'acheteurs, de l'emploi du label, et de l'initiative patronale sur *la santé et le salaire* des travailleurs, ce qui sort du cadre de notre thèse, nous rappellerons, pour mémoire seulement, que l'action incessante et convergente de ces différents facteurs d'amélioration du sort de la classe ouvrière, a déjà porté ses fruits, a incontestablement allégé le poids de la servitude économique et sociale qui l'accable, et que les résultats obtenus sont le

gage certain de ce qu'on peut attendre de leur action future. Surtout, lorsque le développement du *sens social* des travailleurs, de leur éducation économique et de leurs ressources, leur permettra de tirer tout le profit contenu en puissance dans leur droit d'association professionnelle, par un exercice plus général et plus judicieux de ce droit. Le mouvement émancipateur paraît d'ailleurs s'être universalisé. La communauté de vues internationales qui s'accroît de jour en jour, semble être le prélude d'une généreuse rivalité entre les Nations dans l'accomplissement de cette œuvre humanitaire. Tous les travailleurs salariés se trouveront donc de plus en plus dans les conditions sanitaires et pécuniaires qui leur permettront de pourvoir *eux-mêmes* à leur sécurité en s'affiliant aux associations d'assurances mutuelles.

Transformation de la technique industrielle. — Cette question est d'actualité et peu connue du monde industriel français, où elle n'a pas encore été répandue et appréciée.

Les aperçus qui suivent sont extraits de la thèse récente de M. Vielleville (1), qui sous le titre de *Système Taylor*, en a fait une étude approfondie. Il s'agit d'une révolution scientifique dans la technique industrielle moderne, aboutissant au résultat remarquable d'avantager à la fois le salarié, l'entrepreneur

1. Vielleville, *le Système Taylor*. Thèse de Paris, 1914.

et le consommateur. Quant au premier, de permettre soit une augmentation très sensible de son salaire, ou une augmentation moindre combinée avec une diminution de la durée de son travail journalier.

Ces résultats sont obtenus par une observation et un chronométrage méticuleux des efforts et gestes de l'ouvrier en action, puis par une détermination consécutive de ce qu'ils doivent être scientifiquement, pour donner le maximum de production avec le minimum d'efforts et dans le minimum de temps possible.

Ce qui détermine une *augmentation du salaire* proportionnée à l'accoissement de production réalisé.

Le système qui constitue l'ensemble de ces procédés scientifiques appliqués à toutes les professions industrielles est le fruit des recherches de l'ingénieur américain Taylor qui lui a donné son nom.

Deux exemples typiques d'application donnent une idée de sa portée économique : 1° un porteur de gueuses de fonte, dans un établissement américain, en manutentionnait en moyenne 12 tonnes par jour avant la direction de M. Taylor. Après l'adoption de son système, il en manutentionnait 17 tonnes 1/2, pendant le même temps, ce qui lui valut un salaire de 9 fr 25 au lieu de 5, 75. Les 600 ouvriers du même établissement imitèrent son exemple et obtinrent le même salaire ; 2° un poseur de briques, qui en posait 120 à l'heure, parvint à en poser 350.

Enfin en France. depuis mars 1913, le système Taylor est partiellement appliqué à l'établissement Renault, construction d'automobiles à Billancourt, où il a permis une augmentation des salaires de 10 à 25 o/o.

La vulgarisation du système Taylor peut donc déterminer, en même temps qu'une transformation complète de l'industrie moderne, une amélioration considérable des conditions d'existence des salariés, et *remédier ainsi puissamment* à l'insuffisance actuelle des salaires qui fait échec au développement normal de la Mutualité française.

Situation transitoire. — Tels sont les réformes, transformations et émancipations que nous croyons nécessaires et suffisantes pour régénérer les Sociétés de secours mutuels et faire de toutes, des Coopératives d'assurance contre la maladie, à l'image de celle dont nous avons établi ci-dessus le bilan.

Jusqu'à ce que *l'éducation générale et les réformes* préexposées aient produit tout leur effet, l'élimination intégrale de l'assistance privée et publique ne permettra généralement aux associations d'assurance mutuelle contre la maladie, que l'exercice strict de leur fonction d'assureur, mais pas celui de leurs attributions philanthropiques accessoires : allocations aléatoires aux veufs, veuves, orphelins de sociétaires décédés, secours exceptionnels aux infirmes et aux incurables, ou alors, très faiblement,

et au détriment de la couverture maladie assurée. Aussi, croyons-nous que pendant la phrase *transitoire* de régénération, ces attributions ne pourront être remplies, qu'avec l'appoint des revenus, des dons, legs et primes d'encouragement de l'État que nous avons prévus ; que grâce au *retrait*, seulement *progressif*, des faveurs ordinaires de l'État, et à la *renonciation* également *progressive*, des sociétés, par voie d'extinction, aux apports de leurs membres honoraires, et cela au fur et à mesure que s'accusera l'amélioration de la condition des travailleurs.

C'est en partie pourquoi, nous avons proposé l'émancipation des sociétés libres.

Nous pensons qu'il serait actuellement téméraire, et toujours injuste, de priver *légalement* les Sociétés de secours mutuels ou une partie d'entre elles, toutes ayant le même but, des libéralités occasionnelles que peut leur valoir l'affection généreuse d'admirateurs de l'œuvre mutualiste. Car, différemment, elles seraient les personnes morales les moins bien traitées de France par la Puissance publique.

Mais les dons, legs particuliers, primes d'encouragement de l'État, devront, dans notre pensée, constituer, par *le revenu* de leur *emploi obligatoire*, les ressources extraordinaires, limitées et *transitoires*, de la Mutualité en évolution ; en quelque sorte, une caisse philanthropique annexée au service d'assurance proprement dit, dernier vestige de la phase

charitable. Cette caisse indépendante sera seule chargée de la distribution des secours accessoires, qui sont le prolongement de l'assurance et donnent à l'œuvre mutualiste, son caractère *fraternel*, sa *physionomie démocratique*, qu'il est socialement nécessaire de lui conserver en France.

Mais cela est tout différent de la confusion et de l'empirisme qui président souverainement à l'action mutualiste actuelle. Au surplus, cette *fonction charitable* auxiliaire ne sera que *transitoire*.

L'application des réformes et l'emploi des remèdes que nous avons préconisés, conduisant à une amélioration indéniable de la situation sanitaire, pécuniaire, et de la liberté des travailleurs, leur procurera le moyen d'éliminer complètement en y *renonçant délibérément*, toute contribution de la générosité étrangère même occasionnelle, et d'où qu'elle vienne ; suivant en cela l'exemple de la légitime fierté des « Friendly Societies » anglaises, qui ne veulent rien recevoir de ceux à qui elles ne peuvent rien donner. Ils seront alors les uniques artisans de leur *sécurité intégrale* et fraternelle, dans l'*Association Coopérative d'Assurance contre la maladie* définitivement régénérée, ouverte et accessible *en fait comme en principe*, à tous les travailleurs salariés. Celle où ils viendront en masse apprendre à s'affranchir en commun du joug des servitudes d'insécurité naturelle les plus pressantes ; former et élargir leur

conscience sociale, nous l'avons démontré ; et se préparer ainsi à conquérir en commun, sous des formes d'associations *plus complexes*, la sécurité économique et sociale à laquelle ils ont droit.

La coopérative d'assurance contre la maladie. — L'association coopérative contre la maladie, dans sa forme définitive, sera donc bien, *en fait comme en principe, l'instrument de progrès social fondamental*, que nous avons essayé de forger ; il nous reste à justifier *complètement en fait*, cette préférence ; et à envisager les conséquences de son influence sur l'avenir du solidarisme associationniste, en général, ainsi que sur l'association professionnelle ouvrière. C'est la dernière partie de notre tâche à laquelle nous consacrons le chapitre suivant.

TROISIÈME PARTIE

L'ASSOCIATION D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LA MALADIE OU COOPÉRATIVE D'ASSURANCE

INSTRUMENT D'INITIATION AU PROGRÈS SOCIAL

CHAPITRE UNIQUE

Justification de la dénomination de coopérative appliquée à la société de secours mutuels régénérée.

— Nous savons que la dénomination « Coopérative d'assurance » appliquée à la Société de secours mutuels régénérée, telle que nous l'avons forgée, sonnera mal aux oreilles de ceux qui ont peur des mots et leur attachent une importance capitale. Coopérative, cela évoque quelque peu l'idée de communisme, de socialisme (*lato sensu*) tout au moins. Aussi, pensons-nous, que transitoirement, jusqu'à ce que la Mutualité soit définitivement sortie de la

phase bâtarde de son existence, la dénomination d'association d'assurance mutuelle, également vraie, devra être adjointe à celle de coopérative d'assurance, en la précédant. Le qualificatif coopérative n'en sera pas moins définitivement fondé, en raison de la similitude du but des associations mutuelles et des coopératives de consommation. En effet, de même que la coopérative de consommation a pour but la suppression de l'intermédiaire Vendeur, et procure l'alimentation au prix de revient à tous ses acheteurs solidarisés qui y sont leurs propres vendeurs; l'association d'assurance mutuelle contre la maladie, a pour but la suppression de l'intermédiaire Assureur, et procure la sécurité assurance, au prix de revient, à tous ses assurés solidarisés, qui y sont leurs propres assureurs.

Telle est d'ailleurs la doctrine enseignée à la Faculté de Droit, ainsi qu'en atteste l'assimilation suivante du coopératisme et du mutualisme (1).

« A la lutte, à la concurrence pour la vie, il faut substituer la solidarité, la coopération. On pourrait l'appeler le solidarisme associationniste, par opposition au solidarisme juridique ... Le solidarisme associationniste relève de la Mutualité, mais, le principe mutualiste ne se prête qu'à des améliorations sociales.

1. Cours des Doctrines économiques, 1912-1913. M. Deschamps, professeur, *le Solidarisme associationniste ou coopératisme*.

Il consiste essentiellement dans la mutualisation, c'est-à-dire, dans l'assurance des risques particulièrement graves de maladie, d'invalidité, de vieillesse et de chômage. On ne saurait donc attendre du principe mutualiste une transformation de fond dans la vie des Sociétés.

« Il en est autrement du principe coopératif qui n'a d'abord été envisagé que comme instrument d'amélioration sociale dans ses différentes applications à la production et à la consommation, etc. »

Justification de l'attribution du rôle fondamental d'instrument d'initiation au progrès social à l'association mutuelle et coopérative d'assurance contre la maladie. — Nous devons établir cette justification pour éviter toute interprétation équivoque de notre pensée, et surtout le reproche suivant formulé par notre éminent professeur M. Ch. Gide, à l'adresse des chefs de la Mutualité.

« En somme, ils voudraient faire de la Société de secours mutuels l'institution centrale, pivotale, comme disait Fourier ou, comme disait Léon Say dans son rapport général. « La cellule embryonnaire autour de laquelle toutes les autres sociétés de Prévoyance doivent se grouper », exactement comme l'association professionnelle pour le travail, comme l'association coopérative de consommation pour le confort. Mais il en résulte qu'ils négligent de

plus en plus le service qui constitue leur fonction essentielle ».

1° La constatation d'insuffisance qui termine cet exposé des aspirations et des prétentions mutualistes a été suffisamment mise en relief dans notre travail, pour qu'on sache que nous nous associons absolument à cette critique. Nous parlons donc de la Société de secours mutuels *régénérée*, et non pas de celle qui a complètement mal rempli ses fonctions, quand nous prétendons lui attribuer légitimement le rôle éducatif primaire, d'instrument d'initiation au progrès social.

2° Nous ne croyons pas du tout que le principe de la Mutualité renferme en lui seul la solution de la question sociale.

Nous ne pensons pas davantage que les autres instruments fondamentaux de progrès, associations coopératives de consommation et de production, associations professionnelles, doivent être *soudées* à l'association mutuelle et coopérative d'assurance ; ou que les diverses branches du solidarisme associationniste même doivent former ensemble l'arbre *unique* du progrès social, par leur greffage sur le sujet Mutualité, dont la sève les nourrirait également. Cette conception serait illogique puisqu'on attend de chacune de ces associations des améliorations économiques et sociales de nature *différente* qui s'appellent le *Confort*, l'*Accroissement des salaires*,

l'Accroissement des loisirs, l'Indépendance économique et la Sécurité des travailleurs.

Nous croyons en outre à la nécessité de leur autonomie respective, en vertu du principe économique de *la division du travail*, leur but permettant à ce point de vue de les classer tout d'abord en deux catégories bien *distinctes* :

1^o Les instruments *définitifs* de progrès social, ceux qui paraissent destinés à en rester les machines *fondamentales et perpétuelles*, dont l'action a été qualifiée de *solidarisme associationniste*, et qu'on pourrait peut-être qualifier aussi de *solidarisme préventif et effectif*, par opposition au solidarisme dit juridique, qui n'est qu'un traitement *palliatif* des maux sociaux. Nous rangeons dans cette première catégorie l'Association mutuelle et coopérative d'assurance (sécurité), ainsi que l'Association coopérative de consommation (confort), et celle de production (indépendance (1)).

2^o Dans la deuxième catégorie, nous plaçons uniquement l'Association professionnelle ou syndicat ouvrier, dont le rôle économique et social est *éphémère* par définition, puisqu'il a le but suivant formulé dans les statuts de la Confédération Générale du Travail.

Statuts de la Confédération Générale du Travail,

1. Voir *supra*, définition A. Deschamps,

modifiés aux Congrès d'Amiens (1906), Marseille (1908), et le Havre (1912).

« La Confédération du Travail régie par les présents statuts a pour but :

» 1^o De grouper les salariés pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels ;

» 2^o Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

» Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte électoral politique quelconque ».

Or, dès que l'œuvre d'amélioration transitoire d'accroissement des salaires et des loisirs, et l'œuvre destructive de suppression du salariat et du patronat seront achevées, l'Association professionnelle *n'aura plus sa raison d'être*, le salariat et le patronat ayant vécu.

Elle n'est donc appelée qu'à jouer *un rôle transitoire dans une vie éphémère*. Ce qui la distingue nettement des institutions de la première catégorie, chargées de l'œuvre *essentiellement perpétuelle* de construction et d'entretien du Progrès économique et social.

D'autre part, l'accomplissement de leur tâche respective n'implique pas une égale complexité, soit de structure, soit de fonctionnement, toutes n'exi-

gent pas un enchevêtrement d'intérêts, une permanence et une fréquence de contacts sociaux identiques et ne présentent pas, par suite, une égale nécessité *d'assouplissement* des intérêts et des consciences à associer. La *gradation* qui s'observe ainsi dans la nature et l'importance de leur rôle détermine donc encore une classification. Plus la tâche qui incombe à chacune a une portée décisive, plus elle requiert d'aptitudes sociales et économiques chez les membres solidarisés. Dans cet ordre d'idées, on peut affirmer que l'institution élémentaire, celle qui met les moindres intérêts en jeu, d'une part, et qui, d'autre part incite moralement le plus les hommes à se grouper dans son sein, est *l'Association de prévoyance mutuelle* contre les risques inhérents à l'existence humaine, dont les manifestations impressionnantes leur rappellent constamment l'égalité de tous les hommes dans la douleur et la misère physique, les accoutument à partager mutuellement cette douleur avec ses conséquences économiques et sociales, créant ainsi une solidarité *profonde et tenace* entre les prévoyants mutualistes ligüés contre la maladie, la vieillesse ou la mort.

Nous avons vu qu'elle est, de ce fait, *l'association pour tous*, ouverte à tous, prédestinée, en principe, au rôle *d'école primaire de la solidarité* ; et que, régénérée, elle sera définitivement accessible à tous les travailleurs salariés qui sont déjà naturellement *plus*

aptés à y participer qu'à toutes celles précitées. Le chiffres suivants qui indiquent leur développement respectif confirment pleinement cette assertion et l'exactitude du raisonnement sur lequel elle repose.

Croissance et activité respectives des institutions comparées (1).

Coopératives de consommation. — En 1885, 400 sociétés ; en 1893, 1.000 ; en 1900, 1.450 ; en 1910, 2.716 ou en 1909-1910, 2.636 avec 762.000 sociétaires.

Coopératives de production. — Quant aux coopératives de production le *Bulletin de l'Office du Travail* indique au 1^{er} janvier 1910, l'existence de 510 associations comptant 20.437 membres.

Associations professionnelles. — Enfin, quant aux associations professionnelles, voici la statistique que donne M. Paul Louis, dans son *Histoire du mouvement syndical en France, 1789-1910*.

Années	Sociétés	Membres
—	—	—
1884	68	
1899	2.685	492.647
1905	4.665	781.344
1910	5.260	977.350

1. M. Ch. Gide, *Institution de Progrès social et Almanach de la Coopération*.

Mutualité. — Les Sociétés de secours mutuels, malgré l'insuffisance de leur action et les vices originaux de leur conformation, ont prouvé leur faculté particulière *d'assimilation* par l'accroissement rapide de leur nombre et de leur population détaillé aux statistiques qui précèdent.

Le tableau ci-dessous représente ce mouvement ascensionnel remarquable.

Années	Sociétés	Membres
1860	2 274	317.000
1898	11.825	1.630.700
1910	18.638	3.500.000

Or, les institutions de progrès social *plus complexes* et d'une portée *plus décisive* que sont celles que des deux catégories précitées, souffrent toutes incontestablement de *l'inéducation générale*, du manque complet de sens social ou de l'étroitesse de la conscience sociale de la majeure partie des travailleurs salariés ; de leur ignorance quasi-totale des notions économiques ou administratives les plus élémentaires. Aussi malgré l'excellence de leur but elles végètent et ne se multiplient pas ; leur impuissance déplorable, à tous points de vue, est manifestement proclamée par les chiffres ci-dessus.

Ainsi, la Coopérative de consommation, plus complexe, plus prenante que l'Association mutuelle et

coopérative d'assurance, et celle de production, association plus intime des consciences et des intérêts, et d'une portée plus décisive que sa sœur, la Coopérative de consommation, ne peuvent vivre et prospérer que par une participation active et consciente de leurs adeptes.

La même nécessité s'impose pour l'Association professionnelle, dont l'action est fondamentalement viciée par ses accointances presque inévitables avec la politique, au sens péjoratif du mot. Toutes, en résumé, manquent des *êtres sociaux* préparés à la vie solidariste *offensive et complexe* du deuxième ou du troisième degré, par une *initiation préalable* à la vie simplement mutualiste, ou solidariste *défensive*, du premier degré ; celle à laquelle, précisément, tous les travailleurs salariés sont, naturellement et en fait, les plus aptes. Ce qui nous permet de conclure que *l'expérience assigne à l'Association mutuelle et coopérative d'assurance la fonction prépondérante d'instrument primaire d'éducation, d'initiation au progrès social, à laquelle sa nature la prédestine en principe.*

Co-action future des institutions de progrès social.

— La Mutualité elle-même, par une action réciproque bien naturelle, gagnera à cet accroissement des forces des autres institutions de progrès social, puisque l'économie des dépenses ouvrières déterminées par la vulgarisation des coo-

pératives de consommation, l'accroissement des salaires et des loisirs résultant du développement de l'action syndicale ouvrière, sont autant de facteurs de prospérité pour la Mutualité, nous l'avons démontré.

Puisque, les Syndicats professionnels puissants, instruits, et éclairés de demain, représentants autorisés du Travail, capables de traiter collectivement en son nom, avec le Capital, comme la loi le leur permet, se mettront contractuellement à la recherche de l'équation fixant la juste rémunération du Capital, du Travail et du Talent (1), et n'accorderont leurs bras et leur cerveau que contre *le salaire complet*, comprenant les prestations de sécurité de toute nature ; ce qui permet d'espérer l'avènement définitif de *l'assurance intégrale des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes* (2).

1. Déjà, l'économie réalisable par l'alimentation coopérative (*supra*) est de..... 70 fr.

L'accroissement des salaires par l'application du système Taylor, de 3 fr. 50 par jour, théoriquement, pratiquement de 1 franc après tassement-concurrence, soit annuellement de..... 300 fr.
370 fr.

2. Les 370 francs immédiatement réalisables (note précédente) couvrent, et au delà, le total des prestations de sécurité du salaire complet, qui seraient : Maladie 25 francs. Pension de retraite à soixante ans. de 360 francs avec indemnité au décès de 1000 fr. 65 francs (Caisse Nationale des Retraites). Enfin, deux assurances dotales de 1000 francs pour deux enfants, sur la tête du père de 25 ans ; 85 francs. au total 175 francs.

L'avenir du solidarisme associationniste ou coopératisme. — En un mot, nous croyons fermement que c'est aux associations solidaristes de demain, volontairement formées entre hommes également libres et éclairés, progressivement affranchies de toute tutelle, qu'il appartiendra par une action méthodique et coordonnée de préparer les bases de la Société future. C'est-à-dire d'instaurer le milieu le plus conforme à leur idéal de justice sociale.

Les architectes sociaux d'aujourd'hui étant évidemment incapables d'en arrêter les plans.

CONCLUSION

Avons-nous réussi à faire œuvre utile, ou simplement intéressante ? avons-nous avancé l'heure de « l'instauration du milieu moins douloureux que le nôtre, assurant à chaque individu, toute la somme de bonheur adéquate à toute époque, au développement progressif de l'humanité ».

Nous le souhaitons, sans oser le **prétendre**. Quoi qu'il en soit, nous restons **convaincu** que l'éducation est au fond, la **clef de la solution** du problème social.

Nous ne croyons pas que le bonheur des hommes puisse jamais sortir d'un décret, d'une loi ou d'une formule résultant des délibérations des plus sages et des plus éclairés d'entre eux.

Il sera leur œuvre commune à tous, ou il ne sera pas. Il est situé différemment pour chacun d'eux, d'ailleurs ; et leur perfection consiste à savoir l'atteindre. C'est de leurs efforts opiniâtres de perfectionnement individuel et collectif qu'ils peuvent seulement espérer un meilleur devenir social.

Le tout étant égal à la somme de ses parties, on

ne peut construire un tout social parfait, qu'avec des unités parfaites. Or, l'éducation étant à la base de la perfection morale et sociale, tout Principe, toute Institution, qui renferme en soi un pouvoir éducatif, contient en puissance sa part de solution de la question sociale.

Aussi serons-nous satisfait de notre tâche si nous avons pu faire partager à nos Maîtres la profonde conviction suivante qui est fermement la nôtre :

La Mutualité libre perfectionnée a un pouvoir éducatif prépondérant sur lequel on peut fonder les plus légitimes espoirs de progrès et de rénovation sociale.

Vu ; le Président de la thèse,

Ch. GIDE

Vu : le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

F. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Allain (Alb.)*. — Thèse Mutualité. Paris, 1906.
Bourgeois (Léon.). — Solidarité. Paris, 1912.
Bevin. — Thèse Mutualité. Paris, 1906.
Bougle (C.). — Le Solidarisme, Paris 1907.
Barberet. — Les Sociétés de secours mutuels. Paris, 1902.
Bourdeau (Louis). — Problème de la vie. Paris, 1901.
Charron (Pierre.). — Traité de la Sagesse. Paris 1836.
Cauwès. — Cours d'économie politique, 3^e édition.
Cheysson (M.). — La France charitable et prévoyante. — La
Coopération et la Mutualité dans la réforme sociale.
Crochard (A.). — Thèse Mutualité. Paris, 1902.
Deschamps (A.). — Les Caractères juridiques fondamentaux de la Mutualité. Paris 1911.
— Cours d'Histoire des Doctrines économiques 1912-1913.
Emboulas. — Thèse Mutualité. Paris, 1905.
Encognère (Ch.). — Thèse Mutualité. Bordeaux, 1904.
Gide. — Cours d'économie politique. Paris, 1909.
— La Coopération. Paris, 1900.
— Les Institutions de Progrès social. Paris, 1912.
Guilheman. — Thèse Mutualité. Montpellier, 1899.
Lépine (F.). — La Mutualité, Paris, 1903.
Montesquieu. — L'Esprit des lois.
Mayen (C.). — Thèse Mutualité, Dijon, 1902.

Paul (Louis). — Histoire du mouvement syndical en France, 1789-1910.

Puech (J.). — Le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs. Thèse de Paris, 1907.

Boilley (P.). — Association du Capital du Travail et du Talent, Paris, 1899.

Jay (R.). — La Réglementation légale de la durée du travail. (Cours de législation industrielle, 1912-1913).

Rostand (B.). — Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, 1901.

Weber (A.). — L'Enseignement de la Prévoyance. Paris, 1911.

— A travers la Mutualité, Paris, 1908.

Vielleville (A.). — Le Système Taylor. Thèse Paris, 1914.

Journaux, Publications, Revues, Lois

Annexe au *Journal Officiel* du 17 mai 1913.

Revue Politique et Parlementaire, 1904.

Bulletin de l'Office du Travail, 1912.

Statuts de la Confédération générale du Travail, 1914.

Statuts de la Fraternelle Rémoise (Société de Secours Mutuels, 1914).

Loi du 1^{er} avril 1898.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
OBJET DE CE TRAVAIL	6

PREMIÈRE PARTIE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA PRÉVOYANCE

CHAPITRE PREMIER. — La Prévoyance, nécessité sociale.	9
Utilité et portée de ces considérations. — La Prévoyance, vertu individuelle. — Son contenu. — Champ d'action de la Prévoyance collective. — Conclusion : la Prévoyance, nécessité sociale.	
CHAPITRE II. — Les maux dont souffre la Prévoyance française.	17
Vue d'ensemble. — Causes générales d'affaiblissement d'ordre interne. — Première cause, l'imperfection des institutions. — Deuxième cause, l'ignorance générale des prévoyants. — Produit des deux causes générales internes. — Causes générales d'affaiblissement d'ordre externe, généralités. — Procédés de l'art commercial moderne. — Première cause, la provocation à la consommation ; conséquences dans le cas de vente au comptant. — Deuxième cause, la vente à tempérament. — Con-	

séquences de la deuxième cause. — Remarque sur le crédit à la consommation. — Récapitulation des maux dont souffre la Prévoyance française. — L'inéducation générale, plaie unique	
CHAPITRE III. — Le remède fondamental.....	35
L'éducation générale, souverain remède. — Nécessité d'un enseignement de la Prévoyance. — La guérison de la plaie, nécessité sociale. — La plaie, fait social — L'enseignement de la Prévoyance, devoir de l'État.	
Conclusions générales.....	38
Conclusions particulières. — Le pourquoi du choix, en principe, d'une institution de Prévoyance Mutuelle comme instrument d'initiation au progrès social. — L'enseignement de la Prévoyance, facteur indispensable de la régénération des Sociétés de secours mutuels. — Ses apports. — Science. — Nombre. — Le nombre, facteur inéluctable de l'action économique et sociale des Sociétés de secours mutuels.....	41

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ANALYSE ET RÉGÉNÉRATION

CHAPITRE PREMIER. — Leurs fonctions, ou « Ce que doit être leur action économique et sociale ».....	43
Fonctions et action. — Point de vue purement économique. — Point de vue économie sociale. — Fonctions à ces deux points de vue. — Point de vue légal. — Loi du 1 ^{er} avril 1898. — Définition	

légale. — Interprétation sentimentaliste. — Interprétation rationaliste. — Interprétation juridique doctrinale. — Les Sociétés de secours mutuels sont des Sociétés d'assurances, dit la loi. — Accord du juriste et du législateur. — Accord de l'économiste, du juriste et du législateur. — Opinions de commentateurs qualifiés. — La certitude base de la Mutualité. — Identité de l'assurance et de la Mutualité. — Ce que doit être l'action purement économique des Sociétés de secours mutuels. — Fonction sociale éducative accessoire. — Les insociables. — Les êtres asociaux. — Détermination des vertus contenues dans la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels. — Isolement et Mutualité. — Le solitaire. — Le mutualiste. — L'éducation morale et intellectuelle mutuelle. — L'éducation mutuelle des vertus démocratiques et du sens social. — L'être social. — La composition véritable des Sociétés de secours mutuels. — Conclusion sur la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels. — Qualités intrinsèques qu'exige l'exercice régulier des fonctions des Sociétés de secours mutuels. — L'assurance exige le *Nombre*. — L'accomplissement intégral de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels exige le *Nombre*. — Conclusions relatives au *Nombre*. — L'Assurance exige la *science*. — La Technique scientifique de l'assurance pure. — L'Assurance pure modèle, et non critérium. — Nature différente des Institutions. — Nature différente des risques assurés. — Ce que les Sociétés de secours mutuels ne peuvent pas emprunter à l'assurance purement scientifique. — La Science que les Sociétés de

54

62

75

88

97

secours mutuels doivent emprunter à la technique de l'assurance pure.....	120
L'Influence de la science sur la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.....	
L'Assurance exige la <i>justice</i>	124
La Justice au point de vue de la fonction sociale éducative des Sociétés de secours mutuels.....	
La <i>Liberté</i> , nécessaire à l'accomplissement de leur fonction sociale, éducative.....	130
CHAPITRE II. — L'Action économique et sociale actuelle des Sociétés de secours mutuels. — Son insuffisance et ses vices.....	153
§ 1. — <i>L'Action</i> . — I. Situation générale de la Mutualité au 31 décembre 1910. — Personnel. — Fortune sociale. — Opérations sociales. — II. Situation des sociétés approuvées. — Maladie. — Maladie et retraite. — Retraite seule. — Autres buts. — Récapitulation des quatre catégories approuvées. — III. Fonds commun inaliénable et livrets individuels. — IV. Situation des sociétés libres. — Maladie. — Maladie et retraite. — Retraite seule. — Autres buts. — Résumé des opérations des sociétés libres en 1910. — Mouvement des sociétés approuvées et autorisées de 1860 à 1898. — Récapitulation générale comparative des sociétés adultes de toutes catégories 1898-1910. — Organisation supérieure.	
§ 2. — <i>Son insuffisance</i> . — Nombre.....	194
§ 3. — <i>Ses vices</i> . — Science 9 règles. — 9 vices. — Justice (10 ^e vice). — Frais de gestion (11 ^e vice). — Liberté (12 ^e vice). — La Fonction sociale éducative dans l'action actuelle des Sociétés de secours mutuels. — Conclusions.....	227
CHAPITRE III. — Régénération des Sociétés de secours mutuels.....	229

Opinions. — Élimination de la branche retraite. — Responsabilités. — Exemple de l'inertie des Pouvoirs publics. — Absence de Conseils et de Contrôle. — Régénération de la branche maladie	240
Remèdes à l'insuffisance du nombre. — L'éducation générale. — L'effort individuel des Prévoyants mutualistes : de chaque société ; des groupes supérieurs ; du législateur. — Remèdes à l'éparpillement des effectifs par l'effort du législateur	243
L'effort de l'Administration contre l'insuffisance du nombre	244
Remèdes aux vices relatés au paragraphe Science . .	244
Remèdes à l'exagération des frais de gestion	246
Remèdes à l'insuffisance de l'effort individuel des Prévoyants et à l'insuffisance des salaires des non-mutualistes. — Exemple de transformation d'une Société de secours mutuels en Coopérative d'assurance	250
Remèdes généraux : 1° La Coopérative de consommation, ses vertus ; 2° Actions parallèles, syndicale, légale. — Des ligues sociales d'acheteurs ; du label ; de l'initiative patronale ; 3° Transformation de la technique industrielle. — Situation transitoire. — La Coopérative d'assurance contre la maladie . .	262

TROISIÈME PARTIE

L'ASSOCIATION D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LA MALADIE

ou

COOPÉRATIVE D'ASSURANCE

Instrument d'initiation au Progrès Social

CHAPITRE UNIQUE. — Justification de la dénomination de Coopérative appliquée à la Société de secours mutuels régénérée. — Justification de l'attribution du rôle fondamental d'instrument d'initiation au Progrès Social à l'Association d'assurance mutuelle ou Coopérative d'assurance contre la maladie. . . .	265
Croissance et activité respectives des Institutions comparées. — Coopératives de Consommation, de Production. — Associations Professionnelles. — Sociétés de secours mutuels. — Co-action future des Institutions de Progrès Social. — L'Avenir du Solidarisme-Associationniste ou Coopératisme . . .	274
CONCLUSION	275
BIBLIOGRAPHIE	277

